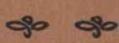


Tun 0/0/0

MAJORATION 40 %
A PARTIR DU 1^{er} OCTOBRE

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

ÉDOUARD DRIAULT



LA GRANDE IDÉE

La Renaissance

de

l'Hellénisme



LA
RENAISSANCE DE L'HELLÉNISME

LIBRĂRIA MEDICALĂ
JEAN LÉON
1. Strada Edgar Quinet 2.
BUCUREȘTI

OUVRAGES DE M. DRIAULT

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

- Vue générale de l'Histoire de la Civilisation** (I. *Les origines.* — II. *Les temps modernes*) 3^e édit. 2 vol. in-16 avec 218 gravures et 34 cartes dans le texte. (*Récompensé par l'Académie des Sciences morales et politiques*)..... 7 fr.
- Histoire politique et sociale (1815-1911).** *Evolution du monde moderne.* En collaboration avec M. G. MONOD. 2^e édit. 1 vol. in-16 avec gravures et cartes dans le texte..... 5 fr.
- Problèmes politiques et sociaux** 2^e édition, refondue, 1 vol in-8. 7 fr.
- Le Monde actuel.** *Tableau politique et économique.* 1 vol. in-8..... 7 fr.
- La Question d'Orient depuis ses origines jusqu'à la paix de Sévres (1920),** avec une préface de M. GABRIEL MONOD, de l'Institut, 8^e édit. 1 vol. in-8 (*Récompensé par l'Acad. des Sciences morales et politiques*). (*Sous presse*)
- La Question d'Extrême-Orient.** 1 vol. in-8..... 7 fr.
- La Politique orientale de Napoléon.** *Sébastiani et Gardane (1806-1808).* 4 vol. in-8. (*Prix Drouyn de Lhuys à l'Académie des Sciences morales et politiques*)..... 7 fr.
- Napoléon en Italie (1800-1812).** 1 vol. in-8..... 10 fr.
- Napoléon et l'Europe.* I. **La Politique extérieure du Premier Consul (1800-1803).** 1 vol. in-8. (*Prix Théroutanne à l'Académie française*). 7 fr.
- Napoléon et l'Europe.* II. **Austerlitz. La fin du Saint-Empire (1804-1806).** 1 vol. in-8..... 7 fr.
- Napoléon et l'Europe.* III. **Tilsit. France et Russie sous le Premier Empire. La Question de Pologne (1806-1809).** 1 vol. in-8. 10 fr. (*2^e Prix Gobert à l'Académie Française.*)
- L'Unité française,** préface de M. H. WELSCHINGER, de l'Institut. 1 vol. in-12..... 5 fr. 75
- Les traditions politiques de la France.** 1 vol. in-12.....
- Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France depuis les Traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française.* TOME XIX.
- Florence, Modène et Gènes.** 1 vol. gr. in-8, sur papier de Hollande, avec introduction et notes par E. DRIAULT..... 20 fr.
- Revue des Etudes napoléoniennes,** publiée par la librairie FÉLIX ALCAN, sous la direction de M. EDOUARD DRIAULT, paraissant tous les deux mois en fascicules de 150 pages environ, formant ainsi deux volumes de plus de 400 pages par an. Abonnement annuel : pour la France, 25 francs ; pour l'étranger, 30 francs.

Inv. A. 6721

EDOUARD DRIAULT

LA GRANDE IDÉE

LA RENAISSANCE
DE L'HELLÉNISME

PRÉFACE

DE

M. POLITIS

Ministre des Affaires Étrangères de Grèce
Professeur honoraire à la Faculté de droit de Paris



29796

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN (VI^e)

1920

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés
pour tous pays.

BIBLIOTECA DE TIPOGRAFIE UNIVERSITARA
BUCURESTI
COTA.....26011

CONTRACI 1956

1956

1951

D

B.C.U. Bucuresti



C29796

A MES AUDITEURS ET AUDITRICES
D'ATHÈNES

En bien cordial et fidèle souvenir.
E. D.

AVANT-PROPOS

Les seize conférences qui composent ce volume ont été faites à Athènes, en janvier-mars 1920, la plupart à la salle de la *Société Archéologique*, la cinquième à l'*École Française*, les quatre dernières, treize à seize, au *Parnassos*.

La Question d'Orient ayant, dans les temps actuels, une importance capitale, M. le Président Venizelos et M. Politis, ministre des Affaires étrangères, soucieux de resserrer entre la France et la Grèce les relations déjà si étroites nées de la bataille de Navarin et de tant de souvenirs classiques, m'avaient demandé d'aller exposer à Athènes les grands traits de cette histoire prestigieuse et dramatique. Cette proposition était pour me séduire infiniment, au moment où il me fallait préparer la huitième édition de cet ouvrage devenu classique en France et à l'étranger : *la Question d'Orient depuis ses origines jusqu'à nos jours*.

Nous avons pensé que, dans leur forme particulière, qui oblige à ramasser, selon une optique spéciale, les lignes principales d'un tel sujet, ces conférences pouvaient offrir un intérêt particulier pour ceux qui

ne les ont pas entendues. La thèse que nous avons établie il y a plus de vingt ans, lors de la première édition de la *Question d'Orient* (1898), a été vérifiée par les événements avec bien plus de rapidité qu'on ne pouvait le prévoir. Nous ne pensions pas alors que les solutions fatales seraient venues de nos jours. Il était évident depuis longtemps que l'Islam turc se retirerait inéluctablement de l'Europe et de la Méditerranée ; la Grande Guerre achève de le rejeter en Asie, de reconstituer la nation grecque, comme ailleurs la nation roumaine ou la nation polonaise. Vue de la sorte, la Question d'Orient prend toute sa grandeur historique : les Achéens vainqueurs de Troie, les Grecs vainqueurs du Grand Roi à Salamine, les peuples de la Méditerranée vainqueurs des Germains et des Turcs. Nous vivons une époque d'une incomparable signification.

A reconstituer ainsi dans le mouvement des siècles les droits et les gestes de la grande famille méditerranéenne, nous croyons avoir apporté à l'histoire générale la contribution d'une synthèse indiscutable et à la politique de la France et de la Grèce des leçons utiles.

Le public athénien a soutenu cet effort de la plus constante et de la plus chaleureuse sympathie ; nous espérons que tous nos lecteurs confirmeront son jugement.

E. D.

PRÉFACE

Au moment où, à la suite des péripéties de la Grande Guerre, se façonnent les destinées du monde oriental, M. Edouard Driault rend un signalé service en publiant les Conférences qu'il fit à Athènes au début de cette année. Il offre ainsi, de la fameuse question d'Orient, un saisissant raccourci où les leçons de l'histoire laissent clairement apparaître les perspectives de l'avenir.

Le départ des Turcs d'Europe, commencé, il y a quatre siècles et demi, à Lépante, s'achève définitivement. Le vaste empire des Osmanlis, progressivement rétréci, ne sera bientôt plus qu'un petit Etat musulman relégué en Anatolie, qui fut son berceau et demeure son vrai domaine.

Sa disparition n'est pas un accident. Elle est l'aboutissement normal d'une lente et naturelle évolution. Nul ne saurait la regretter. Seule la conception erronée de certains intérêts particuliers a pu faire un instant envisager la possibilité de galvaniser pour quelque temps encore le cadavre turc. L'expérience maintes fois fournie par les émancipations similaires du passé prouve que, dans les pays ci-devant turcs, les intérêts matériels et moraux des tiers n'auront qu'à gagner : ils ne seront pas

seulement mieux garantis; ils pourront recevoir un plus large développement.

Il est, en effet, incontestable que les créanciers de la Turquie auront plus d'avantage à avoir pour débiteur un Etat civilisé, ami du travail et du progrès, plutôt que l'administration ottomane, qui n'a jamais su équilibrer un budget. Il est non moins évident que les écoles étrangères puiseront plus d'éléments de prospérité dans un pays de lumières, où l'instruction est considérée comme un des principaux devoirs de l'Etat, que dans un pays d'obscurantisme, où elle est tenue pour un luxe inutile. Ainsi le nombre des élèves des écoles françaises à Salonique a triplé depuis que cette ville a été annexée à la Grèce.

La valeur de ces données si nettes a été parfois obscurcie par le souvenir déformé de certaines traditions historiques. La Turquie a pu, durant deux siècles, depuis François I^{er}, fournir à l'Occident une utile alliance, en formant à l'Est une barrière contre le danger germanique. Il n'en était plus de même depuis qu'elle s'est peu à peu inféodée à l'Allemagne. Le besoin d'une barrière à l'Est n'en persiste pas moins, mais le rôle abandonné par la Turquie sera désormais tenu avec avantage par la Grèce agrandie, devenue forte et prospère. Son intérêt bien entendu lui commande d'être en Orient la sentinelle avancée de la civilisation occidentale, en lui servant de barrière, non seulement contre le germanisme, mais contre tout retour offensif de l'impérialisme russe ou de la barbarie asiatique.

Rien ne montre mieux la nécessité d'une poli-

tique imposée par la géographie que cette reprise par l'Hellénisme de ce qui fut sa vraie fonction depuis les guerres médiques jusqu'à la chute de l'Empire grec de Byzance, et qu'il eût sans doute gardée sans discontinuité si, à la fin du moyen âge, l'Occident avait été plus clairvoyant sur son propre intérêt.

Voilà le grand enseignement que M. Edouard Driault dégage de l'histoire avec une remarquable netteté de jugement.

Le gouvernement hellénique est heureux d'avoir pu lui fournir l'occasion de le faire au pied de l'Acropole. Désireux de développer les liens intellectuels qui rattachent si étroitement la Grèce à la France, il l'avait prié de se rendre à Athènes pour y donner une série de conférences. Le gouvernement français ayant bien voulu l'y autoriser, M. Edouard Driault accepta cette invitation.

Historien de tempérament et de profession, auteur sur la question d'Orient d'un ouvrage devenu classique, président du *Comité Michelet*, directeur de la *Revue des études napoléoniennes*, M. Edouard Driault arriva à Athènes, précédé d'une réputation qui assurait le succès de sa mission. Le présent volume permet de se rendre compte de la haute valeur de l'enseignement qu'il y donna. Mais ce que la modestie de l'auteur ne laisse pas soupçonner, c'est l'extraordinaire attrait de ses conférences sur le public athénien. Ceux qui ont eu le privilège de les suivre demeurent sous le charme d'une prenante éloquence mise, avec une rare élévation de pensée, au service d'une profonde science historique. Les

salles où successivement M. Edouard Driault prit la parole, bien que contenant plusieurs centaines de places, étaient toujours trop exigües pour la foule accourant pour l'entendre et l'applaudir. Peu de conférenciers peuvent se flatter de retenir un nombreux auditoire, quand ils multiplient leurs réunions. Il en est moins encore qui peuvent aspirer à pareil succès quand l'auditoire est composé presque uniquement d'étrangers. M. Edouard Driault a gagné à Athènes cette gageure. Il fit quinze conférences devant un public grec qui, de séance en séance, devenait plus compact. Ses conférences marqueront sûrement une date dans les annales athéniennes. Leur publication consolera bien des personnes qui, faute de place ou de loisirs, n'ont pu y assister.

M. Edouard Driault a eu la profonde satisfaction de constater combien est répandu en Grèce l'usage du français et en quelle particulière estime y est tenu l'enseignement français, dont il a contribué à rehausser l'éclat. Il y avait déjà beaucoup d'admirateurs. Son passage à Athènes n'en a pas seulement augmenté le nombre. Il les a transformés en amis qui ne désirent rien tant que le voir revenir parmi eux, pour rendre encore, en sa personne, hommage à la grande nation de lumières et de progrès dont il est le digne représentant.

Athènes, Juillet 1920.

N. POLITIS.

RENAISSANCE DE L'HELLÉNISME

INTRODUCTION

IMPRESSIONS D'ATHÈNES ¹

Avant d'aller à Athènes, j'avais demandé leurs impressions aux voyageurs illustres qui y étaient passés jadis, et qui en avaient laissé le récit, sans doute dans cette intention.

J'avais lu le père Babin, le beau livre de Vandal, sur le marquis de Nointel, ambassadeur de France à Constantinople au commencement du règne de Louis XIV, qui avait eu le privilège insigne de voir le Parthénon avant l'explosion de 1687 et avant les ravages presque aussi regrettables de Lord Elgin.

Il est vrai que Nointel avait été tellement ému par le spectacle du Parthénon qu'il n'avait pas osé en rien écrire à ses amis ; il s'était contenté de faire prendre les dessins des frises par son peintre ordinaire. Heureusement, car c'est le principal document qui nous en reste.

1. Communication faite le 23 juillet 1920 à la Société des Sciences Morales, Lettres et Arts de Seine-et-Oise, à Versailles. Nous la reproduisons pour établir en quelque sorte le milieu où se sont déroulées les conférences qui suivent.

J'avais relu Chateaubriand, l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem*, pour tâcher de me mettre dans l'atmosphère des lieux que j'allais voir et que je voulais comprendre. Mais moi, je n'allais qu'à Athènes ; je ne devais pas pousser jusqu'à Jérusalem.

J'avais relu Renan, et je voulais aller prier avec lui sur l'Acropole.

Lectures précieuses entre toutes, notamment pour marquer les dates de l'évolution historique. Elles donnent du recul, à un siècle, deux siècles, trois siècles en arrière ; et c'est par de telles comparaisons qu'on saisit la vie dans son cours ; car il y a une vie des ruines, même en dehors de celle que nous y mettons.

Et je suis parti avec ce bagage.

Nous sommes entrés dans les eaux grecques en passant de Bari à Vallona, puis à Corfou, Patras et par le golfe de Corinthe.

Je ne vous dirai pas grand'chose du climat ; il y a des spectacles de la nature que la plume même de Chateaubriand fut impuissante à décrire. C'était en janvier ; nous avons eu par ici, vous vous en souvenez, un mois de décembre terriblement pluvieux, et Paris commençait à se débattre contre l'inondation.

En quittant nos brumes hyperboréennes, je ne pouvais qu'être ébloui par les paysages de la Grèce : une mer d'huile ; — je passais les nuits sur le pont ; — un ciel sans vapeur d'eau, d'une netteté et d'une transparence indéfinissables, en sorte que les étoiles, en se reflétant autour du bateau, étaient comme couchées

sur le tapis bleu de la mer ; un spectacle et des impressions d'une incomparable sérénité.

Les rivages de la Grèce, de l'Acarnanie, de Corfou, de Céphalonie, avec leurs montagnes colorées, les plus hautes coiffées de neige : des lignes d'une variété infinie, des détours où la curiosité s'accrochait à chaque minute ; Patras, tout encadrée d'orangers chargés de leurs fruits : un enchantement d'heure en heure. Mais je passe, car j'aurais vite épuisé toutes mes épithètes, et il faut que j'en garde.

D'ailleurs, n'allez pas croire que ces pays privilégiés n'aient pas d'hiver : j'ai vu de la neige sur l'Acropole, en février ; il est vrai qu'elle y est si rare que les enfants sont mis ou se mettent en vacances à cette occasion, et que les grandes personnes elles-mêmes, dans la rue, s'en font une fête.

Et puis Athènes a, souvent, un vent du nord qui s'accorde avec le chaud soleil de la plus déplaisante façon. Je n'ai jamais mieux compris la fable de *Phébus et Borée*, et je me suis rappelé la légende de Borée enlevant, sur les rives de l'Ilissos, la nymphe Orythie. Tout de même je ne me suis pas laissé enlever.

Je n'ai pas vu de nymphes. Quand je dis nymphes, je veux dire les nymphes de la mythologie. Je ne les ai pas vues fuir derrière les bois d'oliviers, ou les rochers du rivage. J'ai un peu regretté

..... le temps où le ciel sur la terre
Marchait et respirait dans un peuple de dieux.

Ce devait être un bon temps, et je suis devenu un

peu plus païen que je n'étais déjà ; car vous avez réfléchi, Messieurs, que l'esprit laïque n'est qu'un retour d'esprit païen. Je ne suis pas le seul à l'avoir remarqué.

A part cela, où je reviendrai peut-être, je n'ai pas pu m'arracher à une foule d'évocations historiques qui se pressaient autour de moi tout au long de la route. J'ai songé aux *Pays de l'Odyssée*. J'ai également cherché l'île des Phéaciens avec le souvenir de Nausicaa. Notre bateau a passé dans les eaux d'Actium, et j'ai suivi des yeux le chemin où Cléopâtre avait entraîné Antoine dans son désastre, là-bas, en doublant Navarin, vers la Crète et l'Égypte. J'ai vu, devant Patras, Lépante ; en passant à Rome, j'avais revu dans la chapelle Sixtine de Sainte-Marie-Majeure un beau tableau de la bataille de Lépante, et j'avais songé à la question d'Orient. Car la question d'Orient, c'est la retraite des Turcs : le premier acte, c'était Lépante, et nous voici au dénoûment.

Je suis arrivé au Pirée par le canal de Corinthe : un canal fort étroit, où ne peuvent passer que les bateaux d'un tonnage inférieur. Le nôtre ne s'y engagea qu'à grand'peine, parce que Borée le poussait par bâbord, et que l'entrée entre les deux murailles à pic est une manœuvre d'une précision mathématique : littéralement une question de centimètres. — Petit canal, déjà inférieur aux besoins de la navigation, mais petit canal deviendra grand.

A peine débarqué, j'ai cherché l'Acropole. Il me fal-

lut attendre ; on ne la voit qu'en approchant d'Athènes, à mi-chemin du Pirée. On arrive à Athènes par un train électrique comme celui des Invalides. On descend à la place de la Concorde, *Homonoia*, où se rencontrent la rue d'Eole, la rue du Stade et la rue d'Athéné. On a l'Acropole devant soi au bout de la rue d'Eole, et cette muraille abrupte, qui se dresse au-dessus de la ville et qu'on voit de partout, fait tout de suite la plus forte impression.

C'est de cela d'abord, évidemment, que vous attendez que je vous parle.

Par comparaison avec les récits qui m'ont servi de guides, il n'y a plus de Turcs, ni de turqueries, à Athènes, ni sur l'Acropole : dans la ville, tout au plus une ancienne mosquée, qui sert de grenier, — et c'est tout ce qu'elle vaut ; — une rue de babouches, qui a un air de bazar oriental ; quelques magasins de vieil Orient, qui sont souvent du neuf, peut-être même venu d'Occident.

On peut dire qu'Athènes est toute décrassée de turc.

Ce n'était pas ainsi autrefois. Lorsque le marquis de Nointel voulut visiter l'Acropole, il y fut reçu par le gouverneur turc et par une salve de canons turcs. Car l'Acropole était alors une forteresse ; on s'en aperçut bientôt au sort que subit le Parthénon. Puis, lorsque Nointel installa son peintre à prendre le dessin des frises, l'artiste travailla entre deux janissaires, qui craignaient sans doute qu'il ne prît le Parthénon. Tout de même, Renan, quand il pria sur l'Acropole, ne se trouvait pas en pareil équipage.

En ce temps-là, je dis au temps des Turcs, l'administration de l'Acropole était dans les attributions et les profits du chef des Eunuques noirs à Constantinople, et le gouverneur de la forteresse avait son harem dans l'Erechtéion, à côté de l'Olivier sacré.

Chateaubriand, dans l'*Itinéraire*, rapporte un mot de Bonald, d'ailleurs prophétique : « Les Turcs sont campés en Europe. » Sans doute, rien de plus vrai ; mais ce camping a duré longtemps. Au temps de Chateaubriand, août 1806, que ce soit dans le Péloponèse ou l'Attique, on les trouve partout, devant les portes des maisons, assis sur leurs talons. A l'Acropole alors, les murailles sont encore couvertes de canons, et les monuments sont perdus parmi les masures musulmanes, qui sont dans un état de malpropreté tout spécial.

Trois fois par jour, Chateaubriand entend le tambourin et la musette turque qui, du haut des Propylées, mêlent leurs sons stridents et discordants aux cris des muezzins appelant les fidèles à la prière : « Allah illah Allah ! Et Mahomet est son prophète ! » — O Pallas Athéné !

A part l'explosion de 1687, qui, d'ailleurs, n'est pas absolument de leur fait, les Turcs n'ont pas commis trop de dégâts sur l'Acropole. Ils ont enlevé une des Caryatides, et dans la nuit longtemps on entendit la plainte de ses compagnes. On l'a remplacée depuis par une autre ; mais elle n'est pas de même matière, ni de même style ; elle a noirci sous la pluie, et les autres, sans doute, n'ont pas cessé de gémir.

Donc les Turcs sont partis, il y a bientôt cent ans. Comptons sur les Grecs pour célébrer ce centenaire comme il convient : car le départ des Turcs, c'est la solution de la question d'Orient.

Avant les Turcs, Athènes, pendant des siècles, avait fait partie de l'Empire d'Orient. Elle fut ainsi longtemps orthodoxe, et elle est restée orthodoxe ; elle en a la marque, naturellement : des églises en grand nombre, notamment la petite Métropole, la grande Métropole, l'une et l'autre en proportion de la croissance de la ville depuis cent ans ; car on est passé de 6 000 à 250 000 habitants, plus de 400 000 en comptant le Pirée. Mais même la grande Métropole est petite, et aucun des temples de la ville ne se peut comparer à ceux de l'Acropole, où il ne reste plus aucune trace de l'orthodoxie.

Et voilà déjà l'Acropole entièrement rendue au paganisme, au culte exclusif d'Athéné. Voilà, en ce sens, Athènes redevenue païenne. C'est une renaissance, puisqu'elle passe ainsi de l'esclavage à la liberté, de la misère à la prospérité, de la mort au travail.

C'est une restauration.

Car on peut concevoir une restauration du Parthénon ; à voir ces puissantes colonnes qui gisent des deux côtés nord et sud, de part et d'autre de l'explosion, on voudrait que leurs beaux fûts de marbre fussent réajustés les uns sur les autres ; et la plupart sont si admirablement conservés qu'il semble que ce ne soit qu'une question de main-d'œuvre. Il

ne serait sans doute pas difficile de remettre en place les frises que Lord Elgin a si généreusement déménagées : elles avaient résisté à l'explosion de 1687 ; elles résisteraient, avec quelques précautions, au voyage de retour. En tout cas, si l'on peut admettre et souhaiter les remises en place, il faut souhaiter qu'on s'interdise toute réfection : il y a au haut de quelques colonnes du Parthénon, face occidentale, des chapiteaux rapportés qui font un déplorable effet.

Quoi qu'il en soit, il y a déjà une sorte de renaissance de l'antiquité qui a donné d'heureux spectacles. Le Stade a été reconstitué ; il est d'un marbre trop neuf ; mais on y a réalisé de belles fêtes. Dernièrement, Camille Saint-Saëns a conduit à l'Odéon d'Hérode Atticus une magistrale représentation de la *Jeunesse d'Hercule*. On pourra évidemment organiser des solennités théâtrales d'une incomparable beauté au si joli théâtre de Dionysos.

Donc on peut considérer l'Acropole avec des yeux païens, je veux dire dans l'esprit classique, et de la sorte en goûter la beauté, du moins en quelque manière.

Mais comment s'exprimer ? — On monte à l'Acropole par les Propylées ; de ce côté occidental, la pente est moins abrupte que sur les trois autres côtés, par lesquels l'Acropole est inaccessible ; mais elle est encore raide, et l'escalier que l'on emprunte est rapide. Eh bien ! les Propylées sont elles-mêmes comme un temple, dont les colonnes sont plantées sur

la déclivité, plus fortes et doriques d'abord pour supporter la charge plus pesante, plus élancées et ioniques au-dessus pour marquer que l'ascension est finie : les unes et les autres dans une position, dans une proportion qui sont comme idéales et forcent l'admiration.

Et ce n'est que le vestibule de la colline sacrée.

Je ne vous dirai rien de l'Erechtéion. J'avoue ne l'avoir pas beaucoup goûté, parce que, dans l'état où il est, il est fait de morceaux assez incohérents, de beaux morceaux certes, les Caryatides, les colonnes ioniques si élégantes de la façade orientale ; mais l'ensemble n'est plus ordonné. Et surtout le Parthénon est trop près et trop beau !

Oh ! le Parthénon ! On ne saurait jamais dire toutes les impressions qu'il produit !

Chateaubriand est frappé de sa variété harmonieuse. Ictinos, dit-il, place sa colonne cannelée sur des degrés, et il introduit presque la légèreté du corinthien dans la gravité dorique. Je n'ai pas senti cela : c'est qu'à mon avis le corinthien est d'un genre faux : voyez la Madeleine, qui a d'ailleurs bien d'autres défauts.

Je suis beaucoup plus frappé de la puissance et de la porportion même de l'édifice. « Les monuments de Rome, dit Chateaubriand, me semblent barbares depuis que j'ai vu ceux de la Grèce. » Oui, certes, barbares, et fragiles : au Forum, des colonnes trop hautes et minces, qui n'ont que de la prétention ; et, si on y éprouve de fortes sensations historiques, on

n'y sent point le choc de la grande chose d'art. J'observe que, dans la phrase que je viens de rappeler, il ne paraît pas que Chateaubriand fasse une exception pour Saint-Pierre, et cela est assez frappant chez l'auteur du *Génie du Christianisme*.

Ailleurs il écrit encore : « Il y a toujours quelque chose de grêle dans notre architecture quand nous visons à l'élégance, ou de pesant quand nous prétendons à la majesté. Voyez comme tout est calculé au Parthénon ! » C'est bien cela.

Le Parthénon a environ soixante mètres de long et vingt mètres de large. On ne le voudrait pas plus long : l'œil n'en apprécierait pas la valeur ; — ni plus large, fût-ce d'un mètre : il en serait alourdi.

Les colonnes ont environ dix mètres de hauteur : plus hautes, elles paraîtraient frêles ; plus basses, elles seraient épaisses, — et on a l'impression que ni dans la hauteur, ni dans la largeur il n'y faudrait rien changer d'un centimètre, sous peine de commettre une faute de goût ou d'harmonie. Proportionnées entre elles, — et elles ne sont pas toutes pareilles, les colonnes d'angle sont plus fortes, logiquement, — elles sont proportionnées avec le temple tout entier dans une mesure parfaite.

C'est un temple païen ; il n'a aucun caractère mystique ; il ne s'enlève pas dans la nue vers Dieu, vers le Très-Haut, comme nos cathédrales gothiques ; il reste à la mesure de l'homme. Dix mètres de hauteur, environ six fois la taille de l'homme : l'homme n'en est pas écrasé. Il a bâti le Parthénon à sa mesure,

à la mesure de ses divinités païennes, restées à la mesure de sa raison, tout au plus de son imagination, et de la conception qu'il se pouvait faire et qu'il se peut faire de la perfection divine. Le divin, chez les Grecs, n'est que la perfection de l'humain, et le Parthénon est comme un temple de raison.

J'imagine que notre esprit laïque, dégagé autant qu'il se peut du mysticisme, du mystère, est capable de bien comprendre, sinon de bien sentir cette perfection de l'art païen, avec lequel il s'apparente et dont il descend en effet. Et pourtant Chateaubriand aussi l'avait compris. Il est vrai que les impressions qu'il en exprime restent assez vagues : cela était si nouveau pour lui, et si étrange pour le Breton qu'il était. Renan aussi, un autre Breton, est resté un peu en détresse devant l'Acropole : je voudrais le montrer tout à l'heure.

Et ce chef-d'œuvre de l'art humain, où l'œil, la raison, l'art le plus exigeant trouvent toute satisfaction, jaillit d'une masse informe de roches frustes et de formidables débris préhistoriques, pélasgiques, qui sont restés là comme un souvenir de la barbare matière d'où est sorti l'incomparable chef-d'œuvre : l'homme produisant le beau avec le chaos ; toute la leçon de la création, ou de la civilisation.

Et le Parthénon est horriblement mutilé, comme par une revanche de la barbarie. Et cette mutilation en achève la beauté en la faisant douloureuse, en lui enlevant ce qu'elle avait sans doute auparavant de trop serein, de trop indifférent aux misères humaines.

J'ai songé devant lui à notre cathédrale de Reims, si émouvante depuis que les barbares l'ont si affreusement brûlée : elle souffre, donc elle vit, image de la France si éprouvée dans sa victoire même. Et le Parthénon m'a paru grandi de même sorte : cette merveille de l'art des hommes mutilé par la folie des hommes ! N'est-ce pas toute l'histoire de l'humanité, construire pour détruire, pour construire encore, et encore détruire... ?

Et l'on aurait du mal maintenant à se représenter le Parthénon intact : ses puissantes et nobles colonnes qui gisent, ses frontons dénudés portent au comble l'intensité de l'émotion... La rêverie se perd et se prolonge indéfiniment devant ce spectacle unique...

Et je ne saurais pas rendre ici la lumière dont tout cela est enveloppé, dont tout cela vit. Car il faut la lumière de la Grèce aux monuments de la Grèce, et il est fou de vouloir les reproduire ou les imiter sous d'autres cieux. « L'Acropole, dit Chateaubriand, est comme un piédestal taillé exprès pour les édifices qui le couronnent. » Oui ; mais en outre il est entouré de collines qui, par la distance et par la hauteur, sont à sa mesure encore, et le font valoir comme un cadre lui aussi fait exprès. Et du matin au soir, le soleil, le soleil de la Grèce, un Phœbus ineffablement chaud et lumineux, tourne de la façade orientale, qui s'offre d'abord à lui, vers la façade occidentale, et anime le beau temple d'une sorte de vie colorée plus douce au matin, et de plus en plus magnifique, éclatante au midi, comme

inondée des rayons du char d'Apollon qui s'en va splendide vers la mer toute proche.

En janvier, dans les premiers jours où j'ai pu jouir de ces scènes incomparables, le soleil va se coucher dans la baie de Salamine. L'instant y est alors d'une solennité religieuse, divine. L'atmosphère est si limpide que l'obscurité vient tout d'un coup, presque sans crépuscule. La ville, au creux des collines, disparaît dans le gris du soir, sauf quelques lumières électriques qui pointent ici et là pour rappeler qu'il y a, au pied de l'Acropole, des hommes, qui travaillent pour un beau demain. Le monument de Philopappos, en face, sur le Mouséion, reste allumé de rose. Le Lycabette dresse sa pointe aiguë que couronne la blanche chapelle de Saint-Georges. Le Parnès, le Pentélique, s'habillent de mauve. L'Hymette tout près s'arrondit, sur le fond du ciel orangé, comme un gros bouquet de violettes. On comprend qu'Athènes soit appelée la ville des violettes : violettes partout, même en janvier, dans les jardins, dans la campagne, jusqu'au sommet des montagnes...

Et sur cet immense cadre mauve et violet, plus sombre et plus chaud d'un moment à l'autre, dans le gris de la nuit où vont se piquer les étoiles au ciel comme dans la ville doucement bruissante, le soleil couchant venu de Salamine embrase le Parthénon. Les derniers rayons partis d'en bas entrent dans le temple, passent parmi les colonnes, les découpent sur le fond de l'azur, leur donnent toute leur valeur, chassent les ombres de bas en haut, les mangent

presque entièrement, sauf ce qu'il en faut pour dessiner les lignes ; et, pendant quelques minutes, le temple de marbre doré, rosé dans la lumière qui s'allonge et s'étend sur toute la scène, restauré un moment dans son intégrité par les feux et par les ombres du soir, — car, sa façade occidentale étant la mieux conservée, on n'a plus alors l'impression de sa mutilation, — s'enlève au-dessus de la ville, au-dessus de l'Acropole, dans le ciel étoilé, comme le signe triomphal du génie humain... Avant qu'on ne soit descendu de la colline, tout est retombé dans l'ombre... et l'on prie, ou l'on rêve, sur tant de parfaite beauté !...

* * *

Je ne vous dirai pas que les Athéniens d'aujourd'hui soient dignes de Périclès et de Phidias et capables de construire un autre Parthénon. Je ne vous dirai pas non plus le contraire : le siècle de Périclès suivit d'assez près la victoire de Salamine.

Pour l'instant, notons seulement quelques impressions.

Athènes autrefois regardait vers la mer, vers le Pirée où la conduisait la route des Longs-Murs. Il y a toujours une route, il y a même un chemin de fer électrique pour aller au Pirée. Mais, pour avoir plus de place, Athènes s'est étendue dans l'autre direction, vers le Lycabette, vers le Parnès. La première légation de France, qui vers 1840 était hors de la ville, à

un kilomètre, est aujourd'hui au cœur des nouveaux quartiers de Patissia. D'ailleurs Athènes ne veut ainsi que se donner de l'espace ; elle retourne peu à peu au bas de l'Acropole, vers Kallithéa, Phalère et le Pirée. Elle se soude peu à peu à son grand port, avec lequel elle fait, dès aujourd'hui, une population de près de 500 000 habitants.

La ville neuve est fort bien percée. Elle a de beaux et larges boulevards, des rues droites, qui s'appellent la rue du Stade, la rue d'Homère, la rue de Sophocle, la rue d'Aristote, la rue d'Alexandre, et aussi, par exemple, la rue de Chateaubriand. Et cela porte aux réflexions.

Les magasins se présentent fort bien. Les maisons sont construites avec beaucoup de goût. Il y a une maison de Schliemann qui sert de modèle à beaucoup d'autres, avec sa loggia sur colonnettes, et sa galerie de statues antiques. Il y a des quartiers neufs construits avec beaucoup de luxe, comme l'avenue de Képhisia, qui mène à une fort jolie banlieue ; et le nouveau Phalère est comme le Trouville de ce petit Paris. Et partout des jardins, parmi les fleurs et les parfums, et toute l'année.

Il y a encore par les rues quelques costumes nationaux, d'ailleurs fort beaux sous ce ciel éclatant qui fond toutes les couleurs. On rencontre parfois, les jours de fête, des femmes aux coiffures et corsages garnis de pièces d'or en quantités ; les euzones de la garde royale, avec leurs jupes blanches à godets et leurs pompons aux genoux et sur la chaussure, ne

sont pas ridicules dans le grand soleil ; et j'ai vu dans les cafés, ou kaffés, des fumeurs de narghilés dont j'ai envié, un moment, la béatitude.

Les Athéniennes n'ont plus l'usage de se peindre le tour des yeux en bleu et le bout des doigts en rouge, par où Chateaubriand les comparait, sans y mettre de malice, aux Iroquois avec leurs anneaux dans le nez.

Elles sont fort élégantes et presque tout à fait à la mode de Paris, jusques et y compris la mode des bas de soie et des grandes mantes de même... Mais je me sauve au galop de ce terrain où ma compétence est limitée... La saison de cet hiver fut fort brillante, thés, bals, carnaval, bridge : une farandole continue de jour et de nuit, quelque peu même étourdissante.

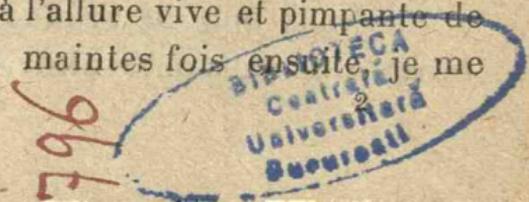
Mais aussi les établissements scientifiques sont très bien compris. Le quartier de l'Université est le plus clair et presque le plus beau de la ville. Les bâtiments de l'Université, l'Académie, la Bibliothèque Nationale sont de beaux monuments heureusement imités de l'antique, portiques à colonnes, statues et fresques sur fond rouge pompéien..., réserve faite au sujet des malheureuses statues d'Apollon et d'Athéné qu'on a perchées fort malencontreusement sur deux hautes colonnes sans proportion : on ne conçoit pas Apollon ni Athéné stylites.

Le Musée National, avec ses trésors de Mycènes et de Tirynthe, le Musée de l'Acropole, avec ses frises et reconstitutions du Parthénon, sont de tout premier ordre. Il y a quatorze théâtres, qui jouent tous les soirs,

et des pièces grecques, d'auteurs grecs. Il y a une société des auteurs dramatiques dont je garde un agréable souvenir ; beaucoup de théâtres d'été, et donc de plein air, d'un charme exquis.

Les conférences sont très suivies, j'en sais quelque chose, et les auditeurs et surtout les auditrices sont fort au courant de tout le mouvement de la littérature et de l'art universel, et elles ont à cet égard la culture la plus accomplie et la plus délicate. J'ai trouvé là-bas de curieux souvenirs napoléoniens, venus surtout par Corfou et les îles Ioniennes, et Athènes va prendre une grande part à la prochaine commémoration du Centenaire de Napoléon. On y entend et on y parle le français partout, comme dans tout l'Orient d'ailleurs. On y manifeste en toute occasion les plus chaudes sympathies pour la France, et je suis peiné que la France n'y réponde pas avec la même chaleur. Les « Grecs irrédimés », c'est-à-dire les représentants des Grecs encore asservis, de la Thrace, de Trébizonde, de l'Asie-Mineure, m'ont fait l'accueil le plus émouvant, et cela demeure une de mes plus profondes impressions.

Le premier soir de mon installation à Athènes, à huit heures, je sursautai en entendant tout d'un coup une retraite militaire, sur des airs de France. Je courus à ma fenêtre ; c'était en effet une escouade d'infanterie hellénique, tambours et clairons à la mode de France, qui passait dans la rue parmi les gamins et les passants amusés, à l'allure vive et pimpante de nos petits chasseurs. Et maintes fois ensuite je me



suis pris à emboîter le pas à la retraite du soir, parce qu'elle avait un air de France, et que, quand on est loin de France, en pays ami, très ami, le bonnet à poil que nous avons tous dans le cœur se gonfle, se gonfle, et porte les larmes aux yeux. Et l'on sent que ce sont des liens qui se nouent, très fort.

Je regrette beaucoup que l'opinion française ne réponde pas en général, comme il conviendrait, à cette sympathie, à cette profonde et très ancienne et très naturelle sympathie ; qu'elle s'enferme dans le souvenir de l'ère constantinienne, qui ne fut qu'un misérable accident ; qu'elle se laisse entraîner, derrière de purs intérêts particuliers, à une turcophilie qui est un scandale ; que la France de Navarin soit venue à la rescousse des massacreurs de Chio, de Patras, de Crète et d'Arménie, et qui continuent ; qu'elle ait oublié au point que vous savez les saintes traditions de la Croisade et de la Révolution libératrice ; qu'après avoir donné à la Grèce la Thessalie et la Macédoine, elle lui refuse ses « terres irrédentes » de la Thrace et de Smyrne ; qu'elle garde de la tendresse pour les Jeunes-Turcs et les nationalistes turcs, amis et pantins du Kaiser.

Mais il y a une logique dans la victoire, et qui s'impose aux intérêts mercantiles. Il y a une logique plus forte dans l'histoire, qui depuis Lépante chasse fatalement les Turcs de l'Europe vers l'Asie, d'où ils n'auraient jamais dû sortir.

Espérons que la France ne s'obstinera pas trop longtemps dans cette pitoyable erreur, et souhaitons

qu'il n'en reste pas de trace. Ce serait la pire abdication de notre influence en Orient. — « Nous ne reconnaissons plus la France, » me disaient mes amis de Grèce; et je m'en tirais en leur affirmant avec force que la France leur reviendrait, que la France leur restait profondément fidèle... Et je n'en étais pas assez sûr.

Nous sommes ici victimes d'une erreur, ou d'une ignorance, qui ont désormais beaucoup trop duré. Nous ne voulons pas nous mettre dans la tête que la Grèce est une grande nation. Piscatory, l'un des premiers et des plus clairvoyants ministres que la France ait eus à Athènes, le proclamait dès 1844 lors de la fondation de l'Ecole française. « Croyez-moi, ce n'est pas avec la sèche raison d'une critique sans flamme qu'il faut juger un corps vigoureux et troublé, encore malade d'une longue convulsion. Les Grecs sont dignes de votre sympathie. Par sa beauté physique, par sa richesse intellectuelle, cette race supérieure reste la première nation du monde. Ayez pour elle une véritable idolâtrie. » Piscatory avait cette divination que donne la foi.

Chateaubriand, quoique poète, n'avait pas cette pénétration. Il croyait que les Grecs n'aimaient pas leur patrie, n'en avaient pas conscience, et cela au moment où se fondait l'Hétairie. Il trouva le Pirée vide; pour s'en aller il lui fallut aller chercher un bateau à Zéa. « Pour tout bruit, dit-il, on y entend le cri des alcyons et le murmure des vagues qui se brisent

dans le tombeau de Thémistocle, faisant sortir un éternel gémissement de la demeure de l'éternel silence. » La phrase est belle. Il ajoute pourtant : « Le Pirée, entre les mains d'une nation civilisée, pourra devenir un port considérable. » Voilà qui est mieux. Le Pirée est dès aujourd'hui un port considérable, et les Grecs prétendent que bientôt il remplacera Hambourg, et, pour y avoir vu le port rempli maintenant de centaines de bateaux grands et petits, je crois que le Pirée en effet remplacera Hambourg et rivalisera avec Marseille.

Même erreur chez M. Thouvenel, le successeur de Piscatory à la légation de France ; il estime, vers 1850, que la Grèce a renoncé à toute ambition et ne croit pas à la « Grande Idée » — Pourtant il constate qu'en dix ans la prospérité de la Grèce, malgré les querelles intérieures, a fait des progrès extraordinaires.

Et nous, par comparaison avec les impressions de Chateaubriand et de Thouvenel, maintenant que nous avons constaté et que nous constatons l'extraordinaire puissance d'expansion politique et économique que la « Grande Idée » a donnée à la Grèce, nous serions impardonnables, nous sommes impardonnables, et coupables envers la France, si nous cultivons cette vieille erreur qui entretient entre la Grèce nouvelle et nous les plus déplorables malentendus.

La France, qui avait fait Magenta et Solférino, refusa Rome à l'Italie, et l'Italie entra dans la Triplice : ce qui aurait pu nous coûter cher. — La France, qui a fait Navarin, refusera-t-elle à la Grèce nouvelle la

réalisation de son unité territoriale ? Cela pourrait lui coûter très cher.

Il ne faut pas gaspiller nos amitiés ; nous en avons besoin. Nous avons des amitiés ferventes en Pologne, en Roumanie, en Grèce, en Syrie. Il faut les ménager et les développer. Il faudrait que notre diplomatie s'inspirât un peu du grand cœur de Michelet et qu'elle se persuadât, si possible, que des amitiés valent mieux que des alliances. Les alliances sont un jeu d'intérêts souvent contradictoires ; les amitiés sont plus sûres, plus sincères et plus durables.

Et puis nous avons tant à gagner à l'amitié si touchante de la Grèce ! Oui, je dis que nous avons à y gagner plus qu'elle. Chateaubriand, qui la connut mal et l'apprécia peu, la croyant à jamais résignée à l'esclavage, disait pourtant : « Il y a encore beaucoup de génie en Grèce, et nos maîtres en tous genres sont encore là. » Rien de plus exact.

Je n'ai certes pas le temps de dire ici tout le besoin que nous avons, plus que jamais, des humanités, donc de la culture classique, donc du culte de la Grèce et de ses divinités immortelles, la Liberté et la Sagesse, ensemble personnifiées par Athéné. Mais je redoute les préoccupations modernistes qui s'affirment en certains milieux ; je n'y vois qu'une improvisation inspirée de je ne sais quel utilitarisme que l'on estime urgent.

Rapportons-nous-en à la sagesse toujours jeune d'Athéné, qui présida à nos études d'autrefois, même au lendemain de Sedan. Après la grande victoire

d'hier, à plus forte raison, restons fidèles à la déesse de la Sagesse, de la Mesure, de l'Harmonie. Evitons de rompre la noble tradition de culture qui a fait la France ce qu'elle est, c'est-à-dire la France victorieuse. Célébrons à notre manière l'*Apothéose d'Homère*, comme faisait Ingres il y a cent ans, et méditons toujours le chef-d'œuvre de Raphaël, l'*Ecole d'Athènes*, école des peuples libres.

Chateaubriand partit d'Athènes la nuit, pour ne pas voir ce qu'il quittait et pour en moins souffrir. L'horaire des bateaux m'a fait partir en plein soleil de midi pour retourner dans nos pays pluvieux. C'est pour cela sans doute que j'ai gardé une pénétrante nostalgie de la Grèce, avec l'amer regret de n'y pas être allé plus jeune, car j'en aurais tiré un profit qui me manquera toujours.

LE FOYER GREC

Arrivé tout à l'heure du lointain pays des Hyperbo-réens, je suis venu chercher sur place la leçon de la plus prestigieuse histoire. Je suis sûr de mieux voir en Orient, ou à la porte de l'Orient, les solutions de la question d'Orient.

Je suis venu chercher la leçon d'Homère et de la guerre de Troie. A quelques stades d'ici, de l'autre côté du Pentélique, il y a la baie d'Aulis d'où partirent, sous le commandement d'Agamemnon, les Achéens aux belles cnémides. Comme Jason et les Argonautes, ils allaient déjà à la conquête de l'Asie, et voici que les Grecs d'aujourd'hui les suivent, vers Smyrne et au delà.

Et lorsque Troie fut prise, pendant dix ans Ulysse erra à travers toute la Méditerranée, et c'était déjà le domaine de l'hellénisme.

Alors la Grèce, ce n'était pas seulement le petit royaume auquel, il y a un siècle, les grandes puissances donnaient un semblant d'indépendance. La Grèce, c'était au moins autant l'Ionie que l'Hellade ou le Péloponèse. Les villes de l'Ionie se disputaient la gloire d'avoir vu naître Homère. Les navires de Milet,

de Phocée, couraient sur les eaux depuis le fond du Pont-Euxin jusqu'aux colonnes d'Hercule.

Délos était le sanctuaire de l'hellénisme : pauvre ruine, que nous interrogeons aujourd'hui religieusement. Autour de Délos, les Cyclades faisaient cercle, et plus loin de même toutes les côtes que baigne la mer Egée.

On ne peut pas séparer la côte d'Ionie de la côte de l'Attique ou de celle de la Chalcidique ou de la Crète. C'est la chair d'un même corps, et elle n'a pas cessé de se nourrir d'un même sang, et de vivre des mêmes aspirations.

Voici venir les temps merveilleux de la délivrance totale.

Nous nous en réjouissons avec vous, nous autres de France, qui dès notre enfance avons bu à la source de vos fontaines sacrées. Car vos dieux et vos déesses ne sont pas seulement à vous, ils sont à nous aussi. Nous connaissons, presque comme si nous les avions vues, vos collines toutes vivantes des plus gracieuses légendes.

L'autre jour, en descendant de Corfou, j'ai cherché vers Ithaque le souvenir d'Ulysse. J'irai bientôt vers Delphes et le Parnasse cultiver le souvenir de votre Apollon le Musagète, et je pense y retrouver le *Bois Sacré* de notre Puvis de Chavannes. Tout dernièrement, à Paris, nous étions remués jusqu'aux entrailles par votre *Edipe Roi* quand il s'incarnait dans notre grand Mounet-Sully. Mais vous l'avez entendu aussi, au théâtre de Dionysos : quelle sublime évocation !

En vérité, il est impossible de distinguer notre culture classique de la terre divine où elle est née. C'est dire qu'il est impossible de séparer la France de la Grèce, et si la France a rendu à la Grèce, depuis cent ans, d'incontestables services, ce fut par une sorte de reconnaissance des incomparables bienfaits qu'elle lui doit, et par le sentiment moins conscient de la fidélité qu'il lui faut garder aux humanités antiques. En dépit de certains caprices modernistes, nous ne les renierons pas ; nous ne couperons pas les racines de notre éducation.

Nous sommes tous d'Athènes, ou presque tous, et même en ce point nous le resterons. Et ainsi il me semble vraiment que je n'ai pas quitté la France.

*
* *

Je suis venu chercher ici la leçon de votre guerre médique.

L'Ionie, votre Ionie, — il vous faudra redonner ce nom à votre nouvelle province de Smyrne, — avait été conquise par le Grand Roi. Elle se révolta. Athènes courut à son secours. Elle attira ainsi sur elle de redoutables colères, et elle connut d'horribles invasions. Là-bas, aux champs de Marathon, on entend encore des hennissements de chevaux et un fracas belliqueux, et l'on évoque, en venant de Képhissia, le coureur héroïque qui mourut en vous annonçant la victoire.

Mais ce n'était pas encore la victoire décisive.

Le Grand Roi réunit des armées colossales, tout

l'effort des empires de l'Asie, qui descendit, comme un flot innombrable, par la Thrace, la Macédoine et la Thessalie; malgré Léonidas, il força les passages des Thermopyles, et les Barbares tombèrent sur l'Attique, sur Athènes, et les populations fuyaient, emportant leurs pauvres ressources et leurs pénates, et l'ennemi cruel mettait le feu aux temples de vos dieux : on en voit la trace encore aux murailles de l'Acropole.

Nous avons subi hier ces mêmes horreurs, et la trace n'en sera pas effacée de longtemps.

Salamine ! Salamine ! Et l'immense flotte ennemie sombra sous les flots qui battent toujours vos rivages et qu'on voit briller au soleil, quand on rêve assis sur les degrés du Parthénon. Et le Grand Roi s'enfuit, laissant les chaînes dont il pensait couvrir vos bras et les marbres qui devaient célébrer sa gloire, et sa mère Atossa craignit longtemps de ne plus le revoir.

Et l'Ionie, votre Ionie, fut délivrée, et le foyer grec fut reconstitué.

Votre victoire médique fut l'aïeule de notre victoire germanique, dont vous fûtes aussi : mêmes épreuves, mêmes sacrifices, mêmes leçons ; en l'une et l'autre, la violence et le nombre barbares, dominés par l'art, par la finesse, par l'esprit de liberté, par la démocratie ordonnée et frémissante, par Pallas Athéné, Athéné la Sagesse qui garde les cités.

De votre victoire médique naquit le siècle de Périclès. Que ne pouvons-nous pas attendre de notre immense victoire germanique ?

Alors Athènes fut un modèle de démocratie, et il y

aurait des exemples à lui emprunter. Car la démocratie redevient la loi des sociétés modernes, et elle est le gouvernement du bon sens et de la lumière, et Athènes lui est demeurée fidèle à travers les siècles. Tous les hommes sont égaux ; est-il juste que la volonté d'un homme s'impose comme une loi ? Est-il raisonnable que les citoyens d'un pays libre soient gouvernés comme des esclaves ? Au temps de Périclès, Athènes n'était gouvernée que par la raison, et l'on disait de Périclès que la déesse Persuasion était assise sur ses lèvres : des temps glorieux que vous avez le bonheur d'avoir retrouvés.

Quelle aimable vie que celle de vos ancêtres d'alors ! Elle ne cessera pas d'exciter l'admiration et l'émulation. Ils étaient leurs seuls maîtres, et à l'assemblée, ou à la Boulè, ou à l'Héliée, ils se sentaient les souverains de l'Etat. Dans nos républiques contemporaines, nous ne nous sentons pas aussi libres avec les souverains que nous nous donnons périodiquement en la personne de nos députés.

Mais la politique n'occupait pas tous leurs loisirs ; ils aimaient les jeux et les fêtes. Nous, nous avons les cinémas, et vous aussi, je crois bien ; c'est une invention que les anciens ne nous envieraient pas. Ils avaient d'autres joies ; ils écoutaient Hérodote qui, sur la place publique, leur lisait ses *Histoires*, le dénombrement de l'immense armée de Xerxès et les drames de la grande guerre à peine finie.

Ou ils allaient, par la voie des tombeaux, au delà du Céramique, aux Jardins d'Académus ; ils y sui-

vaient les exercices des jeunes gens et ensemble les entretiens des philosophes. Ils entendaient Socrate ; ils s'entretenaient avec Alcibiade, Platon, Xénophon, Aristote, et ils continuaient leurs propos dans les banquets du soir.

Où ils se pressaient au théâtre de Dionysos, Dionysos qu'ils aimaient presque autant qu'Athéné ; et ils assistaient, sous un ciel merveilleux, unique, aux immortelles trilogies d'Eschyle, de Sophocle ou d'Euripide ; et ils donnaient eux-mêmes le prix au vainqueur, et ils décernèrent vingt-quatre fois la couronne à Sophocle.

Il y a eu ici des hommes, des hommes comme vous, qui ont entendu la *Paix*, et les *Grenouilles*, et les *Nuées*, et les *Guêpes*. d'Aristophane ! Quels spectacles ! quelles scènes ! quelle vie ! Il ne s'est jamais rencontré chez aucun peuple rien qui y soit comparable.

En vérité, les dieux de l'Olympe auraient pu être jaloux des Athéniens.

Mais les dieux n'étaient pas jaloux des Athéniens, dont ils étaient comme les grands frères ; ils étaient aimables comme eux, ils recevaient d'eux un culte qui était pour les contenter : une religion qui manquait peut-être de mysticisme, mais si poétique, si accessible, si exactement appropriée aux moyens intellectuels et à l'imagination des hommes ! Vos ancêtres y trouvaient une satisfaction complète, en attendant de s'élever à la conception du « Dieu inconnu ».

Y eut-il jamais plus gracieuses et plus expressives fêtes que vos Panathénées ? Elles ont inspiré nos plus

illustres écrivains, Taine aussi bien que Renan. Que je voudrais avoir un peu de leur talent ! A défaut, je dirai du moins la piété qui me remonte du plus profond de mon adolescence. On aime, avec l'âge, à retourner aux sentiers de l'enfance.

Ainsi les sociétés vieilles aiment à boire aux sources où elles se sont formées, et elles y retrouvent la jeunesse.

Vous vous souvenez tous de vos merveilleuses Panathénées. Les jeunes filles des plus nobles familles tissaient d'une année à l'autre le voile qu'elles devaient offrir à la déesse, et qui était comme le signe de l'alliance de la Cité avec sa divine Protectrice.

Au jour venu, toute la population prenait part à la procession sacrée : pourquoi n'avons-nous plus, ni les uns ni les autres, d'aussi émouvants cortèges ? Les jeunes gens, quelques-uns à cheval, forçant à la discipline leurs farouches montures, les magistrats, les vieillards, les jeunes filles couronnées de fleurs et portant des vases de parfums, les prêtres conduisant les animaux du sacrifice ; ils montaient lentement, parmi les chants, du cœur de la ville, par le Céramique, puis le long de la rampe sinueuse qui, autour de l'Athéné-Niké conduisait aux Propylées de Mnésiclès, pour gagner de là, sous le ciel splendide, l'Acropole, la ville haute, haute par la pensée comme par le relief, le socle robuste des temples, le plus beau sanctuaire que l'humanité ait élevé à la raison, à la mesure, à l'harmonie, qui sont les vertus essentielles des peuples policés.

Et ayant traversé les Propylées, le magnifique cortège défilait, en chantant, devant l'Athéné Promachos, la robuste gardienne de la ville, armée pour tous les combats, puis devant l'Erechtéion, le vénéré sanctuaire de l'Olivier sacré, symbole de la paix féconde, pour tourner vers la façade orientale du Parthénon, et se reconnaître tout entier sur la frise du temple, en présence des dieux.

Alors, sur l'autel du sacrifice, parmi les chants de la flûte et de la lyre, les prêtres faisaient couler le sang des animaux consacrés en l'honneur de la déesse ; avec les magistrats, ils entraient dans le temple, puis, dans la *Cella*, se trouvaient en présence de la grande Parthénos, d'ivoire et d'or, conçue et exécutée par le génie de Phidias, expression sereine et riche d'Athènes pacifique et glorieuse. Ils lui confiaient la fortune de la cité ; ils se pénétraient, par la volonté de Pallas, de l'idéal civique et rationaliste, dès lors offert aux études et aux efforts de l'humanité.

Parmi de tels souvenirs et de tels spectacles, on a l'impression irrésistible de la perfection ; devant cette beauté née de la liberté, dans un cadre quasi divin, on se laisse aller à penser que l'humanité ne peut pas avoir d'autre soin que de réaliser, sur l'immense théâtre de l'univers et à jamais, ce qui a été, pendant un court moment, d'histoire, le privilège de la cité de Pallas.

Vous savez bien que vous habitez le canton le plus favorisé de la terre. Cela comporte aussi des devoirs auxquels vous n'avez pas le dessein de vous refuser.

Je suis venu chercher ici la leçon d'Alexandre le Grand.

Que d'illustres génies dans cette histoire de quelques dizaines d'années, sur un domaine de quelques lieues carrées. Et quels génies ! Homère, Sophocle, Périclès, Socrate, Alexandre !

Le monde grec, à la fin du v^e siècle avant Jésus-Christ, de l'Ionie à la Sicile, brillait d'une éclatante lumière ; il ne se pouvait pas qu'elle ne rayonnât très loin, jusqu'aux extrémités de la terre.

Mais la Grèce était restée divisée, et beaucoup l'ont plainte ou blâmée de n'avoir pas su s'élever de la conception de la Cité à celle de l'Etat, de n'avoir pas réalisé son unité nationale. Plaintes ou reproches vains, on ne change pas le caractère des peuples. Et d'ailleurs est-il si regrettable que la Grèce ait été ce qu'elle a été ? Il n'y a pas d'Etat sans autorité, et l'autorité ne s'accorde pas toujours avec la liberté ; Athènes ne pouvait pas être Rome. Et puis l'Etat romain fut-il une conception politique et sociale tellement supérieure à la cité grecque ? On en pourrait discuter. Il est si difficile de doser avec précision la proportion d'autorité et de liberté qui convient à la vie et à la prospérité des sociétés humaines : c'est par tout le tout de la politique. Et il faut en prendre son parti : nulle société humaine ne fut et ne sera jamais parfaite.

La Grèce eut donc la guerre du Péloponèse, Sparte

vainquit Athènes et renversa ses Longs Murs. Thèbes vainquit Sparte. La Macédoine s'imposa à toutes ensemble et se donna justement l'organisation militaire qu'il fallait au développement et au rayonnement de l'hellénisme.

Quelle plus merveilleuse carrière que celle d'Alexandre le Grand ? Il y a aux deux pôles de l'histoire, de l'antiquité à nos jours, deux noms plus glorieux que tous les autres, votre Alexandre et notre Napoléon ; et il serait amusant de les rapprocher : j'en laisse le plaisir à vos méditations. J'aurai bientôt à introduire dans ces conférences le personnage de Napoléon.

Après une enfance et une jeunesse d'allures particulièrement séduisantes, Alexandre, comme un autre Achille, partit à la conquête de Troie, c'est-à-dire de l'Asie. Ainsi l'on dirait qu'il ferme, comme vous aujourd'hui, le cycle antique de la Question d'Orient. Et il vécut une Iliade plus étonnante encore que celle d'Achille et d'Agamemnon.

La victoire du Granique lui ouvrit l'Anatolie, et il trancha le nœud gordien. Qui tranchera le nœud gordien où s'enchevêtrent aujourd'hui passions et intérêts de presque tous les peuples du monde ?

La victoire d'Issus lui donna la Syrie, le Levant, toute la côte de la Méditerranée orientale, c'est-à-dire la Phénicie, l'Egypte, et leurs croyances et leurs ressources et les contributions qu'elles avaient apportées à la civilisation humaine, tout cet Orient d'où vient le soleil qui nous éclaire, tout cela fut le

butin du conquérant et l'instrument de ses conquêtes prochaines.

Et la victoire d'Arbèles marqua la fin de la barbarie persique, comme nous voulons en finir avec la barbarie germanique. Je vous abandonne pour le moment le soin de pousser cette comparaison.

Suse, Persépolis, les capitales du Grand Roi, furent enlevées. Les chambres de leurs immenses palais, pleines d'or, furent vidées, et les dariques, empilées pour satisfaire à l'orgueil de ceux qui s'étaient crus un moment les maîtres de la terre, furent jetées dans la circulation universelle ; elles assurèrent au commerce la provision de numéraire qui lui fut nécessaire jusqu'à la découverte de l'Amérique.

La conquête gréco-macédonienne s'enfonça jusqu'au fond de l'Asie alors connue, jusqu'à l'Indus, jusqu'aux portes de l'Inde. Et Alexandre rentra à Babylone, dont il fit sa capitale ; car elle occupe une situation de capitale. Il y mourut bientôt, à trente-trois ans.

Ces quelques années marquèrent le monde pour des siècles, et il n'y a pas dans l'histoire de phénomène aussi extraordinaire, à moins que ce ne soit la conquête napoléonienne, dont les effets sont bien loin d'être achevés.

Alexandre avait disparu, et son empire ne lui survécut pas. Mais les royaumes qui furent formés de son démembrement furent grecs : l'Égypte des Ptolémées fut grecque, l'Asie des Séleucides fut grecque, la

Bactriane connut une brillante période de civilisation grecque. Les Parthes, les Perses gardèrent les traces de l'influence grecque, qui se prolongea dans toute l'Asie à travers les siècles.

Et voici qui dura encore bien davantage. Le commerce de la Méditerranée avec l'Inde et la Chine, jadis ouvert par les Phéniciens, reçut de la conquête d'Alexandre une impulsion décisive ; les grandes routes de l'Asie antérieure, tracées par lui, furent après lui suivies par les marchands jusque même après la conquête arabe, soit pendant plus de dix siècles.

Mais la barbarie turque allait ensuite barrer cette route, qui est la grande route du commerce universel, et obliger l'Occident à chercher l'Inde par le périple de l'Afrique et même de l'Amérique.

Nous sommes tous occupés aujourd'hui à refaire l'œuvre d'Alexandre.

Car le foyer grec, allumé par vos ancêtres autour de Délos, dans le cadre de la mer Egée, et dont le rayonnement bienfaisant avait été porté par votre Alexandre jusqu'aux extrémités de la terre, éteint par les Turcs, voici qu'il se rallume par la puissance de notre victoire germanique.

Quelle joie pour moi d'y venir communier et chercher avec vous les lois de la Cité moderne !

II

CONSTANTINOPLE

Dans les ténèbres où s'attardent les négociations de la Paix, apportons quelque lumière, la lumière de l'histoire, et rappelons-nous avec Michelet que l'histoire est une résurrection.

La Grèce ne fut pas assez forte pour résister aux légions de Rome. Ligue achéenne ou ligue étolienne ne furent pas de taille à sauver l'indépendance de la patrie, et elle connut de longs malheurs. Car, malgré sa détresse, Athènes demeura toujours fidèle à la liberté, et la colère de Rome s'acharna souvent sur elle.

Lorsqu'à Cynocéphales, en 197, la phalange macédonienne eut été détruite, les cités grecques crurent un moment que le consul Flamininus leur apportait, comme il le proclamait, la liberté, ravie un moment par les rois de Macédoine. Le peuple, réuni aux Jeux Isthmiques, applaudit avec enthousiasme à ces nobles paroles : « Le Sénat Romain et Titus Quinctius Imperator, vainqueurs du roi Philippe et des Macédoniens, ordonnent que les peuples suivants soient libres, exempts de tribut, autonomes : Corinthiens, Phocidiens, tous les Lo-

criens, insulaires d'Eubée, Magnètes, Thessaliens, Perrhèbes, Achéens de la Phtiolide. »

Notez qu'il n'y a dans cette nomenclature de division ni Thèbes, ni Sparte, ni Athènes : sans doute elles ne paraissaient pas encore mûres pour la servitude.

Cinquante ans après, les cités grecques ayant tenté de secouer le joug qui s'appesantissait déjà, en 146, le consul Mummius les vainquit et prit Corinthe. La ville fut horriblement traitée, comme par des barbares : les hommes, en grand nombre, furent massacrés, les femmes furent vendues ; quelques tableaux et statues furent expédiés à Rome ; le reste fut livré à l'incendie ; les murailles furent rasées, les maisons furent abattues et pierre à pierre réduites en poussière, et le sol nu fut dévoué aux dieux infernaux.

Ecoutez la plainte des Néréides, chez le poète Antipater : « Qu'est devenue ta beauté tant admirée, dorienne Corinthe ? Où sont tes murs et tes tours, les antiques trésors ? Où sont les temples de tes dieux, tes palais, tes épouses descendantes de Sisyphe, et tes habitants que l'on comptait par myriades ? Infortunée, il ne reste de toi nul vestige. Tout a été pris et dévoré par la guerre. Nous seules, impérissables Néréides, filles de l'Océan, nous restons, comme des alcyons, à pleurer tes malheurs ! »

Pendant toute la conquête romaine, Athènes fut avec les vaincus, parce qu'elle fut avec la liberté. Vous vous rappelez la jolie histoire d'Aristion. Ce

n'était qu'un rhéteur, et les Romains avaient beaucoup de mépris pour ces *Græculi*, qui ne savaient plus manier que la parole ou la plume. Aristion avait ouvert une école, qui était très fréquentée, et il était devenu très riche et populaire. Lorsque Mithridate souleva l'Orient contre Rome, Aristion lui fut envoyé en ambassade ; au retour, la tempête le jeta sur la côte d'Eubée. Les Athéniens, qui l'aimaient, allèrent le chercher et le ramenèrent dans une litière à pied d'argent, parmi les cris de triomphe.

Vous savez encore, toujours, faire de ces ovalions, à ceux qui vous parlent au nom de la liberté.

Athènes se proclama hautement l'alliée de Mithridate, frappa des monnaies en son nom, se confia au gouvernement d'Aristion ; on riait à Rome de la tyrannie du sophiste.

Sylla vint faire le siège d'Athènes ; il pensait en avoir vite fait. Il lui fallut dix mois. Enfin il la prit, et furieux il la livra à la colère de ses soldats. La ville fut affreusement pillée, le sang ruissela dans les rues, les murs furent rasés. Aristion s'empoisonna au Parthénon, aux pieds de la statue d'Athéné. Ce rhéteur fut le dernier héros de la liberté athénienne.

Le Pirée, qui était depuis Périclès, depuis quatre siècles, le plus grand port de la Méditerranée, fut détruit : il ne devait se relever que par vos soins, de nos jours.

Délos fut détruite par les pirates, et les incomparables trésors du sanctuaire d'Apollon furent dispersés. « Plût aux dieux, s'écrie le poète, que je

fusse encore le jouet des flots et des vents ! Je serais moins délaissée ! Infortunée ! Je vois les vaisseaux grecs passer devant moi sans daigner jeter l'ancre, et Délos, autrefois l'objet du culte de la Grèce, n'est plus maintenant qu'un désert ! »

Et l'historien allemand Mommsen se réjouit, naturellement, des malheurs de la Grèce antique : « La suppression de l'indépendance vaine et vide des ligues grecques et, avec elle, de tout cet esprit de vertige hâbleur et pernicieux, devint un bonheur pour la contrée. »

Ne sentez-vous pas là le fond même de l'âme allemande ?

Mais la pensée est plus forte que la force, et la Grèce vaincue conquiert son barbare vainqueur. Rome se mit à l'école d'Athènes ; voyez au Vatican le tableau de Raphaël ; les philosophes de la Grèce semblent entrer dans la ville des Empereurs et des Papes sous des voûtes triomphales. Les *Græculi* furent les maîtres de la jeunesse romaine ; ce sont eux qui ont assoupli sa rudesse native en sentiments plus humains, en civilisation.

« Ce que Cicéron doit aux Grecs est infini, écrit M. Petit de Julleville. Toute leur philosophie a passé dans son âme, et il a traduit dans son langage admirable ce qu'il y a dans cette philosophie de plus hautement pratique, de plus immédiatement profitable à la vie publique et au gouvernement des peuples... Rome apprit d'eux par sa voix que la base de la politique et la loi fondamentale du gouvernement,

c'est le juste et non l'utile ; c'est le bien de tous les sujets, non l'intérêt seul de la cité dominante. Une révolution bienfaisante est sortie de ces doctrines : l'adoucissement du sort des vaincus, la fusion pacifique de toutes les nations, après leur absorption violente dans l'unité romaine. La philosophie grecque eut le principal honneur de cette transformation ; elle fit le siècle des Antonins plus doux à l'humanité que celui des Scipions. »

On ne saurait mieux dire. On a appelé le siècle des Antonins l'âge d'or de l'antiquité ; or il fut pénétré de l'humaine philosophie de la Grèce. Rome fut le corps politique le plus puissant du monde antique ; Athènes en demeura l'âme. L'unité morale de la civilisation méditerranéenne, au temps de son plus vif éclat, a été réalisée par la Grèce.

Lorsque les invasions germaniques arrivèrent du Nord et pour des siècles livrèrent l'Europe à la barbarie, Rome succomba la première ; l'âme de la Grèce, c'est-à-dire de la civilisation même, s'envola, et se posa à Constantinople.

Constantinople ! Byzance ! Le byzantinisme !

Pendant longtemps il fut de mode en Occident de dénigrer l'empire byzantin et tout ce qui s'y rattachait, et encore aujourd'hui dans notre langue on y donne peu d'estime. Le byzantinisme ne se définit pas tout entier dans l'art des discussions subtiles et vaines. Mais il n'est plus besoin maintenant de

le réhabiliter, de le défendre contre des préjugés qui datent surtout de sa rupture avec Rome lors du grand schisme. Chacun sait désormais que l'ère byzantine représente une des plus brillantes époques de la civilisation, une seconde et glorieuse époque de civilisation grecque.

Elle s'enferme toujours à peu près dans le même cadre. L'empire de Justinien au xi^e siècle s'étendit de l'Espagne à la Perse. Mais le foyer rayonnant en fut toujours autour de la mer Egée, entre l'Attique et l'Ionie, entre la Crète et le Pont-Euxin, le centre seulement déplacé vers le nord, à Constantinople.

Il eut encore naturellement à lutter contre les barbares ; c'était la fonction propre de Constantinople, dans la pensée de Constantin. Les Arabes, dont la conquête fut si rapide au vii^e siècle, furent arrêtés en Asie Mineure par Léon l'Isaurien au commencement du viii^e siècle. Dans le même temps, notre Charles Martel remportait la victoire de Poitiers (732), et les deux pointes du croissant arabe ne pénétrèrent pas plus avant.

D'autres barbares descendirent des régions danubiennes et des Balkans ; ils pensèrent arriver jusqu'à la mer Egée ; ils osèrent maintes fois attaquer Constantinople. C'était les Bulgares, dont on connaît les exploits et les prétentions. Mais la mer Egée et Constantinople ne sont pas pour eux. L'Empereur Basile II le leur fit déjà connaître ; dans une guerre terrible, il les refoula jusqu'à Widdin, et on le sur-

nomma le Bulgarochtone. On le célébra à Athènes en des chants triomphaux, au Parthénon, devenu la Panaghia, ou la toute sainte.

On dirait l'annonce de vos éclatantes et décisives victoires contemporaines.

Certes, dans ce cadre semblable à celui de la Grèce antique, l'âme byzantine ne fut pas semblable à l'âme athénienne. Il n'était plus question de l'Olympe et de ses aimables divinités, et la philosophie païenne était sévèrement condamnée. En 415, à Alexandrie, la jeune savante païenne Hypatie, célèbre dans le monde entier par ses beaux travaux scientifiques et philosophiques, fut massacrée par une populace fanatique, et son corps en lambeaux fut traîné pendant des heures à travers les rues de la ville.

Hélas ! le fanatisme est de tous les temps. Nous nous essayons en France à l'intelligence et au respect de toutes les religions, et c'est la beauté de notre conception laïque d'enfermer toute foi religieuse au sanctuaire de la conscience, sous la protection des lois. Par là peut-être nous retrouverons un jour les préceptes de votre Athéné ; l'histoire ne dit pas que jamais son culte ait fait verser du sang humain.

Du moins c'est dans l'orthodoxie que la société byzantine fixa sa conception particulière du christianisme. L'orthodoxie fut la forme originale, nationale, de cette Renaissance grecque, et les basiliques, ici et ailleurs, sont le trait le plus caractéristique de toutes les villes de ce temps : chez vous et ailleurs, elles n'ont rien de commun avec le Parthénon.

Là encore intervient une notion très particulière et très jalouse de la liberté. Le catholicisme romain se glorifie de la fixité de sa doctrine et de l'autorité qui s'y attache ainsi, la vérité ne pouvant pas changer. Il n'était pas possible que dans l'Orient grec l'esprit de liberté, de libre discussion, de libre interprétation, ne maintînt pas ses droits.

Un Grec et une Grecque sont-ils capables de ne pas discuter, de ne pas argumenter sur quelque thème que ce soit ? A vous de répondre, et je m'empresse de fuir ce terrain brûlant.

Quoi qu'il en soit, c'est en Orient, au concile de Nicée, qu'en 323 le *Credo* fut rédigé tel qu'il est depuis observé dans l'Europe catholique. En Orient, il ne mit pas fin aux discussions théologiques. Il faut bien que je rappelle ici l'arianisme qui niait la nature divine du Christ et qui amena au temps de Justinien de terribles désordres, quasi révolutionnaires, parmi les jeux du cirque. Il y eut encore le nestorianisme, qui distinguait la nature humaine et la nature divine du Christ.

Et puis il y eut le grand mouvement des iconoclastes, qui, sous prétexte de combattre les abus dans le culte des images saintes, qui en effet tournait parfois à l'idolâtrie, fut essentiellement dirigé contre les moines et commença de séparer Rome de Constantinople ; les papes se détournèrent des empereurs byzantins et cherchèrent une protection temporelle auprès des rois francs et de Charlemagne.

En vérité, le grand schisme était inévitable, et

quand, en 1053, il devint définitif, il ne fit que consacrer à l'égard de Rome l'indépendance totale de la civilisation et de la pensée grecque. Et c'est pourquoi il a toujours duré depuis : l'Orient a ses caractères propres, qui ne peuvent pas être ceux de l'Occident.

Et ce nouvel éclat de la civilisation grecque, que symbolise Constantinople jusqu'au xv^e siècle, dura plus longtemps que n'avait duré la puissance des empereurs romains. C'est donc qu'elle avait en elle une robuste vitalité.

Elle a laissé, en effet, des souvenirs prestigieux ; les barbares de l'Occident, Clovis, Charlemagne, en avaient une admiration naïve, et ils s'honoraient de leurs relations, même platoniques, avec les empereurs de Byzance. Le luxe de la cour de Constantinople était éblouissant, et le reste du monde, en comparaison, paraissait perdu dans la grossièreté. Constantinople était au moyen âge le plus grand marché, ou, pour mieux dire, le seul grand marché commercial du monde. La Corne d'Or envoyait ses navires innombrables à travers toutes les mers de l'Orient.

Il n'y avait de civilisation alors qu'à Constantinople, et elle ne manqua pas de laisser après elle des traces durables. Le droit, né à Rome, des délibérations des assemblées populaires ou des volontés des empereurs, fut dressé en un code immortel par les jurisconsultes de Justinien, et ses leçons n'ont pas cessé d'être étudiées et commentées de siècle en siècle.

Sainte-Sophie est restée l'illustration magnifique de

cette brillante civilisation. « Le temple d'Hagia-Sophia, qui est à Byzance, écrit Renan dans sa prière sur l'Acropole, produit aussi un effet divin avec ses briques et son plâtras. Il est l'image de la voûte du ciel. » Son architecture a fait loi pendant toute une époque ; on la retrouve à Ravenne, chez nous à Périgueux, à Angoulême, comme à Kiev et à Moscou.

C'est un symbole et un signe, le signe du rayonnement de l'orthodoxie. Au ix^e siècle, ses deux apôtres, Cyrille et Méthode, tous deux de Salonique, ou plutôt de Thessalonique, l'un des sanctuaires de l'hellénisme, portèrent leur foi au nord des Balkans et du Danube jusqu'en Bohême, où leur mémoire est vénérée. D'autres convertirent les Russes de Kiev et de Novgorod et commencèrent de les introduire dans la société civilisée, éducation de longue haleine, où il reste encore beaucoup à faire.

Il appartient à la Grèce d'instruire l'Orient. Ses titres lui viennent d'Athènes et de Constantinople ; il n'en est pas de plus précieux.

* *

Mais d'autres barbares arrivaient de l'Asie, qui allaient entraîner Constantinople aux mêmes désastres que les barbares de la Germanie avaient infligés à Rome. Les Turcs s'emparèrent de Jérusalem en 1086.

Les Croisés de l'Occident se précipitèrent sur l'Orient, à la délivrance du Saint-Sépulcre. Qui les attirait si loin de leurs châteaux familiers, en

dehors de la piété chrétienne et de l'esprit d'aventures ? Qui sait ? Peut-être aussi l'appel du foyer, une sorte d'atavisme qui les invitait à revenir enfin vers la Méditerranée.

Car il y a une conscience et une attirance méditerranéennes.

Ils allèrent à la Terre Sainte. Ils délivrèrent Jérusalem, du moins pour quelques années. Puis ils furent gâtés par l'amour du gain et cherchèrent du profit. Ils se jetèrent sur Constantinople. Ils s'y conduisirent comme des barbares, et la ville fut horriblement pillée ; les cercueils des empereurs furent violés et dépouillés, notamment celui de Justinien ; le voile du Sanctuaire fut déchiré, mis en pièces ; les Croisés s'y abandonnèrent à de stupides scènes d'ivresse ; ils firent monter une prostituée dans la chaire du patriarche pour y chanter des couplets impudiques. Dans la ville, les jeunes filles se noircissaient le visage pour cacher leur beauté et échapper à des désirs infâmes. Les plus beaux bronzes furent fondus en monnaie, et les églises catholiques s'enrichirent de ce butin.

Nos Croisés de France s'attardèrent et se plurent dans ces merveilleux pays. Il y eut des établissements francs en Grèce même, et nous en relevons avec émotion les ruines ou les restes souvent curieux. Il y eut un Othon de la Roche-sur-l'Ognon (dans notre Bourgogne) qui devint baron d'Athènes et de Thèbes. Il y eut des Villehardouin dans le Péloponèse ; l'un d'eux fut prince d'Achaïe.

Les seigneurs francs de Grèce s'organisèrent selon

les règles de la chevalerie, comme dans les romans de la Table Ronde. Il y eut douze pairs, comme autour de Charlemagne : le duc d'Athènes, le duc de l'Archipel, le duc de Leucade, le comte de Céphalonie, le marquis de Boudonitsa, la comtesse de Salona, trois seigneurs d'Eubée, trois de Morée.

On compte douze barons dans le seul Péloponèse, ceux de Patras, de Chalandritsa, de Vostitza, de Kalavryta, d'Akova avec son château de Mate-Griphons (ou Mate-Grecs), de Kariténa, de Nikli, de Velé-gosti, de Géraki, de Gritséna, de Pasava, de Kalamata.

Elle est amusante, cette reconstitution de la France féodale, dans vos lumineuses contrées ; elle fut comme un jeu d'imagination et en vérité ne fut guère autre chose ; elle ne dura pas beaucoup plus longtemps. En dépit du château d'Akova, il ne paraît pas qu'elle ait donné lieu à de sérieux conflits avec les populations. Au reste, c'est une histoire à faire ; je la recommanderais volontiers à nos jeunes gens de l'École française : ils y trouveraient du charme.

Sans doute nos rudes Croisés, sous l'influence de vos aimables divinités, que d'ailleurs ils signoraient ou méprisaient parfaitement, commencèrent de s'adoucir. La croisade tourna en une vaste entreprise commerciale, dont Venise sut s'assurer les plus gros et les plus durables bénéfices. Elle avait loué ses vaisseaux pour le voyage de Constantinople ; en paiement, elle fut déclarée maîtresse d'un quart et demi de l'Empire grec, et, pendant quelques siècles, elle y fit de fructueuses affaires, même au temps des Turcs.

Quand même, l'empire d'Orient resta grec. Dès 1261, après un demi-siècle, les Latins furent chassés de Constantinople, dont l'Empire se reconstitua autour de la mer Égée, sous la dynastie des Paléologues. Par réaction contre la conquête latine, si éphémère qu'elle eût été, Constantinople fut marquée d'un vigoureux retour d'hellénisme ; l'Empereur Manuel II « purifia » Sainte-Sophie, qui avait été un moment consacrée au culte catholique.

Elle se sentait condamnée, car désormais elle ne pouvait plus compter sur l'Occident pour la secourir ; il allait se déchirer lui-même furieusement dans une guerre de cent ans, au moment où les Turcs mettaient le pied sur la presqu'île de Gallipoli. Avant de mourir, Constantinople s'était débarrassée de ce qui n'était pas grec, elle voulut mourir grecque ; elle mourut grecque, elle ne peut ressusciter que grecque.

Le monde chrétien de la Méditerranée allait être pour des siècles coupé en deux par les barbares de la Germanie et de la Turquie ; Rome avait succombé la première. Le tour d'Athènes et de Constantinople était venu. Mais c'est un empereur grec qui garde la gloire d'avoir vaillamment sacrifié sa vie à la défense de Constantinople et d'avoir péri sur ses derniers remparts.

Ce sont d'ineffaçables titres d'histoire.

III

LA CONQUÊTE TURQUE

J'ai dit le foyer d'Athènes, puis celui de Constantinople, l'un et l'autre si lumineux. Voici l'invasion barbare qui, pendant cinq siècles, a éteint l'un et l'autre. Il va falloir les rallumer.

Il y a dans l'histoire deux sortes de peuples, ceux qui construisent, — et jamais nul peuple n'a construit aussi bien que la Grèce, — et ceux qui détruisent, et nul peuple n'a peut-être jamais eu, au même degré que les Turcs, le génie de la destruction. C'est pourquoi les anciens Perses croyaient à l'existence de deux dieux, le dieu du Bien et le dieu du Mal, Ormuzd et Ahriman, celui qui règne sur les vallées fertiles, et celui qui règne sur les déserts où tout meurt.

Les Turcs viennent justement de ces déserts du Touran, d'où sont parties tant de ces chevauchées barbares sous lesquelles l'herbe même ne poussait plus.

Appelés à Bagdad par les califes arabes, dont l'énergie s'était épuisée, ils les renversèrent et prirent leur place. Si encore ils avaient continué leur œuvre ! Mais non ! Bagdad, Damas, tombèrent pour des siècles dans le silence de la mort.

Les Turcs furent de bonne heure les maîtres de l'Asie Mineure, et Brousse y fut longtemps leur capitale ; elle est restée le foyer de leur nationalité ; il n'y a d'agglomération turque que là ; ils y ont le tombeau du plus illustre entre leurs premiers sultans, de celui qui leur a donné leur nom, Osman (les Osmanlis ou les Ottomans). C'est là que l'histoire dit qu'il faut les renvoyer, après la délivrance de tous les peuples qu'ils ont trop longtemps opprimés.

C'est de là qu'ils partirent en 1356 pour mettre le pied sur le continent de l'Europe, en occupant la presqu'île de Gallipoli.

Au grand galop de leurs chevaux, ils parcoururent en quelques années toute la péninsule des Balkans. En 1389, à Kossovo, ils détruisirent l'indépendance du royaume serbe et commencèrent de s'approcher de Constantinople. Leur conquête fut un moment interrompue par l'invasion de Tamerlan en Anatolie et la défaite de Bajazet I^{er} à Angora. Ce ne fut qu'un court répit pour les malheureuses populations chrétiennes déjà rangées sous leur joug.

En 1451, devenu sultan par la mort de son père, Mahomet II sauta sur son cheval de guerre, criant : « Qui m'aime me suive ! » Et, quelques jours après, il était devant Constantinople pour en préparer le siège.

Constantinople était alors peuplée d'environ 200 000 habitants, Mahomet II amena devant elle une armée de 265 000 Turcs. L'empereur Constantin Dragasès n'avait pour la défendre qu'une petite troupe de

10 000 hommes, surtout des Grecs, qui montrèrent comme lui la plus grande vaillance.

Commencé le 6 avril 1453, le siège se prolongea, malgré le nombre écrasant des assiégeants et la puissance de leurs moyens. Le 29 mai, arrivé au pied des murailles, le sultan donna l'ordre de l'assaut suprême, sur plusieurs portes à la fois, et les défenseurs étaient trop peu nombreux pour y suffire. L'empereur se battit comme un lion : « N'y aura-t-il donc pas un chrétien pour me donner la mort ? » s'écriait-il. Il fut tué, se trouva englouti sous un monceau de cadavres ; on ne le reconnut, après la lutte, qu'à ses brodequins de pourpre ; sa tête fut portée à Mahomet, qui la fit exposer sur la colonne de Justinien.

Cependant le sultan avait fait son entrée solennelle dans la ville conquise, et à cheval il s'était rendu droit à Sainte-Sophie. Comme il y pénétrait, la sainte table disparut et des anges la déposèrent au fond de la mer Noire, où elle attend la délivrance, et le prêtre qui y célébrait le sacrifice emporta les vases consacrés vers la muraille, qui s'ouvrit pour le laisser passer et se referma derrière lui ; il reviendra, lorsque les temps seront révolus, pour continuer et achever le saint sacrifice.

Légendes, dira-t-on ? — Elles ont conservé tout leur crédit ; l'âme populaire les entretient précieusement. L'histoire se refait souvent par la légende.

En attendant, Sainte-Sophie fut tout de suite transformée en mosquée musulmane, et le sultan y appela les muezzins pour y invoquer Allah. Plus tard, il y

éleva un minaret, pour en bien marquer le nouveau caractère ; trois autres minarets y devaient être construits par ses successeurs.

Il y avait à l'intérieur de la noble basilique d'admirables mosaïques chrétiennes qui ne pouvaient pas convenir au culte nouveau auquel elle était vouée. Mahomet II n'osa pas les détruire, la muraille en eût été fort détériorée ; il les fit couvrir d'un enduit de plâtre, sur lequel on inscrivit des versets du *Coran*, selon l'habitude aux mosquées musulmanes.

Heureux symbole du sort réservé à la domination des Turcs ! Leur plâtre vieilli s'effrite et tombe au bas de la muraille en plaques lamentables, et les images chrétiennes y reparaissent plus fraîches que jamais. Ainsi, sur la carte des Balkans, à la place de l'Empire ottoman qui s'en va, nous voyons reparaître de plus en plus vigoureuses les jeunes nations chrétiennes enfin délivrées.

Constantin Dragasès n'avait laissé qu'une héritière, une nièce, Sophie Paléologue, qui s'était réfugiée à Rome. Le pape songeant à l'avenir, — car en ce temps-là les papes ne songeaient qu'à l'expulsion des Infidèles, — maria Sophie avec le tsar de Russie Ivan III, et ce devait être l'origine des prétentions de la Russie sur Constantinople.

Pendant longtemps, en effet, nous avons cru et enseigné que la succession de l'empire grec devait revenir à la Russie, qu'à elle était réservée la mission de rétablir la croix grecque sur l'église Sainte-Sophie : erreur partagée par les hommes d'Etat qui sont nos

contemporains, puisqu'au début de la grande guerre la France et l'Angleterre étaient d'accord pour établir les Russes à Constantinople.

Voici les Russes aujourd'hui défaillants. Voici qu'ils renoncent eux-mêmes, du moins pour un temps, à la plus sainte tradition de la politique russe. Et la Renaissance de la Grèce, sa croissance rapide depuis vingt ans, et peut-être aussi la force des choses et les leçons de l'histoire ont préparé d'autres solutions plus conformes en effet au principe des nationalités : il n'y a pas beaucoup de Russes à Constantinople, et la ville est restée grecque. Voilà le fait capital, et que nul ne peut contredire. C'est un prêtre grec qui avait commencé de dire la sainte messe à Sainte-Sophie le jour de l'entrée des Turcs ; c'est lui que l'on attend pour finir les prières sacrées.

*
* *

On l'attend depuis bientôt cinq cents ans.

Mais d'abord les sultans ottomans ont conquis un immense empire. Ils ont achevé la soumission des Balkans jusqu'au Danube et à la Save, et plus tard au delà. Mahomet II lui-même se rendit en Morée et à Athènes, pour laquelle il ne cacha pas son admiration.

Tous les pays du Levant furent la proie des Turcs ottomans. La Perse fut occupée quelque temps ; elle reprit vite son indépendance, car elle est chiite et se fait une conception particulière de la doctrine musulmane ; elle ne connaît que le *Coran*, et non les com-

mentaires, ou *sunna*, que les trois premiers califes y ont ajoutés.

La Syrie fut conquise au galop, avec Alep, Damas, « le parfum du Paradis ». Le 22 janvier 1517, le sultan Selim I^{er} parut devant Le Caire. L'Egypte fut défendue par un vaillant guerrier, Touman, et il y eut d'affreux massacres de part et d'autre. Touman fut pris et pendu ; sa fin héroïque annonçait des renaissances. Et les Arabes n'ont jamais considéré les Turcs que comme des usurpateurs. Mais pendant des siècles il y eut un pacha turc au Caire : il y a aujourd'hui un sultan d'Egypte, et qui n'est pas Turc.

L'Arabie aussi fut soumise, et « les lauriers de Selim couvraient la terre de leur ombre ». Et il se proclama « le serviteur des deux saintes villes de La Mecque et de Médine ». Là encore il n'était qu'un usurpateur, l'héritier félon des glorieux califes, car il n'y a pas une goutte du sang de Mahomet dans les veines de la famille d'Osman.

Et surtout héritiers indignes ! En somme, l'empire ottoman occupait la place de l'ancien empire perse ou celle de l'ancien empire arabe, sauf quelques légers déplacements territoriaux. Mais l'ancien empire perse avait de l'éclat, et il avait apporté d'heureuses contributions au développement de la civilisation. L'empire arabe avait illuminé le moyen âge d'une rayonnante lumière, de Cordoue et Séville à Damas et Bagdad. L'empire ottoman a détruit tout cela, réduit tout ce magnifique domaine au silence de la mort.

Depuis Alexandre le Grand, une grande route com-

merciale réunissait la Méditerranée aux pays de l'Indus. Les Turcs ne surent que couper cette route, et, qu'on tourne ou retourne l'histoire comme on voudra, leur domination, si longue, si lourde, ne fut jamais que synonyme de barbarie.

La Méditerranée, la Méditerranée elle-même, la mère de toute civilisation, de toute lumière, fut réduite en esclavage. Rhodes fut enlevée le 21 décembre 1522, par Soliman II, celui que l'on allait appeler Soliman le Magnifique.

Gênes fut vaincue de bonne heure et perdit tous ses établissements de la mer Noire. Venise lutta plus longtemps ; elle recula aussi, elle perdit la Crète ; elle perdit la Morée ; elle dut s'enfermer dans la mer Adriatique, et maintes fois les sultans menacèrent d'aller faire manger l'avoine à leurs chevaux dans l'église de Saint-Marc ou même sur l'autel de Saint-Pierre à Rome. Pendant ces luttes, Athènes fut pillée par les Vénitiens, en 1464. Pauvre Athènes ! Couverte de tant de ruines qui n'ont pas toutes été faites par des Infidèles ! Il fallait sans doute qu'elle fût punie pour avoir donné au monde ses immortelles leçons de liberté et de beauté ! Nous ne l'aimerons jamais assez pour avoir tant souffert.

Les flottes du sultan ne purent enlever Malte, où s'étaient retirés les Chevaliers de Saint-Jean après avoir perdu Rhodes ; mais elles allèrent au delà de Malte, jusque sur les côtes de France.

Ce fut l'étonnante carrière du capitain-pacha, Khaïr-Eddin Barberousse. Il était originaire de Lesbos, sans

doute converti par violence, ou enlevé tout enfant à sa famille, selon l'odieuse coutume des Turcs. Il s'empara de Tunis et d'Alger. L'empereur Charles-Quint y conduisit lui-même une expédition navale et subit devant Alger un sanglant désastre. Barberousse fut un moment maître de la Sicile. Il s'établit fortement à Alger, à Tlemcen, et donna aux Etats Barbaresques une organisation politique et militaire qui devait durer trois cents ans.

L'Odjak était une milice de janissaires, dont les chefs nommaient le dey d'Alger, avec le consentement ou l'approbation du sultan de Constantinople. Elle eut une flotte redoutable qui, pendant longtemps, même après Lépante, fit régner sur la Méditerranée la piraterie la plus remarquablement organisée. Il n'y avait que des Turcs pour élever la piraterie à la hauteur d'une institution.

Et la Méditerranée, la mère de tout commerce, fut fermée au commerce pendant trois cents ans. Sans doute, il y eut des navires marchands, sur ses eaux, surtout des navires français ; mais, français ou autres, il leur fallut payer de lourds tributs à la piraterie barbaresque.

Noire période d'histoire que celle qui commence à la prise de Constantinople par les Turcs : jadis la Méditerranée était la grande voie maritime de l'humanité laborieuse, et elle se prolongeait vers les Indes par les routes continentales de l'Asie antérieure. Voici pour des siècles tout l'Orient, l'Orient lumineux, dans l'ombre, dans l'ombre que fait aux temps de la Renais-

sance la barbarie turque. Voici toutes les routes essentielles coupées, interdites aux échanges qui font la richesse des peuples.

Il fallut désertier la Méditerranée. Alors les nations commerçantes, Espagne, Portugal, Hollande, France, Angleterre, cherchèrent l'Inde et ses richesses en faisant le tour de l'Afrique, même en faisant le tour du monde par l'Amérique.

L'Orient, d'où nous vient la lumière, éteint pendant trois cents ans ! Que de ruines ! Que de ténèbres ! Que de promesses brisées !...

Mais voici que l'Orient se rallume à nos yeux ! Quel privilège que de vivre les temps que nous vivons ! Ce sont les joies d'une résurrection. Rendons grâces aux dieux !

L'Empire ottoman aura été pourtant un des grands empires de l'histoire universelle, aussi grand que celui d'Alexandre ou que celui de Rome. Au xvi^e siècle, par exemple, il parut bien être la plus grande puissance du moment, et il fallut compter avec lui.

Des circonstances qu'il faut rappeler l'introduisirent dans la politique européenne. Ce fut par l'initiative de la France.

En apparence, surtout aux yeux de l'étranger même ami, la politique de la France en Orient peut sembler marquée de quelque incohérence. On y rencontre tantôt la France des Croisades, protectrice des chrétiens, tantôt la France des Capitulations, alliée des Turcs.

On sent que cette constatation vaut pour les temps actuels comme pour les temps passés.

Pour bien comprendre les traits caractéristiques de notre politique extérieure, il faut d'abord se bien pénétrer de ce principe, qui en est comme l'axiome fondamental, que la Question d'Occident est plus importante pour la France que la Question d'Orient, que la Question d'Occident est pour nous la question vitale; et, puisque vous avez pour mon pays les plus sincères sympathies, je suis sûr que vous y prendrez le même intérêt que nous prenons à votre propre grandeur.

La Question d'Occident, c'est la Question du Rhin. C'est par le Rhin que sont passées les invasions barbares qui ont détruit jadis l'éclatante prospérité de la Gaule romaine; la France est couverte des ruines qu'elles y ont laissées déjà (je parle du v^e siècle après Jésus-Christ). C'est par le Rhin que toujours la France est menacée dans sa vie même par l'Allemagne. C'est donc sur le Rhin qu'elle doit toujours fixer ses regards : on pourrait dire scientifiquement (je m'excuse du jeu de mots, je ne l'ai pas cherché) que toute la politique extérieure de la France est en fonction du Rhin.

Or, au commencement du xvi^e siècle, au moment de l'apogée de la conquête turque, la France courut du côté du Rhin péril de mort. Le Saint-Empire Romain Germanique, sous le gouvernement de Charles-Quint, l'enserrait de toutes parts. Car l'empereur Charles-Quint régnait non seulement sur l'Allemagne et sur l'Espagne, mais aussi sur la plus grande

partie de l'Italie, sur la Franche-Comté (il voulut même nous prendre la Bourgogne) et sur les Pays-Bas. « Je serai un pauvre empereur, disait-il un jour en parlant de notre François I^{er}, ou il sera un pauvre roi. »

En effet, aux premières rencontres, François I^{er} fut vaincu et pris à la bataille de Pavie. « Madame, écrivait-il à sa mère, tout est perdu fors l'honneur. » Eh oui ! tout était perdu. Le roi souffrit une dure prison à Madrid ; il fallut sauver la France ; il fallut sauver les libertés de l'Europe, en assurant l'équilibre contre la puissance excessive du Saint-Empire.

Voilà le point de départ de la politique extérieure de la royauté française.

Pour se sauver et pour sauver les libertés de l'Europe, la France chercha des alliés, naturellement.

Elle en trouva dans le Saint-Empire lui-même ; car Charles-Quint prétendait écraser la Réforme protestante ; et les protestants allemands, et avec eux les Hohenzollern de ce temps, furent heureux d'obtenir l'alliance du roi de France, qu'ils proclamèrent eux-mêmes le protecteur des libertés germaniques. Cela est peut-être encore vrai aujourd'hui. En tout cas, alors se noua entre la France et les princes allemands une alliance qui fut féconde, heureuse pour l'Europe et qui n'a été interrompue que par la violence haineuse et les ambitions pangermanistes de la Prusse.

Plus loin, dans l'Orient de l'Europe, pour faire une diversion utile sur les derrières du Saint-Empire, la France s'accorda avec les Turcs : et ce ne fut pas une si mauvaise invention.

Ce fut le premier élément de ce que la diplomatie française de l'ancien régime appela la Barrière de l'Est : à la Turquie devaient se joindre ensuite la Suède et la Pologne. Peut-être pourrons-nous un jour reconstituer ce système, avec vous. Donc François I^{er} sollicita l'alliance du sultan Soliman le Magnifique et lui demanda d'attaquer le Saint-Empire par le sud.

Ce ne fut pas long. La bataille de Pavie est de 1525. En 1521, les Turcs avaient enlevé Belgrade, la porte de la Hongrie. En 1526, ils y entrèrent et remportèrent sur le roi de Hongrie la victoire écrasante de Mohacs ; ils prirent Bude, qu'ils gardèrent longtemps, ils étaient aux portes de Vienne. La France était sauvée ; Charles-Quint se hâta de traiter avec François I^{er}.

L'alliance de la France et de la Porte Ottomane fut consacrée par un traité d'alliance et de commerce, les Capitulations de 1535. Les Capitulations ont un double caractère : elles donnent à la France des avantages commerciaux très précieux, et dès lors, jusqu'à la fin du xviii^e siècle, le commerce français eut dans tout le Levant une prépondérance incontestable et incontestée ; il n'était dans les Echelles, disait-on, mât revêtu sinon des fleurs de lis.

Mais aussi les Capitulations donnèrent à la France le protectorat des chrétiens de l'empire turc. C'était la grande garantie de l'avenir, de votre avenir. Songez que le sultan Selim, surnommé le Féroce, voulut un jour massacrer tous les chrétiens de son empire : c'eût été une solution radicale de la Question d'Orient. La politique des Capitulations est une politique qui

garantit aux chrétiens l'existence et le libre exercice de leur culte.

Ce n'était pas tellement différent des Croisades. C'était, si vous voulez, la Croisade opportuniste. Elle ne délivrait pas encore les nationalités chrétiennes opprimées par les Turcs, mais elle les sauvait du massacre ; sous la domination passagère des Turcs, elle les gardait pour des temps meilleurs.

Sans doute, la politique française rêva aussi, avec une générosité digne d'un meilleur sort, d'introduire les Turcs dans la société des nations civilisées, d'adoucir leur humeur farouche, d'éduquer leur barbarie native. Les temps que nous avons vécus depuis un siècle ont démontré la valeur de ce rêve, qui ne survit plus, lamentable, que chez quelques romanciers.

IV

LA RETRAITE TURQUE

Il y a dans l'histoire de formidables flux et reflux de peuples, dont les lois échappent à la science et même à la pénétration de la philosophie. Ainsi, dans les siècles du moyen âge, un immense flot de tribus asiatiques, Huns, Mongols, Tartares, Turcs, se précipita vers l'ouest, vers l'Europe, et parut devoir en submerger la civilisation, en poussant devant lui les Germains à peu près aussi barbares.

Depuis cinq cents ans, le reflux a commencé, et les peuples de l'Occident se portent sur l'Asie et y refoulent en sens inverse les migrations d'autrefois. Les Turcs en particulier sont entraînés depuis plus de trois siècles dans une retraite qui est comme fatale, et à laquelle leur fatalisme est obligé désormais de se résigner.

On expliquerait sans doute les lois du phénomène. Il est plus facile et plus sûr d'en suivre l'évolution dramatique, surtout quand on a l'impression d'assister au dénouement.

C'était sous Selim II surnommé l'Ivrogne : le 7 octobre 1571, devant Lépante, à l'entrée de votre golfe de Patras, la flotte ottomane se trouva en

présence d'une nombreuse flotte chrétienne composée de vaisseaux de Venise, de Gênes et d'Espagne, sous le commandement de don Juan d'Autriche. La bataille s'engagea, elle fut violente, Cervantès y fut blessé. La victoire chrétienne fut éclatante, et, si elle n'eut pas de conséquences immédiates, si les vainqueurs se trouvèrent eux-mêmes trop fatigués pour continuer la campagne, elle fut pourtant comme un arrêt du destin : dès lors la conquête ottomane était finie.

Sur le continent même, les exploits de Michel le Brave continrent les armées du sultan aux confins du pays roumain. Une dynastie de souverains énergiques donna à la Perse une nouvelle période de grandeur et même disputa maintes fois Bagdad aux Turcs. C'est que le souffle manquait dès lors aux conquérants, leur ardeur était tombée, et les Janissaires restaient devant les marmites impériales, fumant la pipe, assis sur leurs talons.

L'oisiveté est la mère de tous les vices. Comme cela fut vrai pour les sultans ! Ils s'ingénièrent à épuiser toutes les folies, et toutes les débauches, et tous les crimes. Comment en eût-il été autrement ? Ils vivaient au milieu des esclavés et des eunuques ; eux-mêmes n'étaient que des fils d'esclaves, élevés dans le harem, parmi les orgies de sang et de honte. Tous ou presque tous des enfants ou des fous : c'est, par exemple, Mohammed IV, un enfant de sept ans : au lendemain de son avènement, il dit au grand-vizir : « Obéissez, ou je vous fais couper la tête ! » Quelle pitié ! C'est Mourad IV : un attelage le gêne sur la route ; il abat

l'homme pour passer ; — des paysannes dansent dans la campagne ; il n'aime pas cela, car il a l'humeur triste : il les fait noyer. — Il est venu trop de monde à son audience ; il fait décapiter six des visiteurs pour faire de la place aux autres. — Et les plus beaux pays du monde ont été gouvernés pendant des siècles par ces tyrans débauchés et cruels ! Et la Turquie d'aujourd'hui, qui n'a guère changé, a encore des défenseurs !

Pourtant, en matière de puissance militaire, ils montrèrent encore quelque vigueur et quelque brutalité dans la seconde moitié du xvii^e siècle. Ils eurent une sorte de dynastie de vizirs énergiques, les Kœprülü.

Ils essayèrent, à plusieurs reprises, d'enlever Vienne et de pénétrer au cœur de l'Europe. L'empereur Léopold I^{er} appela des contingents allemands et reçut le secours de 6 000 Français, et à Saint-Gothard, sur les bords du Raab, en 1664, 200 000 Turcs se trouvèrent en présence de 25 000 chrétiens, parmi lesquels les Français, visage rasé, perruques blondes [le blond était alors à la mode] : « Quelles sont ces jeunes filles ? dit le grand-vizir ; elles seront bien dans nos palais. » Les « jeunes filles » montrèrent ce qu'elles étaient, étant de France, et les Turcs vaincus s'enfuirent dans une effroyable panique.

Cela ne s'accordait pas trop avec l'alliance franco-turque, qui connut en effet quelque défaillance dans tout ce xvii^e siècle. Cependant Louis XIV, quoiqu'il fût le Roi Très Chrétien, ne voulut pas en perdre tout le bénéfice, et il envoya, quelques années après, le marquis de Nointel en ambassade à Constan-

tinople (1671-1673). Le nouvel ambassadeur de France renouvela très heureusement avec la Porte les Capitulations de 1535 ; mais il ne put pas obtenir la réouverture de la route de l'Inde par l'Égypte ; le gouvernement ottoman estimait qu'elle eût passé trop près des villes saintes de La Mecque et Médine.

Pour se récompenser de son relatif succès, le marquis de Nointel s'offrit le voyage des Echelles et d'Athènes. Il vit ici le Parthénon encore intact, mais, si vous le voulez bien, je vous raconterai cela une autre fois ¹.

Les Kœprilu, vaincus à Saint-Gothard par les « jeunes filles » de France, ne se tinrent pas pour définitivement battus. Ils recommencèrent leur effort vingt ans après, avec de plus grands moyens, avec de formidables moyens. Et le grand-vizir Kara-Mustapha, le dernier de la dynastie, parut devant Vienne le 14 juillet 1683.

Le siège fut poussé furieusement, et la capitale impériale frémit dans la terreur du sort qui lui paraissait réservé : il eût été sans aucun doute effroyable. Mais une armée polonaise accourut, sous le commandement de son vaillant roi Jean Sobieski, et, le 12 septembre, une sanglante bataille, livrée devant Vienne sur le plateau du Kahlenberg, se termina par l'écrasement des Turcs. Kara-Mustapha se sauva jusqu'à Belgrade ; il y trouva un ordre de mort et fut sur-le-champ décapité.

Mais l'empire ottoman était lui-même désormais

1. Voir la conférence suivante, V.

bien malade, et l'opinion universelle était dès lors qu'il était aussi condamné à mort. Une estampe du temps s'intitule : *Le grand Turc désespéré des médecins* ; le sultan y est sur son lit de douleur ; il y a déjà beaucoup de médecins autour de lui, le médecin lorrain, le médecin espagnol, le médecin bavarois, le médecin vénitien, le médecin polonais, le médecin moscovite, tous empressés à mettre le plus tôt possible un terme à ses souffrances, et il se plaint fort, et il dit au grand-vizir :

Vizir, je suis perdu, tous mes membres sont morts.
 Il faut rendre à César ce que j'ai pris à tort
 Et laisser les Chrétiens en paix en leurs provinces,
 Confessant à regret qu'ils sont de vaillants princes.

Mais le grand-vizir se tient à distance respectueuse et prudente, disant :

Je ne fais pas un pas sans crainte et sans danger,
 Je tremble, Grand Seigneur, en voulant vous venger.
 Car, si mon entreprise trompe mon espérance,
 La corde qui m'attend sera ma récompense.

Un détail amusant : dans un coin de la gravure accourt le médecin de Berlin, déjà :

Dans le frisson qui le tourmente,
 Faut le couvrir du Brandebourg
 Afin qu'il réchauffe à son tour
 Cette froideur si violente.

Dans le même temps, un frontispice d'almanach, de l'an de grâce 1687, fait le tableau du « fameux croissant du Turc partagé entre l'Impérialiste, le Polonais et le Vénitien » ; c'est le Polonais qui tient le couteau qui est un grand sabre, et les autres de se précipiter pour

avoir les meilleurs morceaux. On lit dans le bas de l'image.

Ce croissant des fiers Ottomans,
 Qui par ses grands accroissements
 Pensait devenir Pleine Lune,
 Aujourd'hui se voit escorné,
 Et, par un revers de fortune
 Comme au pillage abandonné.
 Le Polonais, le Vénitien,
 Et l'Allemand n'épargnent rien
 Pour en avoir chacun sa pièce.
 Le Moscovite, Transylvain,
 Moldave, Valaque, et la Grèce
 Y pourront bien mettre la main.

Et voici donc que la solution de la Question d'Orient commence par des chansons. Ce ne sera pas toujours si plaisant¹.

*
* .

Jean Sobieski, au lendemain de sa victoire du Kahlenberg, s'écriait : « Le moment est venu, ou jamais, d'expulser de l'Europe les Ottomans. »

Et en effet il parut d'abord que ce ne serait pas long, et l'Autriche et la Russie se lancèrent comme irrésistiblement sur le chemin de Byzance.

L'Autriche descendait plus résolument vers le sud à mesure que son autorité impériale rencontrait plus d'obstacles en Allemagne, où les traités de Westphalie venaient de consacrer les libertés germaniques. La reconquête de la Hongrie fut assurée par les victoires

1. A. VANDAL, *les Voyages du Marquis de Nointel*, pl. IV, p. 258-259.

du duc Charles de Lorraine et du prince Eugène de Savoie.

Bude fut enlevée ; c'était « le bouclier de l'Islam ». La victoire du prince Eugène à Zenta, le 11 septembre 1697, lui livra un immense butin et acheva une mémorable campagne.

D'autre part, les Vénitiens profitaient des succès de l'Autriche pour reprendre l'avantage aussi sur mer. C'est ainsi qu'ils tentèrent, en 1687, un débarquement au Pirée et vinrent mettre le siège devant Athènes ; ils avaient avec eux, sous le commandement de Morosini, une artillerie redoutable et un détachement de mercenaires allemands sous le comte de Koenigsmarck. Ils installèrent leurs canons sur la colline du Mouséion, où s'élèvent les ruines du monument de Philopappos, afin de pouvoir tirer sur l'Acropole.

Les Turcs avaient eu l'idée bien originale de mettre un dépôt de poudre dans le Parthénon ; il était donc à craindre que le tir des canons vénitiens et allemands n'eût les plus regrettables conséquences. De notables habitants de la ville firent une démarche auprès de Morosini pour lui signaler le cas ; il leur répondit : « Je n'ai à connaître que mon devoir militaire. » Et il donna l'ordre de tirer.

Et c'est en pleine connaissance de cause, et donc en pleine responsabilité, que Morosini et Koenigsmarck braquèrent leurs canons sur le Parthénon. Un boulet y pénétra dans la poudrière ; une explosion formidable se produisit ; parmi les cris de triomphe des mercenaires allemands, des Lunebourgeois, le Parthénon

s'ouvrit par le milieu, sa toiture s'effondra, toute une rangée de ses magnifiques colonnes s'allongea sur le sol, comme si elles avaient été frappées à mort.

Ainsi, pendant la grande guerre, les Allemands s'acharnaient sur notre cathédrale de Reims. Il leur plaît en effet de détruire, avec le marteau de leur dieu Thor, les chefs-d'œuvre de la civilisation.

Pendant les Turcs, accablés de tous les côtés, étaient obligés de traiter à Carlowitz et de renoncer à la Hongrie. Dans le même temps, Pierre le Grand s'intitulait, sur quelques proclamations, empereur des Russo-Grecs, osait jeter une flotte sur la mer d'Azov et envoyait un ambassadeur à Constantinople monté sur un vaisseau de guerre appelé *la Forteresse*.

Il est vrai que, pour le moment, ces manifestations n'eurent pas de suite. Car, en 1711, la Turquie donna asile à Charles XII, le roi de Suède, que Pierre le Grand venait de battre à Poltava, et comme le tsar voulut le poursuivre jusqu'en territoire turc, son armée se laissa envelopper par les troupes du grand-vizir, et il allait être obligé de capituler et de se rendre : il demanda la paix, qui lui fut accordée, et renonça à ses prétentions... pour le moment.

L'Autriche était alors plus heureuse. Le prince Eugène franchissait la Save, entrait en Serbie, paraissait ouvrir déjà la route de Salonique. Le traité de Passarowitz, en 1718, lui reconnut en effet la possession de la Serbie septentrionale, avec Belgrade, et ainsi l'Empereur semblait devoir être le principal héritier de « l'homme malade », quand la succession s'ouvrirait.

La France ne pouvait voir avec satisfaction l'effondrement de sa barrière de l'Est, en Pologne comme en Turquie. En 1733, elle essaya d'établir sur le trône de Varsovie Stanislas Leczinski, le beau-père du roi Louis XV. Elle échoua ; Stanislas fut chassé par les Austro-Russes, et la Pologne échappa à l'influence française.

Le gouvernement de Versailles profita de son influence à Constantinople pour jeter les Turcs sur l'Autriche afin de dégager la Pologne. Et il envoya en Turquie un des plus habiles ambassadeurs qu'il ait jamais eus là-bas, le marquis de Villeneuve. Les Autrichiens avaient pris Nisch. Le marquis de Villeneuve et le pacha Bonneval, un aventurier français qui avait pris du service chez les Turcs, décidèrent le grand-vizir à une vigoureuse action militaire.

Le succès favorisa cet effort. Nisch fut reprise. Les Autrichiens se rabattirent sur Widdin. On les y suivit ; on les refoula sur Belgrade ; on les y enferma et le siège en fut poussé vivement. Le marquis de Villeneuve eut peur d'un échec, car la place était forte et pouvait soutenir un long siège et être secourue. Il estima qu'il était sage d'exploiter la situation pendant qu'elle était favorable.

Il résolut de se rendre lui-même au camp devant Belgrade. Il quitta Constantinople le 26 mai 1739, en grand équipage, comme il convenait à l'ambassadeur de Sa Majesté Très Chrétienne, qui tenait à en imposer aux populations. On arriva au camp du grand-vizir. Les Turcs, qui n'étaient plus habitués à vaincre, ne

rêvaient que plaies et bosses, et criaient très fort, annonçaient qu'ils allaient passer toute la population de Belgrade au fil de l'épée et qu'ils ne feraient aucun quartier à la garnison. Le comte de Neipperg en fut ému ; il pensa ouvrir des négociations ; il demanda une entrevue au grand-vizir. Il fut reçu de telle manière qu'effrayé il sollicita l'intervention de l'ambassadeur de France.

Villeneuve s'empressa, calma les Turcs, consola les Autrichiens, et fit signer aux uns et aux autres le traité de Belgrade (1739). La place était rendue aux Turcs ; les Autrichiens renonçaient à toutes leurs conquêtes en Serbie et se retiraient derrière la Save. Jamais plus ils n'ont réussi depuis à franchir la Save ; ils y ont essayé pendant la grande guerre. Cela ne leur a pas réussi

La route de Salonique leur avait été définitivement fermée... par la France.

Le prestige de la France fut considérable alors à Constantinople. Le commerce français fut prépondérant dans tout l'Orient, qui était comme notre plus belle colonie. Et voilà pourquoi la langue française y est parlée partout et d'une si parfaite façon, notamment à Athènes ; elle était la langue de toutes les transactions, en attendant qu'elle annonçât la délivrance.

*
* *

Mais la Russie à son tour accourait au partage de la succession ; la France ne le lui permit pas davantage.

Car ce n'est pas du Nord que nous vient la lumière.

Jadis les apôtres qui commencèrent d'introduire la Russie dans la société civilisée étaient partis de Constantinople, comme les marchands du Pirée qui faisaient dans l'antiquité le commerce du Pont-Euxin.

Pourtant, pendant longtemps, au moins pendant les dernières années du XVIII^e siècle, et même jusqu'à nos jours, on put croire que Constantinople était destinée à tomber au pouvoir des Russes. Hier encore, c'est-à-dire au commencement de la grande guerre, les Alliés y consentaient.

C'est que l'héritière du dernier empereur grec, Sophie Paléologue, avait épousé le tsar Ivan III : mais ces titres matrimoniaux n'ont pas une grande valeur. C'est que la Russie était la plus grande puissance orthodoxe, et il paraissait que par elle seule Constantinople pouvait redevenir la capitale de l'orthodoxie. C'est aussi que les intérêts économiques de la Russie, qui sont surtout considérables dans ses provinces méridionales, l'entraînaient de plus en plus à rechercher un débouché vers la Méditerranée, pour ses pétroles, pour ses blés.

Un historien français a dit en ce sens : « Le glacier russe glisse toujours vers le sud. » Hérésie géographique d'ailleurs ; les glaciers se retirent vers le Nord, et il y a longtemps que les glaciers russes sont rentrés dans les monts scandinaves. Moralité : N'employons les images qu'avec précaution.

Quoi qu'il en soit, dans les dernières années du XVIII^e siècle, le glacier russe parut glisser sur le

« chemin de Byzance » avec la rapidité d'un torrent.

On s'en souvient, Catherine II ayant envahi la Pologne, la France, comme au temps du marquis de Villeneuve, fit intervenir la Turquie, qui déclara la guerre à la Russie. Alors eut lieu l'extraordinaire aventure que vous savez. A l'instigation d'un Grec de Larissa, Pâpaz Oglou, Catherine II fit passer une flotte russe dans la Méditerranée.

A son apparition sur les côtes de la Morée, elle fut accueillie par les enthousiastes acclamations des Grecs, qui saluèrent les Russes comme les libérateurs attendus depuis si longtemps. Hélas ! il ne faut pas compter sur les Russes. Ils débarquèrent quelques bataillons, puis, menacés par les Turcs, ils se rembarquèrent et abandonnèrent les Grecs à la vengeance du sultan.

La flotte russe continua la route jusque vers Smyrne. Elle y détruisit, le 3 juillet 1770, la flotte turque dans la baie de Tchesmé.

Et les Turcs tremblaient dans Constantinople à la pensée de voir apparaître les vaisseaux russes devant la Corne d'Or. Catherine II n'osa pas ; elle céda à la médiation de la Prusse et de l'Autriche, elles-mêmes effrayées de la grave tournure que prenaient les événements ; elle se contenta du traité de Kainardji, de 1774, qui établissait l'indépendance de la Crimée, la libre navigation de la mer Noire, et le protectorat de la Russie sur les orthodoxes de l'empire ottoman.

Avantages considérables que la tsarine exploita tout aussitôt. Elle crut vraiment couronner son règne par

la conquête de Constantinople. Elle négocia avec l'empereur Joseph II le fameux projet grec, fondé sur l'expulsion des Turcs. Elle fit le voyage de Kherson ; elle y rencontra l'empereur ; elle poussa avec une remarquable activité la colonisation de la Nouvelle-Russie, ou des riches Terres noires qui sont devenues le plus important grenier à blé de l'Europe. Elle fonda Sébastopol. Elle fonda Odessa, sur l'emplacement d'une ancienne colonie grecque.

Elle donna à ses petits-fils les noms d'Alexandre, de Constantin, de Nicolas. Une légende courait en Orient que Constantinople serait délivrée des Musulmans par une nation blonde venue du Nord.

Il semblait écrit que la gloire de rétablir la croix grecque sur l'illustre basilique de Sainte-Sophie était réservée à la Russie.

Mais alors la Révolution française proclama le dogme de la liberté des peuples, et Napoléon, fils de la Révolution, arrêta net la descente du glacier russe. Les temps de la délivrance de l'hellénisme étaient annoncés.

UN AMBASSADEUR DE FRANCE EN GRÈCE
AU XVII^e SIÈCLE¹

Voici un ambassadeur du Grand Roi qui vint de France au lendemain de la Renaissance, qui sut déjà comprendre la beauté et la richesse intellectuelles de la Grèce d'autrefois et qui marque ainsi le lien entre l'antiquité classique et les temps actuels. C'est toute la raison de cette conférence.

Louis XIV, le Roi Très Chrétien, fut d'abord infidèle à la tradition de l'alliance turque, et la petite armée qu'il envoya en Autriche, en 1664, prit une part glorieuse à la bataille de Saint-Gothard et à la défaite du grand-vizir. Mais Colbert ramena vite le roi à une politique plus réaliste ; il eut le souci de renouveler les Capitulations, si profitables au commerce français ; il songea même déjà à rouvrir la route de l'Inde par la mer Rouge.

Et les relations furent donc bientôt rétablies entre la France et la Porte.

Le sultan le premier envoya un ambassadeur extra-

1. Conférence hors série, faite à l'*Institut de correspondance hellénique*.

ordinaire à Versailles. Ce fut Suleiman-aga, musta-ferraca. Il fut reçu par M. de Lionne avec beaucoup de cérémonie. Il fut regardé par la cour avec beaucoup de curiosité; la mode s'en mêla et fut quelque temps aux turqueries. *Le Bourgeois gentilhomme* fit courir tout Paris.

Pour rendre au sultan sa politesse, Louis XIV envoya à Constantinople le marquis de Nointel. Conseiller au Parlement de Paris, originaire du pays chartrain, c'était un Parisien du Marais, né sur la paroisse Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie. Il était de la société des Coulanges et de Bussy-Rabutin; il fréquentait les cercles jansénistes; Colbert le connaissait et l'estimait. Il accepta avec beaucoup de joie l'ambassade de Constantinople; il y voyait l'occasion d'un voyage romanesque et d'une correspondance qui aurait du succès dans les salons. Il emmena avec lui, comme secrétaire, ou comme attaché théologique, Antoine Galland, pauvre professeur du collège Mazarin, attiré par l'idée de faire dans les églises d'Orient une enquête sur la doctrine de la Grâce; Antoine Galland allait être surtout séduit par les contes des *Mille et une Nuits*, dont il se fit le traducteur.

Le marquis de Nointel avait quarante ans alors; il portait beau, il avait l'air avantageux et le recherchait; il avait le regard ferme, de grands traits accentués. Avec son feutre à grande plume, une abondante perruque brune tombant lourdement sur les épaules, le justaucorps à brandebourgs serré à la taille, puis largement évasé en plis roides, rubans de soie et galons

d'or, le jarret bien campé, c'était un ambassadeur vraiment digne de son majestueux souverain.

Arrivé par mer, il fit une entrée sensationnelle dans la Corne d'Or ; car, ayant appris que le sultan était absent et que, par suite, le salut de ses canons ne lui serait pas rendu, il passa devant le sérail sans saluer. Scandale. Mais la sultane-validé, se trouvant à monter en caïque, le fit connaître à notre ambassadeur, qui galamment la salua d'une formidable salve de toute l'artillerie dont il disposait. Ce fut un grand tapage qui donna de l'émotion jusqu'au fond du harem : il en retentit des cris des femmes plus encore que du tonnerre des canons.

En vérité, l'ambassade du marquis de Nointel ne devait pas être une ambassade ordinaire.

Quand il fut installé, il s'occupa aussitôt du renouvellement des *Capitulations*, dont Colbert l'avait spécialement chargé. Ce fut long, ce fut difficile ; la Porte est fertile en lenteurs ; les victoires françaises en Hollande hâtèrent pourtant le résultat, et les Capitulations furent renouvelées à Andrinople le 5 juin 1673. L'ambassadeur ne put pas obtenir l'ouverture de la mer Rouge au commerce de l'Occident, à cause du voisinage des villes saintes de Médine et de La Mecque ; du moins il assura au commerce français de nouveaux avantages dans toutes les Echelles du Levant.

*
* *

Ayant ainsi fort bien travaillé pour son Roi et pour

la France, le marquis de Nointel n'attendit pas sa récompense ; les communications étaient difficiles à telle distance ; il se l'octroya lui-même, sous la forme d'un voyage aux Echelles et en Grèce, prestigieux pays qui l'avaient séduit lorsqu'il avait longé leurs rivages en venant.

La Porte lui donna l'autorisation d'aller jusqu'à Chio, le confia aux soins d'un tchaouch bien choisi. L'ambassadeur emmena avec lui toute une cour, à l'imitation du Grand Roi en ses déplacements. Il emmena avec lui Galland, bibliothécaire de Son Excellence, déjà fort occupé des *Mille et une Nuits* ; il emmena un chapelain, des religieux, un gentilhomme champenois, Antoine des Barres, spécialiste en aventures galantes, ou plutôt en récits d'aventures galantes, ce qui n'est pas tout à fait la même chose ; il emmena un peintre, Rombaud Faidherbe, de Malines, un élève de Rubens, un autre peintre qui était peut-être Carrey (je laisse le soin de son identification aux jeunes membres de l'École française d'Athènes) ; il emmena un nombreux personnel, tout un domestique, le tout sur une grande galiote de seize paires de rames, avec six pierriers.

On partit de Therapia le 23 septembre 1673. En passant aux Dardanelles, on eut le salut des gros canons chargés à boulets, qui, tombant heureusement à la mer, faisaient jaillir l'eau prodigieusement haut ; l'un de ces boulets, en marbre, alla même jusqu'à l'autre rivage.

Le marquis se fit débarquer en Troade ; il y chercha

Ilion ; il n'y trouva rien que des buissons et du sable, où l'on avait de grandes difficultés à marcher.

A Chio, la belle île, qui jouissait d'une sorte d'autonomie, on aborda dans un grand fracas d'artillerie, parmi les hommages des ordres religieux qui firent dire des prières dans toutes les églises. Nointel, dans les rues de la ville, mit son carrosse au pas des chevaux, pour laisser aux habitants le loisir de contempler ses habits magnifiques et même d'y toucher. Il se plut aux longues cérémonies d'église, où il était sur un trône, dans l'encens, tous les yeux fixés sur lui, les dames n'ayant de distraction que pour le regarder.

Il fit célébrer un *Te Deum* pour la prise de Maëstricht. A cette occasion, il y eut un beau repas chez les Capucins, la table principale en demi-lune, sur une estrade, d'autres tables plus bas, la salle ornée de guirlandes de branches de citronnier et de myrte, de festons de fleurs et de fruits. Une fontaine de vin coulait pour le peuple, une autre d'eau de fleur d'orange pour les dames, jaillissant d'un rocher de confiture. Le soir il y eut un feu d'artifice dont la pièce principale représentait un Hollandais consumé par le soleil dont il s'était trop approché. Et il y avait dans ces fusées et ces pétards une grande leçon de morale et de politique.

M. de Nointel s'attarda trois semaines à Chio. Même, ayant pris goût au voyage, il résolut de l'allonger, quoi qu'il n'en eût pas la permission. Son tchaouch garde-du-corps, ouvrant la main, ferma les yeux. A lui-même et à son gouvernement, l'ambassadeur donna

pour excuse qu'il subissait très fort l'attraction de Jérusalem et de l'Égypte et qu'il était utile de faire connaître à tous les agents de la France dans les Echelles la lettre et surtout l'esprit des Capitulations.

Il fit donc la tournée des Iles. En sortant de Chio, un pirate parut. Emotion sur la galiote. Mais, renseigné, le pirate rendit les honneurs, car il y a des pirates pleins de galanterie.

Une bourrasque devant Délos, du fait de la piquante tramontane, jeta le bateau sur Naxos. Le peintre, Rombaud-Faidherbe, y mourut. On chargea à Naxos, à Paros, des cargaisons de marbres, sans doute antiques. A Antiparos, on signala à l'ambassadeur une grotte merveilleuse; toute décorée de stalactites et de stalagmites; mais il y fallait descendre par de longs cordages. Nointel courageusement s'y risqua, fut stupéfait d'admiration, y appela son monde; on y resta trois jours et trois nuits; on y soupa aux violons; la chapelle de la mission y célébra la messe de Noël aux flambeaux.

On s'en alla par Pathmos, Cos, Rhodes, puis vers la Syrie. On fit une entrée solennelle à Jérusalem le 15 mars 1674. Le marquis en fit faire un tableau que nous avons : au premier plan, un grand Nointel caracolant parmi la cavalcade de ses gens; au fond, un petit Jérusalem. L'inspiration n'en venait-elle pas du Grand Roi en personne ?

Il fut impossible d'aller plus loin que Gaza et d'entrer en Égypte; il faudra encore un siècle et Bonaparte pour en forcer la porte.

On revint donc par Saint-Jean-d'Acre, par Tripoli, par le pays de Nazareth et du lac de Tibériade, par le Liban, Alep, par Chypre, Milo, Santorin, et, le 14 décembre 1674, on débarquait au Pirée.

Une bonne nouvelle, naturellement, en arrivant : un navire était en partance pour la côte provençale, prêt à emporter les lettres que l'ambassadeur lui confierait pour ses amis. Vite il produisit ce chef-d'œuvre.

« Je me persuade que vous êtes en peine de moi n'ayant pas été possible que vous ayez reçu de mes nouvelles depuis Alep. Quelque poisson de l'Euphrate ou de l'Oronte, où je me suis baigné, aurait pu, par les mers de l'Océan et de la Méditerranée, vous informer de mes courses, mais, faute de possibilité de pouvoir me faire entendre d'eux, j'ai eu recours au Liban et à l'Anti-Liban, et je doute que leurs échos soient parvenus jusqu'à vous. Je n'ai pas trouvé de moyen d'abrégé, autant que je le souhaitais, la grande distance qui nous sépare ; j'aurais voulu quelque facilité à faire traverser les airs à mon amitié pour s'en aller en ces moments reposer sur vous.

« J'ai traversé les mers dans ce dessein ; celle de Pamphylie, en abordant à Chypre, me donnait de l'espérance par la puissance de Vénus, à qui cette île était si chère ; mais cette divinité n'y règne plus ; les Vénitiens ont commencé les premiers à donner atteinte à son empire, et les Turcs ont achevé. Je me portais volontiers à consulter la sagesse aussi profonde que couverte et énigmatique des Egyptiens, lorsqu'un requin arrêtant mon vaisseau, je n'ai pu m'en délivrer

que sous la promesse de faire voile du côté de la Grèce.

« ... Milo ne m'a pas arrêté, et ça été le port Pirée où j'ai mouillé, espérant que les Athéniens, ces maîtres dépositaires des arts, des sciences et des lois, me suggéreraient quelque secret. Et en effet, une députation des Athéniens m'ayant prié de venir dans leur ville pour y avoir satisfaction, je n'y fus pas sitôt qu'ils employèrent toute l'éloquence de Démosthène à témoigner leur joie. Ils s'applaudissaient du grand secret qu'ils m'allaient découvrir, et il fut renfermé dans l'arrivée d'une barque de France qui, étant venue pour charger de l'huile, s'en retournerait dans une vingtaine de jours et pourrait porter mes lettres.

« Ne vous étonnez pas si celle-ci sent l'huile ; ne croyez pas que ma gloire aille si loin de prétendre au reproche qui se faisait à ce maître de l'éloquence, et ne soyez passurpris que l'ancien commerce et si florissant des sciences soit réduit au trafic de l'huile ; le grand empereur Adrien l'a ennobli et autorisé par un édit sur ce sujet qui se lit encore aujourd'hui le long d'une pierre plus haute qu'un grand homme et large à proportion. »

Au Pirée, il fallut coucher sous la tente. Et le lendemain on s'en alla pompeusement vers Athènes. La garnison turque marchait devant avec l'aga, et les trompettes turques mêlaient leurs éclats stridents aux fanfares de France plus contenues, puis derrière la bannière fleurdelisée, en leurs plus brillants costumes, venaient l'ambassadeur de France avec tout son

domestique, le consul de France en nombreuse compagnie et toute une file de marchands et de curieux.

La procession traversa la plaine, puis le bois d'oliviers. A Athènes, l'ambassadeur fut conduit à une assez pauvre maison, qui fut son palais ; on lui servit un dîner à la turque, dont il ne put rien manger ni boire, n'osant aller plus loin que l'odorat.

Il commit un petit scandale en faisant célébrer une messe catholique dans un petit temple près de l'Ilissos. Il ne fut pas émerveillé de la ville, qui n'était guère qu'un pauvre village turc.

Il se rendit vite à l'Acropole. C'était alors un arsenal flanqué de hautes murailles, avec des batteries menaçantes, et l'entrée en était interdite. Nointel put y entrer, et même la première fois au son du canon ; il y retourna sans autant de bruit, pour regarder et étudier.

Le Parthénon, qui avait été au moyen âge une église orthodoxe, puis catholique, et de nouveau orthodoxe, était devenu une mosquée, les murs blanchis à la chaux paraissant entre les colonnes, coiffée d'un minaret assez lourd, si l'on en juge par les estampes. Du moins il était intact ; sauf une brèche au fronton oriental et quelques statues défigurées, il avait toutes ses colonnes, toute sa couronne de sculptures.

Heureux Nointel ! Il fut aussitôt ravi en admiration, et ne fit aucun effort pour dissimuler son émotion, disant que cela dépassait tout ce qu'il avait vu de plus beau à Rome, que c'était une merveille, un miracle, et, lui qui aimait tant à laisser courir sa plume

parmi les périphrases de la plus raffinée préciosité, il fut cette fois impuissant à dire ce qu'il sentait, et il déclara à ses amis qu'il en remettait l'entreprise à d'autres temps.

Il aurait voulu voir tous ces trésors aux mains du Roi pour les protéger; pressentait-il le désastre qui leur était réservé?

Du moins il en voulut prendre les dessins. L'aga donna la permission, moyennant un cadeau de quelques pièces d'étoffe, de café et d'une demi-douzaine d'oies bien grasses. Le peintre, — peut-être Cafrey (mais M. Vandal le conteste), — fut installé au pied du Parthénon, entre deux janissaires, sans doute pour le protéger, et l'ambassadeur, souvent là, pressait l'artiste de faire vite, par crainte d'un changement d'humeur de l'aga après les oies mangées.

En quinze jours, Nointel eut deux cents dessins, des frontons, des métopes et des frises, un merveilleux album quelles qu'en soient les imperfections, et comme le Parthénon a été horriblement mutilé treize ans après, il se trouve que les dessins recueillis par Nointel sont restés le document essentiel pour la connaissance de ce qu'il était auparavant : le plus grand honneur de son ambassade.

Cependant l'ambassadeur courait dans Athènes à la recherche de débris, de colonnes, de souvenirs antiques. Il trouva dans le dallage d'une église une longue table de marbre portant les noms des guerriers de la tribu Erechthéide morts dans la campagne de 456 : une de nos plus précieuses richesses archéo-

logiques. Il fit faire de nombreux dessins, de différentes vues de la ville, par exemple de la Tour des Vents, et il en tira plus tard un grand tableau d'ensemble, qui est aujourd'hui au musée de Chartres.

En avant, Nointel, raidi dans son éminente dignité : la main gauche sur la hanche, la droite appuyée légèrement sur une haute canne, il prête à peine attention aux discours de ceux qui l'approchent, tout occupé de faire figure et de garder une belle attitude ; il porte une longue tunique de soie serrée à la taille par une ceinture plus claire, et par-dessus un caftan de même étoffe bordé de fourrure tout autour : une sorte de combinaison franco-turque. Autour de lui, le janissaire de l'ambassade, le consul, deux tchaoux, deux capucins, les chapelains de l'ambassade, les estafiers, les gens de service, cinquante cavaliers au flanc du coteau imaginaire. Et tout ce monde tient beaucoup de place.

Tout de même on voit la ville, comme elle apparaissait du haut du Lycabette, au fond les profils d'Egine et de Salamine, la mer et la côte, Phalère, Munychie, le Pirée, les murailles, ou du moins la ligne des maisons arrondie du Théséion à l'église Saint-Nicodème, avec l'arc d'Hadrien et l'Olympiéion ; au-dessus des maisons, quatre mosquées avec leurs minarets, quelques églises à coupoles.

Et l'Acropole est presque aussi bien présenté que l'ambassadeur, quoique au plan arrière : derrière des murs crénelés soutenus par d'énormes contreforts, une infinité de toits de maisons, notamment la maison

du sirdar vers le Belvédère actuel ; les Propylées surmontés de la tour franque, le Parthénon avec sa toiture intacte, surélevée vers le milieu en forme de lanterne, le minaret vers la façade occidentale.

En somme le meilleur document que nous ayons entre toutes les vues d'Athènes au xvii^e et au xviii^e siècle.

*
* *

Quelques courses rapides à Eleusis, à Platées, en Eubée, et le marquis de Nointel s'en retourna par Smyrne, sans beaucoup d'aventures, pour rentrer à Constantinople, le 20 février 1675, après un joli voyage de dix-huit mois.

Il y reprit l'exercice de sa fonction, et ce fut beaucoup moins agréable que le divertissement des Iles ; on le revit dans les détours du sérail, et au camp du grand-vizir du côté d'Andrinople. Rapports toujours difficiles, témoin l'affaire du sophia, dont il fut le héros malheureux. Reçu par le grand-vizir, il prétendit avoir aussi son tabouret ou sophia sur l'estrade ; un farouche tchaouch le rejeta assez brutalement en bas ; grave affaire où la dignité de la France était touchée ; pourtant, après de longs débats, il fallut admettre que l'ambassadeur n'avait pas le droit dans ces occasions d'être à la hauteur du grand-vizir.

Par ailleurs, M. de Nointel mettait en ordre les documents de son beau voyage, surveillait la composition de ses tableaux commémoratifs, présidait aux cérémonies officielles. Ainsi, en 1676, il célébra la

Saint-Louis avec un éclat particulier, surtout par un brillant tournoi qui dura tout le jour.

Peut-être voulut-il ainsi calmer l'irritation de son souverain, qui commençait de gronder autour de lui, car l'ambassade de M. de Nointel ne finit pas aussi bien qu'elle avait commencé. Colbert sans doute n'était pas content qu'il n'eût pas obtenu l'ouverture de la route de la mer Rouge. Mais surtout l'ambassadeur avait bouclé le budget de son coûteux voyage par des combinaisons financières un peu hasardées : emprunts aux Juifs, impôt extraordinaire levé sur la « nation » de Smyrne, qui sut s'en plaindre. M. de Nointel fut mis en quarantaine, même en pénitence, privé d'argent, par où il avait péché. Quand, rappelé en 1679, il revint à Paris, il fut un moment réduit à vivre avec trente sols par jour ; il est vrai que la vie était moins chère qu'aujourd'hui. « J'appréhende, disait-il tristement, qu'il n'y ait plus de soleil pour moi. »

Son ambassade est pourtant sauvée de la suprême disgrâce de l'oubli ; elle le doit à ses dessins du Parthénon. Et puis son voyage si pittoresque laisse une jolie vision du prestige de la France dans le Levant, même en ces temps lointains, précurseurs de ceux d'aujourd'hui ; car il y passe un air de grande politique, l'image de la prochaine reprise des routes séculaires, l'annonce des grands desseins où s'empressent toutes les nations de la Méditerranée, une ouverture sur l'avenir dont la victoire de nos armes fait maintenant une glorieuse et féconde réalité.

VI

NAPOLÉON ET L'ORIENT

La Révolution française, la grande Révolution de 1789 et des années suivantes, ne s'est pas occupée de l'Orient ; elle a eu assez à s'occuper de l'Occident, c'est-à-dire du Rhin.

Mais elle a lancé à travers le monde, bien avant M. Wilson, quelques années après l'indépendance des Etats-Unis, un principe qui vaut pour l'Occident et pour l'Orient et qui devait donner à la question d'Orient sa vraie solution, sa solution juste : c'est-à-dire le principe de la souveraineté nationale, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La France républicaine voulut disposer d'elle-même, et elle chassa les rois qui avaient envahi son territoire : ce fut Valmy. « De ce jour, s'écriait Goëthe, date une nouvelle ère dans l'histoire des hommes. » Valmy, à deux pas de la Marne, devait être mère de la victoire de la Marne.

Mais en ce temps-là, les Empires Centraux, les Empires de proie, Prusse, Autriche, Russie, prétendaient disposer des peuples comme de bestiaux, et ils communiaient du corps eucharistique de la Pologne, comme disait cruellement le roi de Prusse Frédéric II.

Finis Poloniae. On ne tue pas les âmes de peuples. Voyez la Grèce esclave pendant des siècles et ressuscitée, elle aussi, d'entre les morts. La Pologne assassinée, les plus vaillants des Polonais se retirèrent en France, formèrent des légions polonaises, combattirent dans les armées de la République et de l'Empire, pour la liberté. On les a revus de nos jours parmi les plus valeureux bataillons des armées de la République. Car les Polonais avaient gardé le souvenir de ces temps glorieux et le culte de Napoléon.

Napoléon le Libérateur ! Est-ce un paradoxe où je m'amuserais ? Mais non ! C'est un grand fait d'histoire : Napoléon le Libérateur ! Libérateur de la Pologne, et de l'Italie, qui lui doit son drapeau national, et ce sont les circonstances seulement qui l'ont empêché d'être le libérateur de la Serbie et de la Grèce.

Ah ! je sais bien : il est de mode, chez nos grands alliés d'Angleterre ou d'Amérique, de comparer Guillaume II à Napoléon, à moins que ce ne soit à Louis XIV. Sacrilège insupportable à des oreilles françaises ! Et vous, aimeriez-vous que l'on comparât Guillaume II à votre Alexandre le Grand ? Eh bien ! Napoléon, c'est notre Alexandre. Mais à quoi bon insister ? Je sais, par des témoignages émouvants, le culte que beaucoup parmi vous ont gardé pour Napoléon, et que vous le reconnaissez tous pour un des héros, un des demi-dieux d'une histoire qui nous est commune, l'histoire de la Méditerranée, l'histoire de notre civilisation.

Et c'est pourquoi sans doute Anglais et Américains

ne l'ont pas compris ; ils sont pour nous tous, Méditerranéens, des étrangers.

Napoléon est venu en Orient, jusqu'au fond de l'Orient, Orient russe ou Orient syrien, et il y a laissé des traces ineffaçables et qui ne vous sont pas indifférentes à vous-mêmes.

Dès l'école de Brienne, il songeait à l'Orient, car il constatait le délabrement de la Turquie et sa chute prochaine, et il prévoyait de formidables événements.

Au lendemain de ses premières victoires, ses glorieuses victoires d'Italie, Montenotte, Lodi, Castiglione, Arcole, Rivoli, il vint à Ancône, et de là il jeta son regard pénétrant et prophétique sur l'Orient.

Furieux des Pâques Véronaises, il détruisit la République de Venise, la livra à l'Autriche, et, au traité de Campo-Formio, il prit pour la France les îles Ioniennes. Et déjà le voilà chez vous, et de toutes les manières. Il disait au général Gentili, en l'envoyant à Corfou : « Vous ne manquerez pas, dans vos diverses proclamations, de parler de la Grèce, d'Athènes et de Sparte. »

En effet le général Gentili fut tout de suite fort bien accueilli ; les notables se présentèrent devant lui, disant : « Français, vous allez trouver ici un peuple ignorant dans les sciences et dans les arts, mais il peut redevenir ce qu'il a été ; apprenez, en lisant ce livre, à l'estimer. » Et il tendait l'*Odyssée*.

Et Bonaparte, écrivant cela au Directoire, ajoutait, grâce à un souvenir vague de ses études classiques : « L'île de Corcyre était, selon Homère, la patrie de la

princesse Nausicaa... Le drapeau tricolore va être planté sur les débris du palais d'Ulysse. »

La question de la régénération de la Grèce était posée (1797)

L'année d'après, Bonaparte mena la campagne d'Egypte et la poussa ensuite jusqu'en Syrie. Il retrouva en Egypte le souvenir d'Alexandre et des Ptolémées. Il fit commencer les études qui devaient aboutir à la réouverture des routes de l'Inde, par le canal de Suez et la mer Rouge.

Moins heureux que votre Alexandre qui, maître de Tyr, put dès lors s'enfoncer au cœur de l'Asie, il échoua devant Saint-Jean-d'Acre, et il lui fallut revenir en Occident, où l'appelaient les dangers de la patrie.

Mais il eut toujours la hantise de l'Orient ; son imagination ne cessa de le peupler des plus magnifiques ambitions, qu'il ne put jamais réaliser. Carrière grandiose, et pourtant pleine des déceptions les plus émouvantes !

*
* * *

C'est après Austerlitz et Iéna qu'il put envelopper l'Orient de ses plus vastes entreprises. Il avait renversé le Saint-Empire, vaincu les Russes et les Prussiens, et ouvert les voies à la Révolution libératrice.

Il avait délivré l'Italie des barbares : *fuori i barbari*, s'écriait-elle ; et elle commençait par lui d'avoir conscience de son indépendance et de sa grandeur

nationale. C'est depuis Napoléon qu'il y a une patrie italienne.

Au lendemain d'Austerlitz, la Pologne avait frissonné dans son tombeau. Après Iéna, elle se leva toute et se porta au devant du libérateur.

Napoléon s'y rendit aussitôt.

Comme il arrivait à Posen, parmi les acclamations de la foule, une jeune femme, vingt ans, Marie Walewska, l'aima, parce qu'il était le Héros, celui qui allait refaire sa pauvre patrie. Pendant toute la campagne, elle fut auprès de lui, douce image de la Pologne.

Songez à Guillaume II en Belgique, faisant assassiner une infirmière, Miss Edith Cavell.

Napoléon passa l'hiver à Finkenstein, dans le pays de Dantzig. Il y resta de février à mai. Il y considéra tout le théâtre de l'Orient.

Il avait envoyé le général Sébastiani comme ambassadeur à Constantinople : une de nos grandes ambassades en vos pays ; elle rappelle celle du marquis de Villeneuve. C'est la même politique : pour sauver la Pologne, contenir les Empires centraux et refouler la Russie, il était utile de redresser, un moment encore, la Turquie : « As-tu cessé de régner, écrivait l'Empereur au sultan. Réveille-toi, Sélim ; appelle au ministère tes amis, chasse les traîtres ; confie-toi à tes vrais amis..., ou bien tu perdras ton pays, ta religion et ta famille. »

Une fois de plus, la Porte ottomane fut un moment redressée, et le grand-vizir conduisit quelques troupes sur le Danube inférieur, vers la frontière de Russie.

Les ennemis de la France prétendirent punir la Turquie de ce qu'ils appelaient une trahison, et les Anglais donnèrent le spectacle d'une expédition des Dardanelles, à laquelle il eût été possible de prendre des leçons, même de nos jours.

En février 1807, avec une gravité solennelle, l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, sir Arbuthnot, rompit les relations avec le divan et se retira auprès de l'amiral Duckworth, qui commandait l'escadre de la Méditerranée. L'amiral Duckworth conduisit ses vaisseaux par les Dardanelles dans la mer de Marmara et parut tout à coup devant la Corne d'Or, exigeant, pour entrée de jeu, l'expulsion de l'ambassadeur de France, dont le crime était d'avoir détourné la Porte de ses devoirs.

Grande émotion au sérail : on eut d'abord grand-peur des canons anglais. Puis, sur le conseil de Sébastiani, on se montra disposé à causer avec l'amiral Duckworth, et, à bord de la flotte britannique, on commença de se réjouir de l'impression qu'on avait aussitôt produite. Mais les pourparlers traînèrent ; le sultan ne trouvait pas facilement des négociateurs dignes de mener une aussi sérieuse affaire ; toutes sortes de circonstances venaient à la traverse.

Cependant Sébastiani, d'accord avec le sultan Sélim, un moment « réveillé », organisait la défense de la ville, dressait des batteries sur les remparts, les fournissait de munitions, excitait l'enthousiasme des canonniers, de toute la population ottomane, et, au bout de quelques jours, plusieurs centaines de bouches

à feu furent démasquées, braquées sur les navires anglais.

Un beau matin, le 2 mars, l'amiral Duckworth leva l'ancre ; il parut pendant quelques instants vouloir entrer dans le port et engager le combat ; puis, réflexion faite, avant d'être venu à portée de boulet, il vira de bord et s'en retourna vers le sud. Il était temps ; il était même tard ; car, en repassant par les Dardanelles, il reçut le feu des forts et subit des pertes très sensibles.

Pour refaire son crédit, le gouvernement anglais pensa être plus heureux en Egypte. Il débarqua des troupes à Alexandrie et essaya d'enlever Rosette. Le pacha Mehemet-Ali battit les Anglais et les força à s'en retourner.

Le prestige de l'Angleterre ne manqua pas d'être sensiblement atteint par ces événements.

De Finkenstein Napoléon suivait avec complaisance le développement de sa politique. Il y signa avec un envoyé du shah de Perse un traité d'amitié et d'alliance, et envoya à Téhéran une mission, conduite par le général Gardane, qui commença d'étudier le rétablissement des relations commerciales vers la Perse et l'Inde. Ce sont tous les préambules de la grande politique économique du XIX^e et du XX^e siècle.

Le 14 juin 1807, la Russie était écrasée à Friedland, et le tsar Alexandre I^{er} demandait une entrevue à son vainqueur.

Ce fut la mémorable entrevue de Tilsit (juin-juillet 1807). Elle fut infiniment brillante et cordiale, en

sorte qu'elle a trompé les historiens et le public. On a voulu y voir une manifestation éclatante d'amitié franco-russe. Nous allons y regarder de plus près.

Un jour que les deux empereurs chevauchaient de compagnie, ainsi qu'ils aimaient à faire, ils furent rejoints par un aide de camp porteur de dépêches pour Napoléon. Il en prit connaissance et s'écria : « Voilà un décret de la Providence qui nous dit que l'Empire ottoman ne peut plus exister. » Le sultan Sélim III venait en effet d'être renversé par la Révolution du 27 mai, et son successeur Mustapha III ne paraissait pas devoir suivre la même politique. Le tsar se persuada que Napoléon était prêt à entrer dans une négociation sur la succession de l'homme malade, et il commença de poursuivre à son tour le rêve de sa grand'mère Catherine II.

Mais l'affaire était trop importante pour être résolue si vite, et les conclusions furent remises à plus tard..., à ce qu'on appelle les calendes grecques.

En attendant, par les traités de Tilsit, la Prusse fut démembrée, et la Russie renonça à sa situation aux bouches de Cattaro, dans les îles Ioniennes, s'engagea à retirer tous les vaisseaux qu'elle avait dans la mer Noire et à évacuer la province de Moldavie : singuliers préliminaires à un partage de l'Empire ottoman.

Continuons dans cet ordre d'idées. La Russie ne manqua pas de s'apercevoir de ses illusions, et le tsar en montra du mécontentement. Napoléon lui écrivit la mirifique lettre du 2 février 1808, où il lui annonçait solennellement que le temps était venu des « grands

événements et des grands changements », et l'invitait à une gigantesque expédition vers l'Inde, par la Perse, pour en chasser les Anglais, les ennemis du continent.

La Russie ne se refusa pas à des gloires aussi prestigieuses, mais elle demanda que l'expédition de l'Inde fût précédée d'un règlement sur les affaires de Turquie. Napoléon, bon prince, s'y prêta. Et il permit à Caulaincourt, son ambassadeur à Saint-Pétersbourg, d'en causer avec le chancelier Roumiantzoff.

Mémorables entretiens de Saint-Pétersbourg ! Pendant plusieurs semaines Roumiantzoff et Caulaincourt se penchèrent sur la carte des Balkans pour y tracer des lignes de partage. Combien de fois a-t-on partagé sur le papier la péninsule des Balkans avant de la partager à coups de canons ! Les deux interlocuteurs s'entendirent à peu près sur les grandes lignes, en laissant à l'Autriche, du côté de la Serbie, des territoires qui auraient servi d'Etat-Tampon ; car, quand on est amis, en politique, il ne faut pas être trop proches. La France aurait eu la plus grande partie des îles et des côtes jusque vers les Dardanelles. Et la Russie se serait approchée du Bosphore. Même tout à fait à la fin Caulaincourt consentit, sous réserve de l'approbation de l'Empereur (ce qui ne l'engageait pas beaucoup), à donner Constantinople aux Russes ; mais, en compensation, il demandait les Dardanelles et la presque île de Gallipoli, qui a sur la carte la forme d'une langue de chat. Et ils discutèrent longtemps sur la question de la « langue de chat ».

Aimables propos, parfois un peu vifs, toujours

courtois, mais qui ne pouvaient avoir de conclusion, les deux souverains ayant seuls autorité pour décider. Il fut entendu qu'ils se rencontreraient pour en finir. Cependant on entendait Napoléon répéter : « Constantinople ! Constantinople ! Jamais ! Celui qui aura Constantinople sera le maître du monde ! »

Mais les affaires d'Espagne entraînèrent Napoléon à des complications redoutables. Pendant ce temps, l'Autriche reprit les armes, et la Russie ne fit rien pour l'en empêcher ; elle ne fit rien non plus pour aider à la vaincre, à Wagram, et il apparut que l'alliance franco-russe, si magnifiquement proclamée à Tilsit, était déjà toute refroidie.

C'est qu'en vérité une alliance franco-russe ne pouvait pas alors être sincère, n'était pas possible. Napoléon, quand il eut répudié l'impératrice Joséphine, pensa, en demandant en mariage une sœur d'Alexandre I^{er}, attacher définitivement la Russie à son système. Il fut refusé et en éprouva une vive blessure d'amour-propre. Il fut manifeste, dès lors, que le grand duché de Varsovie, qui venait d'être agrandi après Wagram, redeviendrait un jour, par la volonté de l'Empereur, l'ancienne Pologne, dressée de nouveau devant l'expansion russe, comme la Turquie d'autre part.

Napoléon, cela ressort de tous les documents du temps, ne voulait pas permettre aux Russes de descendre à la Méditerranée. Il les considérait comme des barbares ; il prétendait les refouler dans leurs steppes et leurs forêts. Nous avons notamment un rapport de

M. d'Hauterive, chef de la division des Archives, qui établit de la façon la plus nette la nécessité de refouler la Russie vers le Nord, de détruire donc tous les résultats de la politique de Catherine II et de Pierre le Grand. Il s'agissait, dès Tilsit, nous l'avons vu tout à l'heure, de barrer à la Russie le chemin de Byzance. Il s'agit là de l'avenir même de l'hellénisme.

Au moment d'épouser l'archiduchesse Marie-Louise, Napoléon promulguait le sénatus-consulte du 17 février 1810. Il y décrétait que Rome était réunie à l'Empire, que le fils aîné de l'empereur porterait le titre de roi de Rome, et que l'empereur, couronné lors de son avènement dans l'église Notre-Dame-de-Paris, le serait une seconde fois dans la dixième année de son règne, en l'église Saint-Pierre-de-Rome... La dixième année de son règne ? — 1814.

Voilà qui éclaire définitivement les suprêmes desseins de l'Empereur : en conduisant contre la Russie, en 1812, l'expédition qu'il appela la seconde guerre de Pologne, il voulait achever l'œuvre qu'il avait commencée à Austerlitz et à Friedland, rejeter la Russie hors de l'Europe civilisée et organiser l'Orient selon sa volonté, dans les cadres de l'Empire romain, alors entièrement reconstitué, Orient et Occident ; il aurait pu se rendre à Rome, comme César après Pharsale, comme Auguste après Actium, et y conduire le triomphe impérial : « Je suis de la race des Césars, disait-il à Maret, et de la meilleure, de ceux qui fondent. »

Grandeur insondable de l'histoire ! Voici justement

que la grande guerre, par un concours de circonstances inouï, réalise la pensée du Conquérant. Voici que la barbarie russe se retire vers les steppes et les forêts hyperboréennes. Voici qu'elle laisse la Méditerranée aux peuples méditerranéens, à ceux qui, de la Grèce à la France, représentent l'antique culture classique, c'est-à-dire la civilisation même.

On dirait que Napoléon a refusé Constantinople à la Russie pour que la grande ville soit à la Grèce. Est-ce pour cela que j'ai retrouvé chez vous, avec une particulière émotion, le culte de Napoléon, notre Alexandre.

Il ne lui fut pas donné de réaliser son dessein : il ne fut qu'un prophète.

Il vainquit les Russes à la Moscowa et leur prit Moscou. Il ne jouit pas longtemps de sa conquête ; chassé une première fois par l'incendie, il dut la quitter définitivement pour n'y pas être enfermé, et les Russes le suivirent d'un bout à l'autre de l'Europe, par Smolensk, la Bérésina, Leipzig, jusque dans Paris.

Et la Sainte-Alliance donna ses lois à l'Europe. Pendant que l'Angleterre tenait l'Empereur captif à Sainte-Hélène, la Pologne était de nouveau écrasée, démembrée, repoussée dans son tombeau. L'Italie redevenait une « expression géographique », était de nouveau partagée entre ses nombreux princes, cessait pour quelque temps encore d'être une patrie. Mais son âme, à elle aussi, brûlait sous l'oppression, dans les vers immortels d'un Silvio Pellico.

Et c'est pourquoi la légende auréolait le nom de Napoléon, captif à Sainte-Hélène. Il avait renversé un moment les trônes du despotisme, il avait jeté les idées démocratiques à travers l'Europe, à travers le monde. Il avait annoncé les temps nouveaux.

C'est pourquoi nous célébrerons, l'année prochaine, le centenaire de sa mort à Sainte-Hélène, et je sais déjà que la Grèce y participera : une bonne occasion de communier encore avec la France !

VII

NAVARIN. — L'INDÉPENDANCE

Navarin !... Navarin !...

La Grèce était morte, depuis plus de deux mille ans, mais son âme était vivante.

Depuis Démosthène, le silence était tombé sur l'agora... Ne croirait-on pas, parfois, dans vos assemblées politiques d'aujourd'hui, que Démosthène est revenu ? De nouveau on y entend le langage de la liberté antique.

Les Romains, après avoir proclamé votre indépendance, avaient aussitôt commencé le pillage de vos monuments sacrés, épars dès lors aux quatre vents du ciel. Et la Grèce, la Grèce d'Athènes et de Sparte, de Thèbes et de Corinthe, ne fut plus que la province d'Achaïe. Les derniers jeux olympiques furent célébrés en 393 ; les dernières écoles d'Athènes furent fermées par Justinien au vi^e siècle.

Mais la philosophie grecque n'avait pas cessé de former les générations successives même de ses vainqueurs ; elle avait adouci la rudesse de leurs mœurs ; elle avait annoncé l'évangile e la fraternité chrétienne.

L'âme de la Grèce demeurait vivante ; et, chassée

de Rome par les invasions barbares, elle alla se poser à Constantinople.

Elle y prit des caractères nouveaux ; elle retrempe sa vitalité dans l'orthodoxie ; par là, elle donna à l'Orient, à ce qu'on appelle l'Orient, de la Russie à la Syrie et aux lieux saints, sa physionomie historique. Elle y trouva assez de force pour rendre éphémère l'expérience de l'Empire latin ; et Constantinople, de bonne heure redevenue grecque, resta grecque, et l'âme de la Grèce y demeura vivante.

Même après l'invasion turque, même sous la lourde domination des sultans!... Elle y connut pourtant encore de terribles épreuves. Les pachas qui y furent envoyés s'ingénièrent à toutes les inventions de la barbarie : le cinquième des enfants enlevés pour l'esclavage dans les palais des sultans et de leurs vizirs, les jeunes filles jetées dans les harems ; le *Kharadj*, le lourd impôt payé par chacun pour racheter sa vie, le reste étant d'ailleurs à la merci d'un caprice...

Comment la Grèce a-t-elle pu survivre ?

Cependant le Parthénon sautait sous des boulets allemands, sur l'ordre d'un général vénitien. Et, pour achever l'ouvrage, lord Elgin pillait les bas-reliefs du temple merveilleux et les emportait sous le brumeux ciel de l'Angleterre. Ce sont des erreurs bien regrettables ; vous trouvez sans doute qu'il est important que l'Angleterre vous rende Chypre ; il importe tout autant qu'elle vous rende les frises du Parthénon, maintenant que le Parthénon resplendit, quoique mutilé, dans la liberté reconquise.

Car la Grèce a survécu, immortelle.

Les Turcs ne l'ont pas tuée. A voir le spectacle de la Pologne, et celui de la Serbie, et celui de la Grèce surtout, depuis si longtemps martyre, on a l'impression que toute persécution est impuissante sur les âmes de peuples qui sont bien trempées, et que même l'épreuve les fortifie et les conduit malgré tout hors du tombeau où l'on pensait les murer.

D'ailleurs, la domination turque était bien incapable de déraciner les fortes traditions de votre civilisation. Les sultans durent laisser à vos communautés le soin de votre administration municipale. Même l'ordre public y fut assuré par vos *armatoles*. Certes ils ne s'entendaient pas toujours avec les pachas ou les agas, et alors ils se retiraient dans la montagne, parmi les pallikares, les braves soldats de la liberté. Et le foyer grec se conservait chaud sous la cendre de l'occupation étrangère, et son âme était toujours vivante.

Même le gouvernement ottoman ne put pas se passer de la collaboration du génie hellénique. Car il est vrai de dire que l'administration de l'empire ottoman a été presque absolument aux mains des Grecs. L'aristocratie du Phanar a fourni aux sultans quelques-uns de leurs plus précieux fonctionnaires et de leurs plus subtils diplomates : drogmans, interprètes, hospodars des principautés danubiennes ou rouméliotes, on y rencontre sans cesse des Cantacuzène, des Paléologue, des Mavrocordato, des Morousi, des Ypsilanti, des Callimachi. Ainsi un Panaioti, de Chio, devint grand interprète du divan en 1669. Il eut pour

successeur un autre Hellène, Alexandre Mavrocordato, qui eut rang au Divan comme « conseiller intime », place aux conférences diplomatiques, et le droit de paraître dans les rues de Constantinople sur un cheval richement caparaçonné.

Le commerce de la Méditerranée, même au moment le plus brillant de la domination turque, n'a jamais été aux mains des Turcs. Ils ne savent pas faire du commerce, et c'est l'essentielle qualité des Grecs au point de vue économique.

Et la « nation grecque » gardait ainsi tous ses caractères originaux ; elle se conservait elle-même pour des temps meilleurs. La mosaïque chrétienne, sur les murs de Sainte-Sophie, avait toujours ses fraîches couleurs et son impérissable signification sous le plâtre superficiel de la conquête. L'âme de la Grèce était vivante.

*
* *

Le génie grec n'était pas seulement vivant, immortel dans les pays du Levant ; il poussait des racines profondes et singulièrement fécondes dans notre Occident moyen âgeux.

Lorsque, après la chute de Constantinople, les Occidentaux connurent, par l'intermédiaire de l'Italie, les lettres grecques et latines, ils furent ravis par un enthousiasme sacré et pensèrent s'enivrer de la « dive bouteille », comme disait notre Rabelais. Amyot tra-

duisit avec amour votre Plutarque, qui fut le livre de chevet de notre Henri IV.

Ce fut la Renaissance; et le mot a plus de sens qu'on ne le croit généralement. Toute une école, celle que nous appelons la Pléiade, se consacra avec une dévotion émouvante au culte de vos Muses et mit la France, pour des siècles, à l'école de vos « humanités ».

Mais ainsi la France ne pouvait pas ne pas remonter à leurs sources libérales et foncièrement démocratiques. Tout notre xviii^e siècle, si cultivé et par conséquent si humain, se donna à la raison, qui est la mère de la liberté, et s'en alla d'un mouvement naturel à la grande Révolution libératrice. La Révolution de 1789 est née des humanités; la chaîne des temps se renouait par-dessus les invasions barbares désormais refoulées. La Grèce, qui avait fondé la liberté, devait être la première libérée par notre Révolution de 1789.

D'avance il y avait une communion intime entre la France nouvelle et la Grèce; leur commune culture allait les jeter dans les bras l'une de l'autre.

On n'attendra pas de moi que je raconte ici l'histoire de l'indépendance de la Grèce. Laissez-moi seulement vous dire comment nous la voyons de chez nous.

Nos ancêtres du siècle dernier ont suivi tout de suite avec une intense émotion le généreux mouvement de votre insurrection de 1821, l'action de votre hétairie, les tentatives premières d'Ali Tebeleni et des Ypsilanti. On peut dire que, dès le début, l'opinion française s'est intéressée à vos efforts avec passion.

Donc, le 25 mars 1821, date que vous avez consacrée, l'archevêque Germanos de Patras et le primat de Kalavryta, André Zaïmis, levèrent le glorieux étendard de la libération : pallikares de la Morée, héroïques marins des îles, Hydra, Spetzia, Psara répondirent aussitôt à leur appel, et l'âme vivante de la Grèce frissonna dans son corps encore esclave. Le 1^{er} janvier 1822, au bois sacré d'Epidaure, l'indépendance était proclamée.

Ce fut une lutte héroïque de huit années, une des plus grandes pages de l'histoire des hommes.

Tout de suite les Turcs montrèrent ce qu'ils étaient, et leur cruauté native se donna carrière : ce furent les horribles massacres de 1822.

Nous avons cru d'abord que les atrocités que vous savez étaient le résultat d'une sorte de fièvre de fanatisme, une manifestation de colère folle, le fait de quelques individus exaspérés un moment par le sadisme du châtement.

Je dois à votre ministère des Affaires étrangères la communication de documents récemment découverts dans votre Macédoine reconquise et qui jettent une grande lumière sur cette histoire ; ils viennent des Archives du Chériat (tribunal religieux musulman), de Verria (l'antique Berrhoea).

L'un est adressé : « A Son Altesse Son Illustre Vizir, Maréchal commandant indépendant et commandant général des Derbands (ou défilés) de toute la Roumélie, Kourchid-Ahmed pacha, dont Dieu augmente la gloire, ainsi qu'aux très pieux et très vénérables juges reli-

gieux et autres notables, et à tous les fidèles en général.

« Dès que le présent haut firman vous parviendra, sachez que l'insurrection des infidèles grecs qui a éclaté en Moldavie et en Valachie, s'est propagée notamment parmi les populations qui habitent les districts du Péloponèse et de Negropont, où les Grecs occupèrent le каза de Salona et qu'en général une grande effervescence se fait remarquer contre les fidèles Musulmans.

« Ayant acquis la certitude que ces sinistres infidèles, par ce mouvement, n'ont d'autre but que d'exterminer et faire disparaître — à Dieu ne plaise ! — de la face de la terre, si possible, la nation immaculée des Musulmans aimés de Dieu, Nous avons interrogé l'illustre et très docte Cheikh-ul-Islam pour savoir quelle peine la loi sacrée du Chéri impose contre ces sales reptiles qui se disent *Roum* (Grecs), et nous avons reçu pour réponse le fetva (ou sentence religieuse) suivant :

« Les Saintes Ecritures et les commandements de la Loi sacrée imposent que ces infidèles soient livrés à la mort par le glaive, que leurs femmes et leurs enfants mineurs, réduits à l'esclavage, soient donnés comme esclaves aux fidèles Musulmans, que leurs biens soient partagés entre les vainqueurs et que leurs foyers soient livrés au feu et réduits en cendres de façon à ce que pas une seule voix d'homme ne s'y fasse plus entendre.

« Dieu en disposera mieux.

« En conséquence, Nous ordonnons et enjoignons qu'en exécution littérale du fetva sacré ci-haut du Cheikh-ul-Islam, vous proclamiez l'extermination complète et la disparition de la face de la terre de ces sales reptiles. Vous aurez ainsi répondu à mon haut désir impérial.

« Que Dieu soit notre aide!

« Le présent fut écrit le 30 du mois sacré de Redjeb mil deux cent trente-six (de l'hégire), dans notre bienheureuse Porte de Constantinople. »

Et le vizir et maréchal indépendant Kourchid-Ahmed pacha transmet le fetva sacré et l'ordre impérial à l'illustrissime Yahia-bey, capoudji-bachi ou premier chambellan du Palais, au très docte juge religieux de Verria, aux notables du pays et à tous les fidèles en général.

Et le maréchal Behram pacha, appelé d'Anatolie pour aller écraser ces sales Grecs, annonça son passage en ces termes au même très docte juge religieux de Verria.

« Mettant à exécution ce haut commandement et purgeant la circonscription de Salonique de ces êtres impurs et de ces reptiles abjects, j'ai envahi avec ma vaillante armée les régions de Calamaria, Pazarhouda, Demir-Kapou, Polyghyros, Cassandra, Kitros et Katerina, où, après avoir combattu ces infidèles, j'exterminai et je fis disparaître de la terre quarante-deux villes et villages. Conformément au fetva sacré, je les ai fait passer tous au fil de l'épée; j'ai réduit à l'esclavage leurs femmes et leurs enfants,

et j'ai fait distribuer leurs biens aux Musulmans vainqueurs. Quant à leurs foyers, je les ai par le feu réduits en cendres, de façon que pas même une voix de coq ne s'y fait plus entendre. »

Et il ordonnait qu'on lui préparât des logements, des vivres et des fourrages, afin qu'il pût continuer sa mission dans la Grèce continentale et la Morée.

Voilà qui est clair et qui donne toute leur portée aux massacres qui ont ensanglanté la Grèce et les îles pendant quelques mois : Ali Tebeleni, attiré dans un guet-apens et décapité ; Patras martyrisée ; à Constantinople, l'église chrétienne de Galata envahie par des bandes, le patriarche arraché à l'autel en ses vêtements sacerdotaux, traîné dans la boue, dans l'ordure, et finalement décapité, sa tête exposée aux murs du Sérail, des milliers de ses fidèles avec lui massacrés ; à Chio, un moment soulevée, mais vite rentrée dans l'obéissance, le sultan envoie des troupes ; la population, inoffensive, se porte au devant d'elles avec des fleurs pour les apaiser : les guerriers du sultan tombent sur cette foule sans armes, tuent à tort et à travers vieillards et enfants, emmènent les jeunes filles en esclavage. Et puis ils firent sur le rivage une haute pyramide de têtes coupées, et, pendant des années, on vit de la haute mer les oiseaux de mort tournoyer sans cesse autour de ce charnier.

Mais voici encore un autre souvenir à rappeler.

La Grèce se défendait bien, malgré les massacres, et Colocotronis, et Canaris, et Miaoulis, et les Botzaris tenaient tête aux massacreurs et portaient haut le

jeune drapeau de l'indépendance, au signe du phénix renaissant de ses cendres.

Le sultan Mahmoud, qui ne pouvait plus compter sur l'obéissance des janissaires, était dans un embarras extrême, lorsque le chancelier Metternich lui conseilla de faire appel aux troupes très solides du pacha d'Égypte, Méhémet-Ali. Et nous avons déjà là une manifestation de l'accord entre l'Autriche et le sultan. De même de nos jours, il n'y a pas un quart de siècle, nous avons vu un général allemand guider les Turcs contre vous-mêmes et vous infliger le désastre le plus immérité. Car les Allemands sont toujours les mêmes, et vous, comme nous, nous n'avons pas de pires ennemis.

Les armées de Méhémet-Ali, conduites par Ibrahim-Pacha, vinrent piller la Crète, débarquèrent à Sphactérie, où le capitaine Tsamados mourut glorieusement en défendant la patrie et la liberté, ravagèrent la Morée, où les oliviers furent détruits comme l'ont été nos arbres fruitiers pendant la retraite des Allemands. Missolonghi elle-même, si héroïquement défendue, succomba dans des torrents de sang, dans les dévastations de l'incendie.

*
*
*

Il n'est pas besoin que je rappelle, par contre, les profondes sympathies que la cause sacrée de l'hellénisme éveilla dans toute la France... O mon noble pays, toujours debout pour les saintes batailles libératrices ! Vous savez bien comment nos poètes les plus illustres

et les plus populaires ont chanté le martyr et la renaissance de la Grèce, Casimir Delavigne, et Lamartine, et Victor Hugo ! Vous voudrez les relire, tout à l'heure, quand vous rentrerez chez vous, et vous savez qu'ainsi vous communierez profondément, intimement, avec l'âme même de la France.

Vous savez que nos plus grands artistes ont consacré leur génie à la Grèce, qu'Eugène Delacroix, au salon de 1824, emporta tous les suffrages par les *Massacres de Chio*, du sang qui ruisselle sous votre ciel merveilleux fait pour toutes les joies et pour toutes les prospérités de la terre, une jeune fille enlevée par un cavalier turc et qui se cache la figure dans la honte et le désespoir, image de la Grèce elle-même encore pour un temps captive.

Et le triomphe du Salon de 1827 fut l'*Apothéose d'Homère* par Ingres : l'âme immortelle de la Grèce gardée chez nous, à travers les siècles, dans le culte de son plus grand poète, du plus grand poète de tous les temps : Homère assis sur un trône, devant un temple ionique, couronné de laurier par les déesses ; à ses pieds l'*Iliade* et l'*Odyssée* ; sur les degrés du temple, autour du poète, Hésiode, Eschyle, Apelle conduisant Raphaël, Virgile avec Dante, Le Tasse, Corneille et Poussin, Pindare tenant une lyre, Platon avec Socrate, Alexandre, Camoëns, Racine, Molière, Fénelon, — les plus nobles génies de l'humanité rendant hommage au génie même de la Grèce !

Et voilà pourquoi vous avez vu la France à Navarin. Car toute l'opinion française y poussait le gouverne-

ment, les libéraux par amour de la liberté, les catholiques en souvenir des croisades, tous ensemble par reconnaissance filiale pour tout ce que la culture française doit à la Grèce antique : la course du flambeau ramassé dans les ruines et le sang, après la tourmente séculaire des invasions barbares.

Les gouvernements de Russie, d'Angleterre et de France s'étant enfin décidés à intervenir en faveur de la liberté si vaillamment défendue depuis six ans, leurs flottes parurent devant Navarin (octobre 1827). Ce fut un beau combat, un Lépante décisif : les brûlots turcs rôdaient autour des navires français ; l'amiral de Rigny, après sommations inutiles, fit feu de toutes ses pièces, et la flotte turco-égyptienne disparut dans un immense désastre.

La Grèce libre ! Voilà Navarin !

L'opinion anglaise fut un peu surprise de l'événement, et l'amiral Codrington fut destitué. Le gouvernement de Londres s'enferma dans une sorte de bouderie. Tant pis pour lui ! La France et la Russie poursuivirent la noble tâche ; le général Maison acheva la délivrance de la Morée et renvoya les Egyptiens chez eux ; les Russes franchirent le Balkan et parurent devant Andrinople, où le sultan dut signer la paix !

Oh ! ce ne fut pas déjà la grande paix que demandaient les morts glorieux, les poètes enthousiastes et le génie immortel de la Grèce : il faudra plus d'un siècle pour y arriver. Ce fut une paix de politique, une paix ménagère d'intérêts égoïstes, une paix qui regrettait presque la victoire.

Pendant trois ans, quatre ans, comme aujourd'hui, les puissances, les grandes puissances cherchèrent à concilier l'existence de la Grèce avec l'équilibre établi : ce qui était, ce qui est comme la quadrature du cercle. La Russie, qui aspirait toujours à descendre à la Méditerranée, ne voulait pas d'une Grèce intégrale, capable de lui être une rivale redoutable. L'Angleterre, établie aux îles Ioniennes, ne voulait pas que la Grèce nouvelle s'étendît sur le rivage qui est en face; elle craignait la contagion de la liberté, et on donna d'abord à la Grèce la frontière ridicule de l'Aspropotamo.

La France seule, avec son premier ministre, le prince de Polignac, vit tout de suite la question hellénique dans toute sa grandeur et dans toute sa beauté épique. Celui-ci proposa aux puissances de rejeter les Turcs en Asie et de reconstituer toute la Grèce en un seul Etat avec les îles et Constantinople. Oui, Constantinople ! Déjà ! Inutile de vous dire que le projet Polignac n'eut aucun succès.

Le traité de Londres du 3 février 1830 ne fit qu'une Grèce étriquée. On lui donnait la vie sans les moyens de vivre...

Mais elle avait une âme vivante, immortelle, à jamais ressuscitée, et capable dès lors de réaliser la Grande Idée, à travers les embûches et les misères de la politique.

VIII

LA FRANCE EN ORIENT

I. — LA GRANDE IDÉE.

Il y a une grande différence et il y a de perpétuels conflits en histoire entre l'idée et la politique. L'idée va droit devant elle, entraînée par la logique des événements et par la toute-puissance des forces morales qui mènent le monde. La politique se traîne, à travers les circonstances quotidiennes, dans les ornières des intérêts particuliers ou nationaux.

Tout de suite l'idée s'est imposée à quiconque que la Grèce doit être refaite dans son intégrité territoriale, que tous les pays qui sont grecs doivent être grecs. Mais la politique s'est jetée sans cesse à la traverse, et elle a retardé par tous les moyens la réalisation de l'idée.

Ce n'est pas que l'idée et la politique soient forcément en contradiction; il arrive qu'elles s'accordent : cela dépend des hommes d'Etat et des peuples aussi. L'idée a des ailes, la politique a des boulets aux pieds. L'homme d'Etat digne de ce nom est celui qui met la politique dans la voie de l'idée et qui s'efforce de la faire marcher du même train. Il y a très peu d'hommes

d'Etat dans l'histoire : en connaissez-vous beaucoup en ce moment ?

Je m'excuse de cette métaphysique ; mais vous avez compris qu'elle pouvait s'appliquer même aux événements contemporains, et vous savez mieux que personne que votre « Grande Idée », l'idée de la restauration totale de votre grande patrie, a rencontré depuis un siècle, de la part de la politique, des obstacles qui maintes fois ont lassé votre patience. Mais vous avez toujours gardé la foi, sûrs que la victoire resterait à l'idée, et voici qu'en effet, heureuse nation, vous allez atteindre le but.

La Grèce eut beaucoup de peine à s'organiser, parce qu'elle était incomplète, parce qu'elle n'avait pas les ressources nécessaires à sa prospérité, même à son existence. Elle traversa de pénibles épreuves et ne fut même pas admise pendant longtemps à se mêler aux affaires de l'Orient ; elle devait, paraît-il, être satisfaite d'avoir obtenu son indépendance, mais elle ne devait pas regarder au delà de la muraille étroite où on l'avait enfermée. Quelle misère ! Et la Grande Idée sans cesse ouvrait ses ailes chargées d'espérance.

Elle ne fut pas admise à s'intéresser à la guerre de Crimée : nation mineure, elle devait s'en rapporter aux lumières des puissances protectrices ; il lui a fallu un siècle pour se débarrasser de ses lisières. Et même n'y en aurait-il pas encore quelques-unes à détacher ?

Mais sans elle ou contre elle, les événements mar-

chaient pour elle. Lors du conflit entre le pacha d'Égypte Méhémet-Ali et le sultan Mahmoud, qui faillit déchaîner la guerre générale en 1840, la Grèce n'eut rien à faire, ni rien à dire. Mais l'aventure se termina par le refoulement de la puissance et de l'ambition de Méhémet-Ali dans les limites de l'Égypte, et, d'autre part, la Convention des Détroits du 15 juillet 1841 enferma la Russie dans la mer Noire : car elle mit la neutralité des Dardanelles et du Bosphore sous la garantie des puissances, c'est-à-dire des grandes puissances. Inutile de vous dire que cette neutralité a été violée toutes les fois que les grandes puissances, ou l'une ou l'autre d'entre elles, l'ont jugé utile, par exemple aussitôt après pendant la guerre de Crimée, ou de nos jours pendant la Grande Guerre. Il y a un certain nombre de chiffons de papier dans l'histoire.

En tout cas, elle marquait, — et cela ne peut pas vous être indifférent, — la suite de la retraite des Russes au nord de la mer Noire. La guerre de Crimée continua la même politique, et Napoléon III l'œuvre de son oncle.

C'est que le tsar Nicolas I^{er} fit dans la direction de la Méditerranée un effort singulièrement vigoureux. Pendant les premières années du XIX^e siècle, pendant qu'à l'époque de notre Premier Empire la France avait été chassée de la Méditerranée par la supériorité des flottes anglaises, la Russie avait pris dans les Lieux Saints de Palestine une situation qui ne s'accordait pas avec le régime des Capitulations.

Napoléon III exigea et obtint de la Porte le rétablissement complet des droits de la France.

Très mécontent, Nicolas I^{er} proposa à l'ambassadeur d'Angleterre une sorte de partage du gâteau ottoman : c'est le fameux entretien du Palais d'Hiver, le 9 janvier 1853. Naturellement le Gouvernement britannique ne se prêta pas à cette conversation.

Alors tout l'Orient trembla sous le tonnerre de la colère du tsar. Le prince Menchikoff, aide de camp général de Nicolas, amiral général de la flotte de la mer Noire, accompagné d'une brillante suite et d'un nombreux personnel, arriva à Constantinople et déposa à la Porte un véritable ultimatum, qui équivalait à l'établissement du protectorat russe sur les populations orthodoxes de l'empire turc, c'est-à-dire en vérité sur la plus grande partie de ses sujets. Le sultan s'assura de l'appui de la France et de l'Angleterre et repoussa les prétentions russes. La guerre éclata.

La Grèce s'émut. Elle avait cependant intérêt à ce que la Russie fût écartée de Constantinople. La France et l'Angleterre bloquèrent le Pirée et prirent la défense de la Turquie : il ne pouvait pas leur convenir de la laisser à la merci du tsar.

Vous savez les événements, l'installation des bases navales et militaires de la France et de l'Angleterre à Gallipoli et à Constantinople, le débarquement des Alliés à Varna, puis en Crimée, le long siège de Sébastopol, et l'enlèvement de la place le 10 septembre 1855.

Nicolas I^{er} était mort. La Russie était hors de combat.

Le Congrès de Paris établit les conditions de la paix.

Il proclama l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Turquie; mais nous allons voir ce que cela signifie, car il faut toujours interpréter le langage diplomatique.

La mer Noire fut déclarée neutre comme les Détroits : il fut interdit aux Russes et aux Turcs d'y entretenir des vaisseaux de guerre et des ports de guerre.

Le Danube fut ouvert à la navigation internationale sous le contrôle d'une commission européenne qui fut installée à Galatz.

La Bessarabie fut enlevée à la Russie et rendue à la principauté de Moldavie.

Nous notons d'abord que la Russie perdait une grande partie des avantages qu'elle s'était assurés depuis le commencement du xviii^e siècle, depuis le temps où Pierre Le Grand envoyait une frégate à Constantinople. Elle était désarmée sur la mer Noire.

Était-ce au profit de la Turquie? Les Turcs, il est vrai, célébrèrent la victoire de Crimée comme si elle leur appartenait, et le fanatisme musulman en fut excité un peu partout, en Algérie, dans le Soudan, dans le Caucase, jusque dans l'Inde et la Chine. En fait, l'échec de la Russie servait l'influence de la France et celle de l'Angleterre en Orient; il en met-

tait les destinées sous la garantie des puissances. Il y consacrait cette « xénocratie » que votre très distingué compatriote, M. Georges Philarétos, a si vigoureusement définie, et dans laquelle on peut voir du moins une transition entre la domination turque, de pure barbarie, et l'émancipation totale des nationalités chrétiennes.

*
*
*

Car, tout en garantissant l'intégrité de la Turquie, la France et l'Angleterre établissaient l'autonomie des principautés danubiennes, Moldavie et Valachie : il paraît que ces deux termes ne sont pas contradictoires.

La Turquie resta donc maîtresse de la Moldavie et de la Valachie. Mais elles eurent le droit d'élire des assemblées nationales, qui eurent le droit d'élire leurs princes. En effet elles eurent d'abord chacune leur assemblée nationale, mais elles s'arrangèrent pour élire le même prince, le colonel Couza ; puis, quand il eut abdiqué, elles n'eurent plus qu'une seule assemblée, qu'une capitale, Bucharest, et elles devinrent la Roumanie, sous le gouvernement du prince Charles ou Carol de Hohenzollern. Il paraît que le dogme de l'intégrité territoriale de la Turquie trouve en tout cela son compte. Soit ! Il ne s'agit que de s'entendre.

En appliquant ce principe à toutes les provinces

de l'empire turc, peut-être arriverait-on à le consolider définitivement.

Ainsi la Serbie avait reçu son autonomie en 1829 dans le temps du traité d'Andrinople. Elle n'en jouissait d'ailleurs pas tranquillement ; elle était déchirée par la rivalité de deux familles acharnées l'une contre l'autre, les Obrenovitch et les Kara-Georgevitch. Elle souffrait aussi de sa petitesse territoriale et de l'insuffisance de ses ressources, car elle était bien loin encore, comme la Grèce, d'avoir réalisé son intégrité : quand le corps est mutilé, sans alimentation, il a la fièvre et s'agite pour vivre.

Cependant il y avait toujours une garnison turque à Belgrade, et, parmi les dissensions qui troublaient le pays, elle reprenait souvent de l'autorité et de l'audace : rien de tel que les querelles intestines pour favoriser l'intervention étrangère. Les rixes étaient fréquentes entre Turcs et Serbes. Le 17 juin 1862, à la suite d'une aventure de ce genre, la garnison turque bombarda Belgrade pendant cinq heures.

« L'Europe » s'émut. La France intervint avec une vigueur particulière et obligea la Turquie à retirer définitivement sa garnison. Cela était-il encore une application de la doctrine de l'intégrité territoriale de l'empire ottoman ? Peut-être, en style diplomatique.

Alors Pierre Kara-Georgevitch, le futur roi Pierre I^{er} de Serbie, faisait ses études à Saint-Cyr, dans notre belle Ecole Militaire, où vous avez actuellement quelques-uns de vos officiers, et il se préparait

à se battre pour la France contre l'Allemagne, déjà ! Illustre carrière, dont nous conservons l'émouvant souvenir !

Ailleurs encore, la France, tout en proclamant le dogme de l'intégrité de l'empire turc, travaillait, par la force des choses et par l'inspiration toute-puissante de son génie, à l'émancipation des populations opprimées.

Le fanatisme musulman commençait de s'exaspérer, à considérer la ruine rapide de sa grandeur. Nous n'en sommes pas encore à l'ère des grands massacres, mais elle approche. Voici, pour l'annoncer, les massacres du Liban ; il y avait là quelques populations chrétiennes, laborieuses, inoffensives, et qui vivaient dans une réelle aisance. Les tribus musulmanes du voisinage, sous les plus vains prétextes, envahirent leurs vallées et, pendant quelques jours, pillèrent et massacrèrent.

La France intervint pour remplir le devoir de protection que lui conféraient les traités ; elle envoya au Liban une division commandée par le général de Beaufort d'Hautpoul. Lorsqu'elle y arriva, les massacres avaient cessé, et l'ordre avait été à peu près rétabli, en toute hâte, par le gouvernement de Constantinople. Du moins les Français apportèrent tout le soulagement possible à ces malheureuses populations, et, après quelques négociations vivement poussées, le sultan promulgua le firman du 9 juin 1861, qui donna au Liban une administration autonome, garantit aux habitants les conditions

essentielles de sécurité et inaugura pour le pays une ère de prospérité et de tranquillité fort remarquable.

Cela non plus sans doute ne changeait rien à l'intégrité territoriale de l'empire ottoman.

*
*
*

Et la Grèce elle-même grandissait, malgré toutes les difficultés et les mauvaises volontés. Ce n'est pas le moment ni le lieu de redire les événements même généraux du règne d'Othon. La Grèce demeura alors comme un enjeu entre les « puissances protectrices », une sorte de champ de bataille de leurs influences rivales. On y distingua un moment le parti des redingotes, que soutenaient les gouvernements de Londres et de Saint-Petersbourg, et le parti des fustanelles, qui s'appuyait sur le gouvernement de Paris. La Grèce était sous le régime de cette « xénocratie » dont nous parlions tout à l'heure et dont il n'est pas sûr qu'elle soit totalement délivrée en ce moment même.

Par réaction toute naturelle contre cette vassalité où la tenaient les grandes puissances sous prétexte qu'elle n'était pas encore majeure, elle prenait conscience de son avenir national. Elle concevait peu à peu la Grande Idée, l'une des plus fortes doctrines nationales qui se rencontrent dans l'histoire contemporaine. Quelle qu'ait été la valeur du règne d'Othon, la Grande Idée demeure l'un de ses propres caractères ; le roi ne cacha pas la forte impres-

sion qu'il en avait, et ce fut une des raisons pour lesquelles les puissances protectrices et surtout l'Angleterre contribuèrent à sa chute en 1862.

La Grande Idée, en effet, agitait plus ou moins les populations helléniques qui n'étaient pas encore rendues à la patrie, rédimées. Et l'Angleterre se rendait compte qu'elle ne pourrait pas garder bien longtemps les îles Ioniennes ; Gladstone, qui avait été un moment chargé de leur administration, avait dû convenir que les habitants de ces îles voulaient être rattachés à leur grande patrie.

Il était donc important que l'Angleterre fût sûre du nouveau roi. Il était question de la candidature du duc Nicolas de Leuchtenberg, petit-fils d'Eugène de Beauharnais, à qui sa naissance assurait l'appui de la France et de la Russie. Le gouvernement de Londres, pour faire passer le candidat de son choix, annonça l'intention de jeter les îles Ioniennes dans le plateau de la balance.

Et il se trouva ainsi maître de l'élection. Même d'abord il triompha trop, et le prince Alfred d'Angleterre fut élu roi ; mais il dut refuser la couronne, le traité de Londres de 1830 ne permettant pas qu'elle fût attribuée à un prince appartenant à l'une des familles régnantes des trois puissances protectrices. La couronne fut offerte ensuite au duc Ernest de Saxe-Cobourg-Gotha, cousin du prince Albert, le mari de la reine Victoria ; il n'accepta pas, ne voulant pas être un commissaire anglais délégué au gouvernement de la Grèce.

Et c'est ainsi que le trône finit par revenir au prince Guillaume de Danemark, beau-frère du prince de Galles, qui fut votre roi Georges. L'Angleterre, d'ailleurs, prétendit lui imposer des « conditions sinistres » : que les îles Ioniennes fussent neutralisées, que la population n'en pût être astreinte au service militaire, que la flotte de guerre hellénique ne pût y entrer ni y séjourner. Elle n'aurait même pas été fâchée d'obtenir que la Grèce tout entière fût réduite à la condition de neutralité, tant elle craignait qu'elle ne grandit trop, si petite qu'elle fût. Gladstone lui-même, pourtant un des esprits les plus libéraux de l'Angleterre, conseillait aux Grecs « de renoncer à leur politique nationale et de se consacrer à l'industrie ».

Le gouvernement de Londres, en vérité, ne cachait pas assez son désir de tenir la Grèce toujours en tutelle. Il est regrettable que vous ne puissiez pas voir dans la restitution des îles Ioniennes un beau geste de pure générosité.

Misérable Politique, toujours occupée de couper les ailes à la Grande Idée !

Même chose en Crète : vous auriez dû l'avoir dès ce moment-là.

La pauvre grande île, si affreusement traitée par les troupes d'Ibrahim-Pacha en 1825, ne pouvait plus supporter le joug des Turcs. Et elle était contre eux en état de continuelle insurrection : en 1841, en 1852, mais en vérité tous les ans, tous les jours que Dieu fait.

En 1866, le soulèvement fut général dans toute la montagne, et il prit tout de suite un caractère d'une gravité sérieuse. Des volontaires y accoururent de partout, de France surtout naturellement ; parmi eux un grand savant, Gustave Flourens. Ce fut une sanglante guerre de trois ans, qui aurait dû se terminer par la libération.

La Grèce y fit tous ses efforts. Notamment elle donna l'hospitalité aux Crétois, qui fuyaient la vengeance des Turcs ; elle en reçut jusqu'à 60 000. Elle organisa des corps de volontaires, comme celui de Petropoulaki, qui s'illustra par de beaux exploits. Elle ravitailla les insurgés tant qu'elle put ; un vaillant petit bateau, *l'Enosis*, ou *l'Union*, fit merveille à cet égard ; il eut souvent maille à partir avec les vaisseaux ottomans, qui surveillaient les abords de l'île, sous le commandement d'un Anglais, Hobart-Pacha.

Ce sont là des épisodes semblables à ceux qui quarante ans après amenèrent l'intervention décisive de la Grèce et l'autonomie de la grande île. On pouvait croire que, dès lors, elle serait arrachée à l'esclavage du sultan ; car partout triomphait le principe des nationalités, qui proclame, au moins en théorie, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Mais les grandes puissances, outre qu'elles n'avaient pas encore admis l'idée d'une Grèce intégralement reconstituée, étaient préoccupées des conséquences de la bataille de Sadowa ; le casque à pointe prussien commençait d'élever sur l'Europe son ombre mena-

çante. Elles ne voulurent pas qu'une nouvelle crise orientale vint compliquer la situation générale déjà assez grave.

Elles obtinrent du sultan un firman de réforme : il y aurait désormais en Crète un vali et un commandant militaire ; le vali serait assisté de deux conseillers, l'un chrétien, l'autre musulman ; les gouverneurs des sandjaks seraient moitié chrétiens, moitié musulmans ; il y aurait un conseil général de représentation de l'île, avec quelques éléments chrétiens. Ce firman n'avait rien de satisfaisant, puisqu'il laissait toute suprématie aux musulmans dans un pays en grande majorité chrétien.

La Grèce ne fut pas contente ; les relations diplomatiques furent rompues avec la Turquie le 2 décembre 1868 ; mais les puissances lui adressèrent en janvier 1869 une notification très ferme qui lui rendit impossible toute action, et la pierre du tombeau retomba sur la malheureuse Crète.

*
*
*

La Politique contre l'Idée !

Où donc alors se réfugiait la Grande Idée ? Où donc trouver, parmi ces intérêts mesquins, la large inspiration philhellène et les espoirs consolateurs ?

Le Gouvernement français, à l'instigation d'un intelligent ministre de France, M. Piscatory, avait fondé, quelques vingt ans auparavant, l'École d'Athènes. Les Anglais en avaient été émus et y

avaient vu une entreprise de jésuites : tant pis pour eux ! M. Piscatory avait dit aux jeunes gens que la France envoyait auprès de vous : « Croyez-moi, ce n'est pas avec la sèche raison d'une critique sans flamme qu'il faut juger un corps vigoureux et troublé, encore malade d'une longue convulsion... Les Grecs sont dignes de votre sympathie. Par sa beauté physique, par sa richesse intellectuelle, cette race supérieure reste la première nation du monde. Ayez pour elle une véritable idolâtrie. »

Voilà l'Idée, la Grande Idée. Elle était en marche désormais, et rien ne pouvait plus l'arrêter.

IX

LA FRANCE EN ORIENT

II. — LA RÉFORME TURQUE

Me voici arrivé à un sujet délicat, par le temps qui court, celui de la réforme turque.

A cette occasion, la politique de la France peut paraître quelquefois assez contradictoire : à Navarin, elle coule la flotte turque avec le concours des Russes ; à Sébastopol, elle défend la Turquie contre les Russes. Nous verrons, nous avons déjà vu les raisons réalistes de ces variations.

Notons pour l'instant que l'action de la France est déterminée depuis des siècles par deux traditions, qui sont devenues pour elle comme des lois, la tradition des Croisades et celle des Capitulations conclues au xvi^e siècle avec la Porte.

Ce n'est pas qu'elles soient historiquement inconciliables : les Capitulations ont eu pour principal objet et résultat la protection des chrétiens de l'empire turc, ceux que les Croisades n'avaient pas pu délivrer.

Et depuis, la France est devenue une grande puissance musulmane ; nous avons eu, dans la grande

guerre qui vient de finir, des soldats musulmans d'un héroïsme incomparable ; ils ont conquis avec leur sang leur droit de cité chez nous ; nous avons pour eux une affection profonde : nous ne les distinguons plus des autres Français dans notre grande patrie.

Faut-il aller plus loin, et me permettez-vous d'appeler votre attention sinon votre sympathie sur l'expérience laïque que poursuit la France depuis des siècles. « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu, » disait Jésus. La République Française s'efforce de séparer la politique de la religion et de mettre toute foi à l'abri, au sanctuaire impénétrable de la conscience ; elle s'efforce de n'avoir plus en politique aucun mobile religieux, ou catholique, ou protestant, ou israélite, ou musulman ; dans notre enseignement de l'Université de France, nous nous interdisons tout souci, toute arrière-pensée d'ordre confessionnel ; nous nous efforçons non seulement de pratiquer la « tolérance », — le mot et la chose nous semblent insuffisants, — mais de *comprendre* toutes les croyances, toutes bonnes et respectables, croyons-nous, en proportion de leur sincérité... Cette profession de foi, si j'ose dire, étant faite ici pour tâcher de vous faire connaître comment la France contemporaine a pu entreprendre et espérer d'instruire les Turcs dans les mœurs et dans les lois de la société civilisée.

Tâche impossible, direz-vous, après tant de massacres ! Observons seulement qu'au temps où l'influence française était établie à Constantinople il n'y avait pas de massacres. Et la Grèce elle-même, la Grèce

esclave, n'a-t-elle pas pendant des siècles travaillé à l'éducation des Turcs et à la meilleure administration de leur empire ? Qui sait si un jour, un jour prochain, vous n'y continuerez pas l'œuvre commencée par la France ?

En attendant, voici la généreuse expérience que nous y avons tentée.

La Révolution de 1789, notre grande Révolution, avait eu beaucoup d'écho à Constantinople ; on y vit des clubs jacobins, on y dansa la *Carmagnole*, on y chanta le *Ça ira*, et le sultan Sélim III entra d'assez bonne heure en relations avec le gouvernement de la Convention. Soucieux peut-être de régénérer son empire pour le sauver de la conquête russe imminente, il y entreprit des réformes. Il avait en particulier beaucoup à se plaindre des janissaires, devenus un danger, et non plus une force, pour la Porte, à cause de leurs exigences et de leur esprit d'indiscipline. Il n'osa pas les supprimer, il commença seulement de les remplacer par une « nouvelle organisation », celle du *nizam*, avec des instructeurs français. Ces nouvelles troupes montrèrent de la bonne volonté et de la vaillance lors de la tentative anglaise de février 1807, et le sultan put y fonder quelques espérances.

Mais les janissaires se fâchèrent ; ils furent soutenus par les ulémas, les docteurs de la loi musulmane, qui voulaient que l'on restât fidèle au Coran et réprouvaient les réformes d'inspiration occidentale. Sélim fut renversé le 27 mai 1807 ; Constantinople connut quelques mois de troubles graves, jusqu'à l'avènement de Mah-

moud II, qui, après quelques années de préparation, reprit la politique de réforme inaugurée par Sélim.

En 1826, il eut le courage et la force d'abolir la milice des janissaires. La voie était ainsi plus dégagée. Il était temps d'ailleurs ; l'insurrection de la Grèce obligeait le sultan à considérer avec appréhension l'avenir même de la Turquie. L'exemple du pacha d'Égypte Méhemet-Ali était particulièrement instructif. Qui sait ? Le sultan songea peut-être aussi à Pierre le Grand, qui, en adoptant les institutions de l'Occident, avait donné à la Russie une puissance formidable.

Et c'est ainsi que Mahmoud II inaugura la politique qu'on a appelée désormais le *Tanzimat*, ou la Réforme. Il mourut en 1839, sans y avoir fait de grands progrès, au milieu de la crise née de son conflit avec Méhémet-Ali, au moment où son armée était battue et sa flotte livrée à son adversaire. La Turquie menacée de mort, il était temps de la réformer à fond, et les puissances européennes ne voulaient plus la protéger et garantir sa durée qu'à cette condition. Ce fut donc le propre caractère des règnes d'Abd-ul-Medjid et d'Abd-ul-Aziz.

Le 3 novembre 1839, sous l'inspiration du grand vizir Rechid-pacha, le nouveau sultan, Abd-ul-Medjid, au kiosk de Gulhané, promulgua la Charte des libertés nouvelles. Ce fut une très imposante cérémonie, en présence des grands officiers et des ministres, des ulémas, des députés des autres communautés religieuses de l'Empire, du personnel diplomatique où

l'on remarquait le prince de Joinville, fils du roi Louis-Philippe. Elle fut annoncée par cent coups de canon, précédée d'une prière, de l'observation du ciel par un astrologue. Puis le sultan fit donner lecture d'un hattî-shérif qui constituait une véritable charte constitutionnelle.

Il promettait de garantir à ses sujets de toute religion la sécurité de leur vie, de leur honneur, de leur fortune, d'abolir la ferme de l'impôt, les confiscations, les monopoles. Un peu plus tard, à Métélin, devant le clergé grec, arménien, israélite de Smyrne, Chio et Cavale, un ministre du sultan, Riza-pacha, disait en son nom : « Musulmans, chrétiens, israélites, vous êtes tous les sujets d'un même empereur, les enfants d'un même père. Le souverain tient la balance égale pour tous. »

Ce n'était que des affirmations de principe ; il y eut pourtant aussi des applications intéressantes ; la réforme militaire, commencée par la destruction des janissaires, fut poursuivie en septembre 1843 par l'institution du nizam. On pressa l'ouverture des écoles « nécessaires pour qu'on y puise les sciences et les principes des arts et de l'industrie ». On améliora quelque peu l'administration provinciale.

Il y avait chez quelques ministres du sultan une évidente sincérité et une bonne volonté louable. La tâche était d'ailleurs extrêmement difficile, non seulement par l'opposition des ulémas et de ceux qu'on allait appeler les Vieux-Turcs, mais aussi et surtout par l'opposition de certaines grandes puissances inté-

ressées à empêcher la guérison de « l'homme malade ». Il suffit de citer la Russie, où le tsar Nicolas I^{er} ne craignait pas de dire : « Il faut abattre l'arbre pendant qu'il est encore frêle. »

Et l'on sait que ce fut en effet le principe de la guerre de Crimée.

Lorsque le Congrès de Paris se réunit, les « puissances » attirèrent l'attention du gouvernement turc sur l'insuffisance des réformes. La Porte leur donna de nouvelles assurances, dont elles voulurent bien « constater la haute valeur ». Ce fut le hattî humayoun du 18 février 1856 : « Les garanties promises de notre part à tous les sujets de l'Empire par le hattî-humayoun de Gulhané et les lois du Tanzimat, sans distinction de classe ni de culte, pour la sécurité de leurs personnes et de leurs biens, et pour la conservation de leur honneur, sont aujourd'hui confirmées et consolidées, et des mesures efficaces seront prises pour qu'elles reçoivent leur plein et entier effet. »

Pur verbalisme. Cependant quelques réalisations furent assurées sous le nouveau sultan, Abd-ul-Aziz, par les grands-vizirs Ali-pacha et Fuad-pacha.

Les vilayets reçurent une organisation administrative plus régulière ; ils eurent des conseils en partie élus, mais de manière à laisser toujours la suprématie aux communautés musulmanes, même où elles n'avaient pas la majorité de la population. Exemple : le sandjak d'Andrinople, 4000 musulmans, 60000 chrétiens, eut un conseil administratif composé de 11 musulmans et de 3 chrétiens.

En 1868, le sultan créa un Conseil d'Etat, avec des attributions législatives qui en faisaient une sorte de Parlement. Il y appela une forte proportion de conseillers chrétiens, disant, en ouvrant ses séances le 10 mai : « Je compte faire appel à toutes les capacités comme à toutes les nationalités ; Syriens, Bulgares, Bosniaques seront ici comme en un centre commun et deviendront les auxiliaires de mes ministres. » Le président du Conseil d'Etat fut Midhat-pacha, un personnage très éclairé et très convaincu que les réformes les plus sérieuses étaient indispensables au salut de l'empire ottoman.

Il y eut aussi une haute cour de Justice, composée de musulmans et de chrétiens et répondant au dogme de la séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire.

Mais la réforme véritable de la Turquie était moins une question d'institutions que d'éducation. On le comprenait en France, et qu'il fallait transformer la mentalité même des vainqueurs et des vaincus, des maîtres et des sujets, et leur inculquer dès l'enfance, aux uns et aux autres, le sentiment de la tolérance, quelque chose de l'esprit laïque où nous nous efforçons nous-mêmes.

Malgré la défense formelle du Coran, le sultan Abdul-Aziz avait quitté la Turquie pour aller visiter l'Exposition Universelle de 1867. A cette occasion, le Gouvernement français lui avait fait connaître ses vues sur l'application du hatti-humayoun de 1856 et lui avait recommandé notamment le développement du système de l'instruction publique en dehors de l'action

des docteurs de l'islam, ce que nous appelons l'enseignement laïque.

Ces vues furent adoptées par le Gouvernement turc, et l'on essaya, de bonne foi sans doute, l'organisation d'un enseignement dégagé de toute confession religieuse et ouvert ensemble aux jeunes gens de toutes les races de l'Empire. Sous la haute direction du ministre des Affaires étrangères Fuad-pacha, et de l'ambassadeur de France, selon le programme tracé par Victor Duruy, fut fondée une grande école secondaire, accessible à tous les sujets de l'empire ottoman, gérée par des professeurs européens enseignant en français : le symbole de l'action de la France apprenant en sa langue aux peuples de l'Orient les éléments de la civilisation occidentale.

Ce fut le Lycée de Galata-Seraï, ouvert le 1^{er} septembre 1868. Il excita aussitôt de vives oppositions, toutes celles que suscitait naturellement l'esprit d'intolérance, celles aussi des rivaux, comme les Russes, qui se moquèrent de cette Babel universitaire où l'on prétendait produire une harmonie avec la cacophonie de toutes les langues slave, grecque, turque, hébraïque.

Le Lycée n'en eut pas moins aussitôt le plus grand succès ; dès 1869, il comptait plus de 600 élèves ; et ils s'entendaient bien ; ils oubliaient leurs querelles traditionnelles ; ils offraient déjà le « vivant spécimen de ce que l'empire serait un jour ». On comptait qu'ils seraient bientôt pour tout l'empire une pépinière de fonctionnaires honnêtes, éclairés et tolérants. On son-

geait à étendre l'institution, à fonder sur ce modèle tout un système d'établissements provinciaux.

Une belle expérience d'éducation : « Quelle est, disait notre Michelet, la première condition de la politique? L'éducation. — Et la seconde? L'éducation. — Et la troisième? L'éducation. »

Cependant les ingénieurs français dressaient des projets de voies ferrées à travers la péninsule des Balkans. Ce n'était pas encore le chemin de fer de Bagdad; mais il fallait bien commencer par le commencement, et l'on comptait que la pénétration économique à travers la Turquie contribuerait pour une grande part à la transformation qu'il s'agissait d'y opérer : on y rêvait un bel avenir de paix laborieuse.

*
*
*

Car jamais la France n'avait été plus puissante dans les pays de la Méditerranée, et son génie libéral paraissait capable de leur rendre bientôt l'éclatante prospérité d'autrefois.

Napoléon III venait d'assurer l'indépendance de l'Italie, après les victoires de Magenta et de Solférino. La conquête de l'Algérie s'achevait avec la récente soumission des Kabyles. Depuis la guerre de Crimée, il était naturellement très écouté à Constantinople, et, par l'impératrice Eugénie, qui était d'origine espagnole, il avait les meilleures relations avec la cour de Madrid.

Il portait des soins particuliers à la transformation

et à la régénération de l'Égypte. Mariette-bey, un très modeste professeur du collège de Boulogne, arrachait le *Serapeum* au mystère des sables et évoquait l'Égypte des Pharaons. Mais surtout Ferdinand de Lesseps la ressuscitait d'autre manière.

Quelle belle fête que celle de l'inauguration du Canal de Suez, le 18 novembre 1869 ! Toute l'Europe officielle était là ; il y avait, avec le khédivé Ismaïl, l'empereur d'Autriche François-Joseph, le kronprinz de Prusse, le prince et la princesse des Pays-Bas ; 130 navires, dont 50 vaisseaux de guerre. La cérémonie fut présidée, en l'absence de l'empereur des Français, malade, par l'impératrice Eugénie, à bord du grand yacht impérial *l'Aigle*. Elle entra la première dans le canal ; elle se tenait à la proue de son navire ; le passage était barré par le simulacre d'un ruban de soie tendu d'une rive à l'autre, que l'impératrice coupa avec des ciseaux d'or, ouvrant au commerce universel la plus grande route du monde.

Il importait qu'il y eût une figure de femme pour symboliser ce grandiose événement. L'impératrice Eugénie, image de la France, y apparaît comme ces divinités bienfaitrices qui jadis apportaient la fortune parmi les hommes.

Cette merveilleuse époque romantique, avant les rudes années de l'hégémonie allemande, semblait annoncer comme un âge d'or. La France, qui avait annoncé la bonne nouvelle de la révolution démocratique, avait produit depuis 1815 une philosophie sociale qui s'efforçait de fonder l'exploitation des richesses de la

terre sur l'association fraternelle des travailleurs. Nous avons eu alors en France, avec l'Ecole Saint-Simonienne, un magnifique effort d'organisation économique, toute une pléiade de penseurs, les Enfantin, les Fourier, les Cabet, les Proudhon, qui ne voulaient voir la solution du problème social que dans l'harmonie et la collaboration des classes.

L'amour seul est fécond, et non pas la haine ; toute oppression est stérile, la liberté est infiniment productive. Il faut rapprocher et associer tous les travailleurs d'une même nation dans l'œuvre de l'aménagement de ses ressources. Il faut rapprocher les nations en multipliant les voies de communications, les chemins de fer, les canaux, en traversant les montagnes par des tunnels, en coupant les isthmes. Il faut appliquer tout le travail possible, dans la fraternité du labeur, à extraire du *Globe* toutes les richesses que le Créateur y a mises en réserve. Il y a sur la terre bien plus de trésors, agricoles ou miniers, qu'il n'en faut pour le bonheur de toute l'humanité, pour y réaliser le paradis du travail récompensé.

Avant les mortelles doctrines du socialisme allemand, de la haine des classes, de l'écrasement des faibles par les forts, voilà où s'efforçait le socialisme français. Voilà l'Évangile social que la France annonçait au monde, et nous reprenons maintenant, après le cauchemar de la sanglante guerre, la bonne nouvelle de l'harmonie des classes, de la libération de toutes les nations et de toutes les races, de l'unanime concorde. En vérité, veuillez considérer sous

cette inspiration les événements de la vie politique dans la France d'aujourd'hui : il y a là un effort immense d'où vont sortir pour le monde les doctrines de salut.

Mais d'abord il nous fallut passer par Sedan, puis par cinquante années de paix armée, de haines nationales et sociales, couronnées par une guerre atroce; le monde fut d'abord livré à l'hégémonie de la Prusse.

LA POUSSÉE ALLEMANDE

I. — LA POLITIQUE ORIENTALE DE BISMARCK

La France demeura quelque temps atterrée sous le coup du désastre de Sedan. Elle se contracta sur elle-même et eut des renoncements regrettables.

Je n'en connais pas de plus malheureux que celui qui lui fit laisser l'Égypte aux Anglais. Car l'Angleterre n'avait nul droit de s'installer en Égypte. En fait elle n'a aucun droit sur la Méditerranée ; elle n'est pas une puissance méditerranéenne.

Quant à l'Égypte, c'est à la France qu'il appartenait d'en conduire provisoirement les destinées, jusqu'au jour de sa maturité politique et économique ; l'Égypte est toute nourrie de souvenirs français depuis notre grand roi saint Louis, le plus grand des rois, puisqu'il était un roi juste, jusqu'à Bonaparte, dont le génie réveilla d'un seul coup les « quarante siècles » de l'histoire des Pharaons. C'est un Français, Champollion le Jeune, qui a déchiffré le secret des hiéroglyphes et permis ainsi de relire sur les monuments toute l'histoire de l'ancienne Égypte. C'est un Français, Mariette-pacha, qui a commencé de retrouver les

palais et les temples enfouis dans le sable; l'égyptologie est une science essentiellement française. C'est un Français, Ferdinand de Lesseps, qui a ouvert la route du canal de Suez et remis ainsi l'Égypte sur le chemin du commerce universel.

Il est impossible de séparer l'histoire de l'Égypte de celle de la France.

Vous savez comment nous y avons été supplantés par les Anglais. Après avoir tout fait pour empêcher la construction du canal de Suez, ils achetèrent les 177 000 actions que le khédivé Ismaïl abandonna par besoin d'argent et se trouvèrent propriétaires de presque la moitié des actions du canal; ils eurent ainsi un intérêt direct à la bonne administration de l'Égypte. Lorsque les dilapidations du khédivé amenèrent sa chute en 1879 et qu'il fallut intervenir pour régulariser les finances du pays, il y eut un contrôleur français et un contrôleur anglais : c'est ce qu'on appela le condominium anglo-français.

Et vous rappelez-vous comment ce condominium se termina par l'expulsion de la France ? C'était en 1882; contre le protectorat étranger, un puissant parti national se forma en Égypte; des conflits graves éclatèrent où les Européens, commerçants ou industriels, furent molestés, maltraités. La France et l'Angleterre envoyèrent des navires de guerre devant Alexandrie; les troubles redoublèrent. Les vaisseaux anglais bombardèrent la ville, des troupes anglaises y débarquèrent.

La France refusa de prendre part à ces mesures de

violence; un grand orateur, vous le connaissez bien, se leva au Parlement français pour s'opposer à toute intervention de son gouvernement par de tels moyens, rappelant que « la République française ne peut attenter à la liberté d'aucun peuple ». C'est à la suite d'un magistral discours de Clemenceau, votre grand ami, que la France laissa à l'Angleterre la besogne ingrate de « rétablir l'ordre » en Egypte.

Et depuis, l'Angleterre s'est maintenue en Egypte parce qu'elle en a besoin pour assurer ses communications avec la mer Rouge et avec son empire de l'Inde. Quant à l'Egypte, elle n'a pas oublié le désintéressement de la France, et, nous du moins, nous n'y avons pas d'ennemis.

Pourtant beaucoup de Français ont regretté, regrettent amèrement les événements et les circonstances qui ont amené l'établissement de la domination anglaise en Egypte : une des conséquences de notre désastre de 1870 ; l'action de la France fut comme effacée sur beaucoup de points de la terre, et l'on ne tarda pas à s'en apercevoir partout ; car ce fut souvent au profit de l'influence et des ambitions allemandes, et le monde ne manqua pas d'en souffrir.

Un des faits essentiels de la dernière période contemporaine, jusqu'à la grande guerre, un des plus surprenants, un des plus contraires à l'évolution normale de l'histoire, ce fut la poussée allemande en Orient : ce que les Allemands appellent le *Drang nach Osten*. Qui aurait pensé, il y a cinquante ans, que l'Allemagne deviendrait si vite une puissance orientale

et se chargerait de la construction du chemin de fer de Bagdad : les casques à pointe dans la capitale des califes ?

Ce fut le fruit des victoires de Sadowa et de Sedan. Car les victoires ont toujours des fruits inattendus ; nous allons le voir tous ensemble d'un jour à l'autre maintenant.

Voici le déroulement inéluctable des faits.

La France vaincue, il ne fut plus question en Orient de tolérance, d'éducation, d'harmonie ; la belle lumière qu'elle avait essayé d'allumer s'éteignit, et, permettez-moi cette phrase, l'Orient fut plongé pour un demi-siècle dans les ténèbres de la barbarie. Tous les fanatismes, un moment apaisés, se redressèrent et s'affrontèrent.

Dès nos premières défaites, le chancelier russe Gortchakoff déclara qu'il n'observerait pas plus longtemps le traité de Paris qui avait mis fin à la guerre de Crimée, et que dès lors la Russie ne respecterait plus la liberté de la mer Noire : un chiffon de papier. Tout de suite, des vaisseaux de guerre russes furent installés sur les côtes de cette mer, et les prétentions russes visèrent de nouveau Constantinople. Les lauriers de Bismarck empêchaient le chancelier Gortchakoff de dormir ; comme le grand ministre prussien avait réalisé l'unité allemande et préparé l'avènement du pans germanisme, Gortchakoff voulut réaliser la doctrine du panslavisme sur toute la péninsule des Balkans, et il eut la naïveté de croire que Bismarck lui donnerait son concours.

Alors une agitation universelle souleva la péninsule des Balkans ; la propagande panslaviste, conduite par l'ambassadeur russe, général Ignatieff, fut poussée partout avec une extrême vigueur, par des instituteurs, des agents commerciaux, des moines et prêtres orthodoxes. En peu d'années, les populations chrétiennes encore sujettes du sultan furent prêtes pour l'insurrection ; elle éclata en Bosnie dès 1875 et fut aussitôt soutenue par la Serbie. Le grand jeu commençait.

Tout fanatisme éveille le fanatisme contraire ; toute exaltation est contagieuse. Les Turcs réagirent de même sorte ; le sultan Abd-ul-Aziz, considéré comme trop faible à l'égard des puissances chrétiennes, fut déposé et « suicidé ». Le trône revint bientôt après à celui qui allait être le dernier des sultans de Constantinople, car, en vérité, ceux que nous connaissons depuis une dizaine d'années n'ont pas une réelle existence politique : je veux dire Abd-ul-Hamid II, un des personnages les plus caractéristiques de l'histoire ottomane, une personnification remarquable des violences et des astuces de la race.

Dès avant son avènement, les Turcs avaient commencé, selon leur coutume, de répondre aux insurrections par des massacres. Ce furent les massacres de Bulgarie ; depuis, vous avez connu les massacres bulgares. — L'Europe s'émut, lentement, mais enfin elle s'émut ; et les ambassadeurs des grandes puissances à Constantinople se mirent à délibérer, à étudier des plans de réformes capables d'assurer la liberté et la sécurité des populations chrétiennes, tout en res-

pectant la complète souveraineté du sultan sur ses Etats : bref, quelque chose comme la quadrature du cercle.

Comme les ambassadeurs des grandes puissances européennes étaient assis autour du tapis vert de la conférence et s'efforçaient lentement, lentement, de mettre sur pied quelque chose, toutes les rues de la ville retentirent tout à coup du bruit des salves d'artillerie et des proclamations des hérauts ; c'était le 26 décembre 1876. Le nouveau sultan annonçait au monde la constitution qu'il avait décidé de donner à ses sujets, et qui « inscrivait dans les fastes de l'Empire ottoman une date ineffaçable ». En effet la constitution nouvelle établissait un conseil de ministres responsables, une Assemblée générale composée de deux chambres, un Sénat nommé par le gouvernement et une Chambre de députés élus par tous les habitants de l'Empire ; elle garantissait la liberté de la presse et des réunions, instituait l'inamovibilité de la magistrature et l'enseignement primaire obligatoire. Elle était « un acte réel et formel devenu la propriété de tous les Ottomans par la volonté de Sa Majesté le Sultan » ; elle allait « fonder à jamais le règne de la liberté, de la justice et de l'égalité, c'est-à-dire le triomphe de la civilisation ».

Ainsi parlait son auteur Midhat-pacha, qui venait d'être appelé au grand vizirat. C'était le couronnement du *Tanzimat*, de la Réforme.

La conférence des ambassadeurs interrompit donc aussitôt ses laborieuses délibérations. Sans doute la

proclamation de la Constitution n'avait pas eu d'autre but, dans la pensée du sultan. Car elle n'eut pas même un commencement d'exécution, et quelque temps après Midhat-pacha, disgracié, exilé, était mystérieusement assassiné. On commença de connaître ce qu'était le sultan Abd-ul-Hamid II.

Les grandes puissances furent bien obligées d'intervenir. Ce fut la Russie qui en profita ; au nom de l'Europe, elle se chargea de punir le sultan qui l'avait trompée et bafouée. Et ce fut la guerre de 1877.

Ce n'est pas ici le moment d'en refaire le récit.

Chacun sait que l'armée russo-roumaine, après avoir franchi le Danube, rencontra une remarquable résistance militaire de la part des Turcs, et notamment à Plevna, de la part d'Osman-pacha, mais qu'enfin tous obstacles furent renversés et que le généralissime russe, grand-duc Nicolas, arriva devant Constantinople, à San-Stefano, et qu'il y dicta des préliminaires de paix auxquels le sultan dut souscrire aussitôt.

La victoire de la Russie était complète ; il semblait que ce fût le couronnement de toutes les ambitions qu'elle avait nourries depuis Pierre le Grand, qu'elle eût ouvert définitivement « le chemin de Byzance ». En effet, par le traité de San Stefano, elle détruisait la Turquie d'Europe, à peu près comme viennent de faire les puissances victorieuses, et n'y laissait au sultan que tout juste Constantinople et les Dardanelles. Elle instituait, ou plutôt elle inventait une grande Bulgarie, qui, sous son protectorat, s'étendait jusqu'à la mer Egée sur une grande longueur de

ses rivages, en dépit de leur caractère évidemment grec.

Ses historiens, ses géographes, ses hommes politiques, tous ceux aussi de la Bulgarie, démontrèrent, selon les méthodes d'une propagande plus habile que scientifique, que toute la Macédoine était bulgare, sauf peut-être quelques malheureuses familles qui dissimulaient leur bulgarisme foncier sous une légère couche d'hellénisme : une des plus audacieuses campagnes de déformation linguistique et ethnique que l'histoire contemporaine ait enregistrées, et elle en a connu plusieurs !

Et donc la Russie et son avant-garde la Bulgarie étaient fortement établies sur la Méditerranée. Et le chancelier Gortchakoff se couronnait de lauriers.

Mais... — car il y eut quelques *mais*, — l'Angleterre refusa de reconnaître le traité de San Stefano, les destinées de l'empire ottoman ne pouvant être réglées par la seule Russie, qui n'avait en effet agi et vaincu qu'au nom de l'Europe. Et, pour être en position de le mieux démontrer, l'Angleterre, qui avait amené ses navires de guerre jusque dans la mer de Marmara, se fit céder Chypre par le sultan. Nous n'appellerons pas cela un pourboire, mais, plus honnêtement, un gage. Nous sommes d'ailleurs bien convaincus que l'Angleterre n'a jamais eu l'intention de garder cette belle île, si magnifiquement grecque, et qu'elle attend avec impatience l'occasion de la rendre à la Grèce, selon la volonté même des populations. Ce lui fut d'abord un excellent observatoire pour suivre les événements de l'Orient.

Mais — car voici un autre *mais* — l'Autriche-Hongrie refusa de reconnaître le traité de San Stefano ; il ne lui plaisait pas que son expansion vers les Balkans fût bloquée par le panslavisme, qui d'ailleurs ne manquerait pas de soulever dangereusement ses propres populations slaves. Et elle se mit en état de mobilisation.

Et la Russie fut obligée de considérer l'éventualité d'une guerre générale. Or, elle avait eu assez de peine à se tirer de la guerre turque pour ne pas continuer sur nouveaux frais. Dans ce cruel embarras, elle compta sur l'amitié de l'Allemagne et accepta les bons offices du prince de Bismarck ; car, absolument désintéressé, — « la question d'Orient, disait-il, ne vaut pas les os d'un grenadier poméranien, » — il pouvait, lui seul, être « l'honnête courtier » entre les intérêts opposés.

Il mena toute cette affaire avec une maîtrise incomparable. Nous ne croyons pas qu'il y ait dans toute sa carrière une manifestation plus éclatante de son génie, car il avait une sorte de génie.

En quelques jours, le traité de San Stefano fut déchiré et remplacé par le traité de Berlin, qui ne lui ressemble en aucune manière. Car la Turquie fut reconstituée et garda la Thrace et la Macédoine, rejoignant ainsi l'Albanie ; elle garda même la Roumélie orientale, de Philippopoli, sous un gouverneur chrétien.

Il y eut bien une principauté de Bulgarie ; mais elle fut remise à sa place, entre le Danube et le Balkan

tout simplement, et, vassale nominale du sultan, elle fut organisée sous la garantie de l'Europe, et non pas de la seule Russie.

La Russie obtint la Bessarabie, enlevée à la Roumanie, qui reçut en échange les plateaux marécageux de la Dobroudja. La Roumanie, qui avait partagé avec la Russie le poids de la guerre et qui avait très vaillamment contribué à la victoire, en éprouva une très vive et naturelle irritation et ne tarda pas à le faire connaître.

La Russie était écartée ou s'écartait elle-même du chemin de Byzance; de hautes barrières, qu'elle avait un moment renversées, se redressaient devant elle : la Turquie, la Bulgarie qui se déchargea fort vite du fardeau de la reconnaissance, la Roumanie mécontente; et derrière elles, l'Europe, c'est-à-dire l'Angleterre, l'Autriche-Hongrie, et, comme on va le voir, l'Allemagne.

*
* *

Car, en un moment, et sans coup férir, le prince de Bismarck avait rejeté la Russie victorieuse au delà de la mer Noire, et il ouvrait la carrière, largement, au *Drang nach Osten*.

C'est ce qu'il nous reste à suivre, et l'on sent que nous sommes déjà aux origines de la Grande Guerre.

Le traité de Berlin mettait fin à l'alliance des Trois Empereurs : entre ses deux alliés, l'Empereur de

Russie et l'Empereur d'Autriche, Bismarck avait été obligé de choisir, et de choisir l'Autriche-Hongrie.

L'Autriche, vaincue à Sadowa, avait pu garder jusque-là quelques velléités de revanche et quelque intention de reprendre un jour en Allemagne son ancienne prépondérance. Désormais, elle y renonçait, y laissait les Hohenzollern tout-puissants et s'abandonnait à la « vocation orientale » annoncée par son nom même. Elle obtenait au traité de Berlin l'administration, pour vingt-cinq ans, de la Bosnie et de l'Herzégovine, et l'occupation militaire du sandjak de Novi-Bazar, au cœur même de la péninsule des Balkans, sur le chemin de Salonique. Dans ces conditions, elle pouvait s'allier formellement avec l'Allemagne; ce fut chose faite dès 1879. La *Duplice* était fondée.

L'adhésion de l'Italie, en 1882, la transforma en *Triplique*, qui fut pour trente ans la principale constellation au firmament diplomatique de l'Europe. L'Italie y fut entraînée par des circonstances qui lui firent perdre quelque temps la conscience de ses traditions nationales; elle craignit ou affecta de craindre que la France ne lui reprit Rome pour la rendre au Pape, et surtout elle ne fut pas contente de l'établissement du protectorat français en Tunisie qu'elle se réservait sous prétexte que Rome avait pris Carthage en 146 avant Jésus-Christ. En vérité elle espérait que la France, vaincue à Sedan, demeurerait accablée par sa défaite et renoncerait à la défense de ses intérêts méditerranéens. Grave erreur de psychologie et de

sentiment ! L'Italie renonça à ses revendications les plus chères ; elle abandonna ses terres irrédimées, Trente et Trieste ; elle mit sa main dans celles des pires ennemis de la latinité ; elle trahit, en vérité, la civilisation méditerranéenne, en en livrant l'avenir aux influences germaniques dont elle avait elle-même souffert pendant tant de siècles. M. Crispi alla demander les leçons de Bismarck à Friedrichsruhe. L'Italie fut attachée à la droite du char allemand roulant triomphalement vers Constantinople et Bagdad.

A la gauche du char impérial, la Roumanie, gouvernée par un Hohenzollern, le couvrit contre la Russie dont elle avait tant à se plaindre. Et elle signa en 1884 une convention militaire avec les Empires centraux.

Et nous voici dans les Balkans : *Drang nach Osten*. Traversons le Danube.

La Serbie était menacée dans son existence même par l'établissement austro-hongrois en Bosnie-Herzégovine jusqu'à Novi-Bazar. Elle était comme enserrée dans un étau et déjà étranglée : il suffit de regarder la carte pour s'en convaincre. Mais les Obrénovitch, qui régnaient alors à Belgrade, y consentaient et passaient peu à peu, de bonne grâce, sous la tutelle et dans le vasselage de l'Autriche-Hongrie.

La Bulgarie se débarrassa très vite de l'occupation militaire russe et prit pour prince un Allemand, Alexandre de Battenberg, qui lui donna une forte conscience de son indépendance nationale et une organi-

sation militaire déjà remarquable. En 1885, la Roumélie orientale chassa son gouverneur ottoman et se réunit à la Bulgarie. Alexandre de Battenberg fut « prince des deux Bulgaries ». La Serbie prétendit empêcher cette rupture de « l'équilibre balkanique » ; elle se fit battre à Slivnitza, Pirot, Nisch, et il fallut une intervention de l'Europe pour arrêter les progrès de la jeune armée bulgare. Le prince de Battenberg n'en fut que plus indépendant à l'égard de la Russie libératrice. Le tsar Alexandre III le fit enlever dans son palais même, à Sofia, et l'obligea à abdiquer. Sous la violente dictature de Stambouloff, la Bulgarie acheva de se détacher de la Russie. Et, en 1877, quand il s'agit de donner un successeur à Alexandre de Battenberg, le Sobranié bulgare élut, contre le candidat russe, prince de Mingrèlie, Ferdinand de Saxe-Cobourg, officier de l'armée austro-hongroise, d'origine allemande. La Bulgarie allait donc à son tour entrer dans les voies de l'Allemagne.

Et la Grèce ? La pauvre Grèce se débattait dans l'impuissance, et la Grande Idée était de trop noble nature pour obtenir les suffrages de la politique. Tout de même, après le traité de Berlin, et grâce au concours diplomatique de la France, la Grèce fut agrandie de la Thessalie : un pas sur le chemin de Salonique. Mais aussi en 1892, le roi Georges maria son fils aîné, le diadoque Constantin, avec Sophie de Prusse, sœur du Kaiser, et cela n'était pas rassurant pour la Grande Idée.

Quant à la Turquie, sauvée par l'Allemagne au traité de Berlin, elle lui en gardait de la reconnaissance et se préparait à lui abandonner ses destinées. Mais pour suivre cela, il faut attendre encore quelques années.

Cependant, que l'on écoute cette petite histoire. Lors de l'élection du prince de Bulgarie en 1887, Bismarck avait promis à la Russie de soutenir son candidat, le prince de Mingrélie, et malgré l'échec le tsar l'avait cru. Un jour, une jeune femme, la princesse Waldemar de Danemark, née princesse de la maison royale de France, eut entre les mains une lettre de Bismarck prouvant qu'il avait appuyé de tout son effort la candidature de Ferdinand de Saxe-Cobourg. Cette lettre fut communiquée au tsar Alexandre III, qui comprit, sous ce trait de lumière, toute la politique allemande du *Drang nach Osten*. Furieux de la mauvaise foi du prince de Bismarck, il refusa de le recevoir, lors de son passage à Berlin, en rentrant du Danemark.

L'alliance franco-russe est en germe dans cette aventure; elle va se mettre en travers de la poussée allemande.

XI

LA POUSSÉE ALLEMANDE

II. — L'ÈRE DES MASSACRES.

La Turquie, à la veille de disparaître du rang des puissances, s'est personnifiée mieux que jamais par le sultan peut-être le plus représentatif de son histoire, en tout cas le plus caractéristique de ses derniers temps, Abd-ul-Hamid II, celui qu'on a appelé « le sultan rouge ». Car il restera, devant la plus lointaine postérité, le sultan massacreur.

A cette folie de crimes, on trouverait sans doute des explications, sinon des excuses. La Turquie s'en allait rapidement, fatalement, vers sa fin, depuis si longtemps annoncée : la politique de la réforme contredisait tous les enseignements du Coran, changeait toute la nature de l'Islam ; elle y introduisait comme un poison mortel. La politique des autonomies aboutissait à des démembrements, à des mutilations, qui touchaient peu à peu au cœur même de l'empire. De poison lent ou d'amputations successives la Turquie allait mourir.

Elle eut sous Abd-ul-Hamid II les soubresauts du désespoir, et elle eut encore assez de force pour faire

beaucoup de mal et pour verser beaucoup de sang.

Le « sultan rouge », d'ailleurs, n'est pas seul responsable de tous les massacres qu'il a ordonnés ou permis. Il semble avoir été maintes fois le jouet de son entourage. Depuis Plevna, les officiers de son armée étaient fiers de la vaillante résistance opposée alors à tous les efforts des armées russo-roumaines, car la gloire d'Osman-pacha avait retenti dans toute l'Europe. Les ulémas, ou docteurs de la loi musulmane, étaient sévères pour les sultans qui avaient abandonné la politique traditionnelle et versé dans l'imitation de l'étranger, sous prétexte de réforme ; ils attribuaient les malheurs de la Porte à la colère d'Allah, qui voulait qu'on fût fidèle à ses commandements.

Il y eut en particulier à côté du sultan, pendant tout son règne, un derviche vénéré, affilié, paraît-il, à la puissante tribu des Senoussis, Aboul-Houda, qui rappelait chaque jour à Abd-ul-Hamid la loi du Coran, les ordres du Prophète, le châtiment réservé aux mauvais serviteurs, la gloire assurée aux sultans dociles aux enseignements de Mahomet : il était temps d'y revenir pour sauver l'empire et pour lui rendre sa grandeur passée. Car Allah était irrité, mais il n'avait pas abandonné ses croyants ; il se préparait à faire rayonner l'empire d'une gloire incomparable ; les temps étaient finis de la défaite et de la décomposition ; tous les enfants de l'Islam allaient retrouver la protection divine et recommencer les magnifiques exploits des ancêtres. Autour d'Aboul-Houda et du sultan, le grand rêve panislamique a troublé

bien des cerveaux ; il explique beaucoup des traits de l'histoire que nous racontons, et il n'est pas entièrement dissipé.

Cependant Abd-ul-Hamid II était effrayé des menaces dont il se sentait entouré et des formidables desseins dont Allah et Mahomet lui remettaient le soin. Il avait peur de ne pas être à la hauteur d'une telle mission et surtout qu'on ne lui fit connaître brutalement son indignité. Ce tyran sanguinaire a passé sa vie dans la terreur.

Il s'enferma dans son palais d'Yldiz-Kiosk, soupçonneux et cruel. On dit qu'il changeait chaque soir de chambre à coucher pour dépister les conspirations qu'il sentait ou qu'il imaginait autour de lui. Quand il se rendait à la mosquée le vendredi, il prenait dans sa voiture Osman-pacha pour se faire un bouclier de sa popularité. A part ces rares sorties, une existence toute de mystère, d'où jaillissent des flots de sang.

Il y a beaucoup de crimes dans toute l'histoire de l'empire ottoman, et la fin en somme s'accorde avec le reste : cinq cents ans de terreur sur tout l'Orient, sur les plus beaux pays de la terre.

Pauvre Arménie ! C'est elle qui demeurera la plus illustre et la plus pitoyable victime du « sultan rouge ».

De siècle en siècle tirillée de tous côtés, elle avait fini par être coupée en trois tronçons, comme une autre Pologne ; il y avait une Arménie turque, une Arménie russe et une Arménie persane. La « nation » arménienne vivait quand même, autour de son patriarche, le *catholicos* d'Etchmiadzin, et parmi les

infidèles ou les hérétiques, elle entretenait sa foi et la conscience de son unité, avec l'espérance de sa liberté. Même en 1863, elle s'était donné une constitution qui comportait une assemblée nationale de 400 membres élue par le suffrage universel des Arméniens siégeant à Constantinople ; car le sultan Abd-ul-Aziz l'avait ratifiée en 1863, c'était le beau temps de la Réforme. Il y avait alors beaucoup d'Arméniens dans les conseils de la Porte.

Ils en étaient encouragés dans la revendication de libertés plus grandes, d'une véritable autonomie, en attendant l'indépendance. La Russie se chargea de leurs intérêts pendant la guerre de 1877 ; les articles 16 du traité de San Stefano et 61 du traité de Berlin leur promirent des améliorations, des réformes, toutes institutions propres à relever leur état : en somme, rien de bien précis.

Naturellement Abd-ul-Hamid ne fit rien pour eux ; au contraire, il commença à encourager les Kurdes, leurs voisins musulmans, à toutes sortes de sévices et de vexations. Un jour, une escadre anglaise parut devant Smyrne, pour rappeler au sultan ses promesses ; il déclara que sa sollicitude serait « bientôt démontrée par des faits certains et éclatants ». Le temps passa ; M. Gladstone, très sévère, exigea du sultan l'accomplissement de ses devoirs envers ses sujets ; sinon, l'Angleterre ne garantirait plus son indépendance et l'intégrité de son territoire. Mais M. Gladstone n'était pas toujours au pouvoir. Le temps passa.

Par ailleurs, la Russie avait cessé de porter intérêt

aux choses d'Arménie, ou plutôt elle n'y portait plus le même intérêt. L'exemple de la Bulgarie si ingrate lui était une leçon, et un jour le chancelier russe, prince Lobanof, laissa échapper ce mot : « Nous ne voulons pas d'une Bulgarie arménienne. » Il fut même question, dans les conseils du tsar, de supprimer les quelques libertés dont jouissaient les Arméniens de la Caucasic russe, même leurs libertés religieuses ; on parla d'enlever le *catholicos* de son siège patriarcal d'Etchmiadzin et de l'installer à Saint-Petersbourg sous la tutelle immédiate de l'empereur. Tout de même on n'osa.

En tout cas, le gouvernement russe ne fut en aucune manière disposé à permettre la formation d'une Arménie indépendante ou même seulement autonome ; il ne vit même aucun inconvénient à ce que le sultan écrasât l'Arménie : le tsarisme n'avait rien à y redire.

Pauvre Arménie ! seule devant Abd-ul-Hamid, elle était littéralement livrée au bourreau... Une triste page dans l'histoire de l'Europe.

Cependant elle ne cessait pas de réclamer l'effet des promesses inscrites dans les traités sous la signature des grandes puissances. On finit par s'impatienter dans l'entourage d'Abd-ul-Hamid. On entendit le grand-vizir Saïd-pacha dire à ce sujet : « On résoudra la question arménienne en supprimant les Arméniens. » Et en effet on organisa froidement le massacre ; le soin en fut confié aux Kurdes, tout heureux de l'aubaine, et à des troupes d'élite, de la garde même du sultan, les Hamidiés.

En vérité, ce fut de l'ouvrage bien fait.

Voici le bilan de l'exécution ; nous suivons les documents des Livres bleu et jaune, documents de l'authenticité la plus incontestable, émanant des témoins mêmes de l'horrible crime :

— 1894, du 12 août au 4 septembre, les Kurdes tombent sur le pays du Sassoun et de Mouch ; les villages sont mis à feu et à sang ; les habitants sont obligés de creuser leurs fosses, où on les pousse ensuite ; des prêtres sont écorchés vifs ; des femmes sont éventrées, des enfants sont coupés en deux ou en quatre morceaux sur les genoux de leurs mères. Toute la région n'est plus qu'un monceau de ruines : 7000 à 8000 morts ; 400 jeunes femmes ont été enlevées pour les harems des notables ottomans.

Le gouverneur de la province, Zekki-pacha, est couvert de décorations ; car il a bien réalisé les intentions de ses chefs.

Et l'Europe ? — Les ambassadeurs des grandes puissances adressèrent, après mûre délibération, un mémorandum à la Porte pour appeler sa sollicitude sur les populations arméniennes. On promet toute sollicitude.

— 1895, 28 septembre : les Arméniens, pour attirer l'attention de l'Europe sur leur situation, organisent une manifestation dans les rues de Constantinople. Le sultan fit voir aussitôt ce qu'il en pensait : le 30 septembre, le 2 octobre, puis encore les 8 et 9 octobre, les pillages et les massacres recommencèrent.

Et l'Europe ? — Les ambassadeurs des puissances

adressèrent un mémorandum à la Porte ; et le gouvernement ottoman, en considération de ce mémorandum, publia un iradé, assurant les Arméniens de ses paternelles dispositions. Mais les Musulmans furent profondément irrités de cette condescendance ; on leur donna volontiers et vite satisfaction.

— 1895 encore, novembre-décembre : c'est le grand massacre. Du haut des minarets, le muezzin annonce : « Le Maître a permis de tuer les Arméniens. » Et dans toute l'Arménie, à Diarbekir, à Erzeroum, à Bitlis, à Sivas, les Turcs tombent sur les Arméniens comme sur un bétail ; on les tue, on les mutile, on les débite comme viande de boucherie, on les étale dans les boutiques avec cette inscription : « Chiens de chrétiens à vendre. » A Erzeroum, on les enduit de pétrole, et on les fait flamber comme des torches vivantes. Il y eut 100 000 morts.

On tua jusque dans le Zeïtoun, tout près du rivage du golfe d'Alexandrette. A Marach, une école française fut incendiée. Le Père Salvatore en fut arraché avec onze autres personnes, qui, à quelque distance sur la route, furent égorgées avec lui et brûlées.

Et l'Europe ? — Les ambassadeurs des puissances rédigèrent un mémorandum, en se défendant d'ailleurs de vouloir exercer la moindre contrainte sur le gouvernement ottoman dans ses relations avec ses sujets, cela étant une question de politique intérieure.

— 1896, du 15 au 25 Juin : dans le pays de Van, jusque-là épargné, les Kurdes et les Hamidiés s'acharnèrent sur les choses et sur les gens : églises

et couvents brûlés, femmes enlevées ; les habitants au-dessus de dix ans massacrés. Il y eut 20000 morts.

Le gouverneur de la province, maréchal Saad-eddin-pacha, fut fait grand-officier de l'Osmanié.

— Même année, 1896, 26 août, à Constantinople, les Arméniens, pour obliger enfin l'Europe à s'intéresser à eux, s'emparèrent de la Banque ottomane, s'y enfermèrent et en restèrent quelques heures les maîtres. Les représentants des puissances intervinrent ; les Arméniens rendirent la Banque, en parfait état, et d'ailleurs par précaution furent recueillis sur les vaisseaux européens qui se trouvaient dans le port.

Mais il fallait que le sultan eût sa vengeance, fût-ce sur des innocents. Le lendemain 27 et le surlendemain, une bande de Turcs tomba sur le quartier arménien, Has-Keui, et en quelques heures le transforma en un « abattoir humain ». Des centaines de malheureux furent assommés à coup de matraques ; on étala dans les boucheries des mains et des pieds coupés : « Pieds de cochons à vendre ! » Il y eut 6 000 morts ; pendant longtemps on ne vit dans le quartier que des femmes folles, folles des horreurs qu'elles avaient vues.

Au total on compte que, de 1894 à 1896, les Turcs ont massacré au moins 200 000 Arméniens. Voilà pourquoi M. Gladstone a fixé au front d'Abd-ul-Hamid l'inscription infamante : « sultan assassin ! » Mais il ne faut pas ramener à lui seul toute la responsabilité : tout son peuple fut coupable avec lui d'un des plus grands crimes de l'histoire des hommes.

Et l'Europe ? — En tout ce drame sanglant, elle

n'avait su que produire mémorandum sur mémorandum, avec le constant souci de respecter le dogme de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de la Porte.

En vérité, l'Europe a laissé faire, l'Europe a failli à tous ses devoirs.

Pauvre Arménie ! Je crois savoir que l'Arménie et la Grèce sont unies par les plus vives sympathies. Quelle noble politique que celle de votre gouvernement si elle aboutit à une fraternelle alliance avec l'Arménie ! Quelle généreuse mission ! Mais pour la remplir, soyez forts, soyez très forts, et un jour vous remplacerez l'Europe, puisqu'elle abdique sa plus haute fonction.

*
* *

Le sultan Abd-ul-Hamid, tout fier de son grand œuvre, a failli continuer ses exploits aux dépens de vos compatriotes de Crète. Cela pourtant devait moins bien tourner pour lui.

Le firman de 1868 n'avait donné aux Crétois qu'une satisfaction médiocre. L'article 23 du traité de Berlin annonça des garanties plus sérieuses, et le 12 octobre 1878, en présence des consuls des puissances, le sultan promulgua le pacte de Halépa, qui comportait l'institution d'un gouverneur musulman, mais assisté d'un adjoint chrétien, d'une assemblée représentative composée de 49 chrétiens et de 31 musulmans, les revenus de l'île devant y être consacrés sur place à des travaux d'utilité publique.

Il y avait de bonnes choses dans ce régime. Mais...

Naturellement, il y eut tout de suite conflit entre le gouverneur et l'assemblée, et, en 1889, un firman renforça les pouvoirs du premier, en lui adjoignant un commandant militaire qui ne pouvait être que turc. Alors recommença le grand jeu de la politique hamidienne, et l'assemblée, chrétienne en majorité, fut bientôt comme si elle n'existait plus, et l'on arriva vite aux procédés habituels du sultan.

En mai 1895, sur pression des ambassadeurs, le sultan nomma un gouverneur chrétien, Karatheodory-pacha. Un comité musulman se forma pour protester contre cette violation du pacte de Halépa et rendit tout gouvernement impossible.

En mars 1896, Karatheodory fut remplacé par Turkhan-pacha, un Turc qui, pour avoir la paix, refusa de convoquer l'Assemblée.

Nous sommes alors en plein dans les massacres d'Arménie, une lueur sinistre sur l'avenir de la Crète.

En juin 1896, l'Europe obtient le rappel de Turkhan et la nomination d'un gouverneur chrétien Georgis Berovitch pacha.

Les Musulmans se soulevèrent, furieux, à La Canée, à Candie, et les massacres commencèrent. Le sultan envoya en Crète le maréchal Saad-eddin-pacha, expert en la matière.

Les chrétiens se retirèrent dans la montagne, au plateau d'Akrotiri, sous le commandement d'Eleutheros Venizelos (janvier 1897).

La lutte était engagée.

La Grèce y fut entraînée aussitôt par la force des choses et par les appels désespérés des Crétois ; des masses de volontaires partirent pour la sainte croisade. Le roi lui-même informa les puissances qu'il serait incapable de retenir les Grecs, que toute la Grèce allait se soulever au nom de la Grande Idée. Le prince Georges mena sa flottille dans les eaux crétoises. Enfin le roi laissa partir un régiment d'infanterie, sous le colonel Vassos. L'hellénisme tout entier, d'un bout à l'autre de la Méditerranée, s'exalta dans un grand mouvement d'enthousiasme. La délivrance était proche.

Le 14 février 1897, l'empereur allemand, Guillaume II, se rendit personnellement, — démarche insolite, — chez les ambassadeurs des autres grandes puissances et leur annonça son intention d'intervenir contre la Grèce ; il était temps, selon lui, de l'humilier, de la corriger, afin qu'elle laissât l'Europe en paix. Entendez qu'il fallait laisser les Turcs en paix et en position de massacrer les chrétiens.

Car vous n'avez pas oublié, vous n'oublierez jamais, je pense, que toujours vous avez eu les Allemands contre vous, que c'est un Allemand, Metternich, qui a conseillé au sultan Mahmoud d'appeler le pacha d'Égypte aux pillages et aux massacres de la Morée ; que c'est un Allemand, Guillaume II, qui vous a jetés dans la pitoyable aventure de 1897 ; que c'est l'Allemagne qui a redressé un moment la Turquie d'Enverpacha pour de nouveaux massacres et pour l'écrasement des nationalités chrétiennes, pour l'étouffement définitif de la Grande Idée.

Sur l'initiative de Guillaume II, le Pirée fut bloqué : c'était encore le temps de l'hégémonie allemande sur la diplomatie de l'Europe.

Les puissances occidentales, France et Angleterre, ne purent que prendre la Crète en dépôt, en proposant le principe de son autonomie. Cependant la Crète fut bloquée par leurs navires de guerre, des bateaux grecs furent saisis ; les chrétiens d'Akrotiri furent bombardés par un vaisseau autrichien.

Il y eut de grandes colères en France ; nos plus illustres orateurs, Jaurès, Clemenceau, Denys-Cochin ; Millerand, protestèrent contre la politique du gouvernement de la République, qui s'associait à une si misérable politique.

Cependant l'opinion publique en Grèce était dans un état de surexcitation extraordinaire. Le gouvernement dut ordonner la mobilisation de l'armée. La Turquie, sur les conseils de l'Allemagne, déclara la guerre !

Oh ! la malheureuse guerre ! si l'on peut appeler cela une guerre.

Après la pauvre démonstration sur Janina, l'armée grecque, que commandait le diadoque Constantin, fut accablée par Edhem-pacha, qu'assistait l'Allemand Grumbkow. La flotte ne fit rien : pourquoi ? Et au bout de quelques jours les troupes grecques furent entraînées dans une retraite inexplicable. Autant qu'elles le purent, elles se comportèrent très vaillamment, à Raweni, à Boghari, à Domokos ; la brigade Smolenski s'illustra par son héroïsme à la défense de

Velestino, et le colonel suisse Secrétan, racontant ces tristes choses, ne peut s'empêcher de crier : « Honneur à l'armée grecque ! » En vérité tout fut perdu, fors l'honneur !

Les puissances intervinrent pour arracher la Grèce à la vengeance du sultan. Ce fut le traité de Constantinople. Le prince Georges fut chargé du gouvernement de la Crète, déclarée autonome, en attendant mieux ; mais la frontière grecque de la Thessalie fut mutilée ; la Grèce fut soumise à une indemnité de guerre et à un contrôle financier, comme si elle était retombée en tutelle. Clemenceau, dans un discours indigné, reprocha sévèrement au gouvernement français de s'être associé à « cette besogne infâme ».

Car non seulement le prestige du sultan avait été restauré par sa victoire si facile, mais la politique allemande était souveraine en Orient. L'année suivante, le Kaiser y fit un voyage à grand spectacle par Jérusalem, Damas, Constantinople, où il mit sa main impériale dans celle du « sultan rouge », toute dégouttante du sang des Arméniens et des Crétois. En 1907, il acheta l'*Achilleion* de Corfou, où il reçut en 1908 la visite du roi Georges.

Voilà donc, en pleine Méditerranée, à Corfou, le formidable représentant de la force, de l'autorité, le mortel ennemi de la Grande Idée.

Cependant, à l'autre bout du monde hellénique, Venizelos avait résolu de faire l'union de la Crète à la Grèce, et parce que le prince Georges s'y refusait, il se soulevait contre lui, l'obligeait à démissionner et

amenait les puissances à nommer au gouvernement de la Crète un fonctionnaire grec, un de vos hommes d'Etat les plus éminents, M. Zaïmis : encore un progrès de la Grande Idée, en marche toujours, malgré les foudres du Kaiser.

Et la Crète s'en allait vers Athènes, comme avec Minos, pour une ère nouvelle de civilisation, aussi brillante qu'aux temps antiques.

XII

LA POUSSÉE ALLEMANDE

III. — LE GRAND DESSEIN DE GUILLAUME II.

Voici que nous approchons du drame de la grande guerre dont les origines sont toutes dans les ambitions mondiales et surtout orientales de Guillaume II.

Nous les avons suivies ensemble depuis le traité de Berlin ; on en peut montrer maintenant tout le dessein.

Malgré les massacres, l'empire turc continuait de s'en aller par morceaux : après la Bulgarie, la Roumélie orientale et la Crète. Et la question de la Macédoine était posée, non pas encore toutefois avec la clarté que vient d'y apporter votre distingué compatriote, M. V. Colocotronis ¹. Car chacun de ses voisins la revendiquait avec la même passion, Bulgares et Serbes soutenant comme vous qu'elle était à eux, tous d'accord pour soutenir qu'elle ne pouvait pas rester aux Turcs.

Mais les Turcs ne consentaient pas encore à l'admettre. Et ils firent pour conjurer leur ruine fatale un effort d'une barbarie désespérée.

1. V. COLOCOTRONIS, *La Macédoine et l'hellénisme*, étude historique et ethnologique, Paris, 1919.

Ce fut l'œuvre du *Comité Union et Progrès Ottoman* (C. U. P. O.), qui en imposa d'abord, comme avait fait la constitution de Midhat-pacha en 1876. Elle commença par là et parut être le triomphe du parti jeune-turc, tel qu'on avait cru le connaître au temps du *Tanzimat* et de l'influence française. L'armée y fut gagnée par l'espoir d'une régénération de la grandeur ottomane ; elle était fière des exploits d'Osman-pacha et d'Edhem-pacha ; elle comptait dans ses rangs de jeunes officiers de plus d'audace que de scrupules, les Enver, les Niazi, etc.

Et les ulémas annoncèrent la renaissance et la grandeur nouvelle de l'Islam.

Le 25 juillet 1908, l'armée de Salonique, tout entière soulevée, se mit en marche sur Constantinople. Elle prit possession de la ville sans beaucoup de peine. Le sultan céda à ses exigences dès le 28 ; la constitution de 1876 fut proclamée à nouveau en grande solennité, et le Parlement fut convoqué.

La Révolution fut accueillie à Constantinople, dans tout l'Empire, dans toute l'Europe, par les manifestations du plus grand enthousiasme. Elle excita partout un grand élan de réconciliation et de fraternité ; elle parut réaliser tous les espoirs d'autrefois. On répétait et on écrivait partout les formules magiques : « Liberté, Egalité, Fraternité. — Le salut est dans la Science. » Cheikhs et rabbins et prêtres chrétiens s'embrassaient dans la rue. Serbes et Grecs et Bulgares fêtaient à l'envi les Turcs.

Le 1^{er} août, le sultan se rendit au Selamlık en

voiture découverte ; il était à peine escorté ; il fut salué d'acclamations unanimes, comme s'il était désormais gardé par l'amour de tous ses peuples. On chantait *la Marseillaise* sur son passage, et toutes les rues étaient magnifiquement pavoisées.

Les illusions ne durèrent pas bien longtemps, et l'on retomba vite aux lourdes réalités.

Tous les sujets de l'Empire étaient reconnus comme égaux. Cependant, pour les élections au Parlement, il fut décidé que tout candidat devait savoir la langue turque, puisqu'elle était la langue officielle, seule admise aux délibérations de l'assemblée, et l'on arriva ainsi à ce résultat que, la majorité des habitants n'étant pas turque, la grande majorité des députés fut turque. D'ailleurs, à côté du parlement et du sultan, le comité Union et Progrès garda tout le pouvoir. Et il apparut bientôt que le nouveau régime était plus national que libéral et qu'il s'était servi de la liberté comme d'un instrument et d'un masque.

Le souci essentiel du parti jeune-turc était de réagir contre le démembrement, de reprendre les provinces récemment détachées et encore liées par quelques vagues liens de vassalité, de sauver tout ce qui pouvait être sauvé de la Turquie. C'était là son excuse, ou sa raison d'être.

Or la Bosnie et l'Herzégovine avaient été, lors du traité de Berlin, confiées à l'administration de l'Autriche-Hongrie, pour une période de vingt-cinq ans, qui s'était donc terminée en 1903 ; en droit, ces provinces devaient revenir à l'administration de la Tur-

quie, surtout maintenant que cette administration était toute renouvelée.

La Bulgarie était autonome, sans doute, mais non pas indépendante ; et elle faisait toujours partie de l'empire.

La Roumélie orientale, selon les traités, était une province turque.

La Crète était seulement autonome, toujours vassale du sultan, et le parti jeune-turc était prêt à prendre toute la responsabilité de son gouvernement, selon les principes nouveaux qu'il venait de proclamer.

Il manifesta donc l'intention d'appeler au Parlement des représentants de tous ces pays, pour reconstituer l'intégrité territoriale de l'Empire, selon la lettre des traités.

*
*
*

Les intérêts ainsi menacés furent défendus. Le 7 octobre 1908, le gouvernement austro-hongrois annonça l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine : un acte unilatéral, pure violation du traité de Berlin ; mais l'Europe peu à peu préparait la doctrine du « chiffon de papier », puisqu'elle avait accepté en 1870-1871 la circulaire Gortchakoff qui déchirait le traité de Paris de 1856, puisqu'en 1885 elle avait laissé la Roumélie orientale se détacher de la Turquie pour se donner à la Bulgarie.

C'est bien la Turquie qui défend ici les traités.

Le gouvernement austro-hongrois, pour faire avaler

la pilule, renonça à l'occupation militaire de Novi-Bazar et en rappela sa garnison. Quand même, la colère fut grande à Constantinople; la population se souleva dans un grand mouvement d'indignation, les produits austro-hongrois furent boycottés dans tous les ports de l'empire, et il en résulta une crise économique qui fut un moment sérieuse. Les fez blancs remplacèrent les fez rouges de fabrication autrichienne, et cela en dit long sur la tempête qui grondait dans tous ces crânes.

Puis ce grand feu tomba tout d'un coup, pour des raisons que l'on comprit peu à peu. Et l'affaire fut arrangée par le règlement du 26 février 1908 : l'Autriche-Hongrie renonça définitivement au sandjak de Novi-Bazar, — un recul qui en annonçait d'autres, — et elle paya au Gouvernement ottoman une indemnité en argent de 54 millions de couronnes. Le trésor du parti jeune-turc s'en trouva heureusement alimenté.

En somme, l'acte austro-hongrois était surtout funeste à la Serbie, dont il brisait toutes les espérances nationales. Car la Bosnie avait été difficile à administrer et devait être difficile à annexer; la Serbie, indépendante, était un centre d'attraction pour tous les Yougo-Slaves, surtout depuis l'avènement de la dynastie des Kara-Georgevitch, moins dociles que les Obrenovitch aux directions de Vienne.

Était-ce pressentiment? Le Gouvernement austro-hongrois voulut la mater, l'étouffer; elle barrait la route de l'Orient, elle arrêtait, elle chétive, le *Drang nach Osten*.

Et l'on ne s'y trompa pas en effet en Serbie. L'irritation y fut générale à la nouvelle de la réunion de la Serbie; on proclama aussitôt l'alliance avec le Monténégro; on se prépara à la guerre sacrée, on commença de mobiliser.

La Serbie souffrait aussi de la situation dans ses intérêts économiques les plus essentiels : éloignée de l'Adriatique, elle n'avait d'autres débouchés que vers l'Autriche-Hongrie, qui lui fournissait, par contre, tous les produits manufacturés dont elle avait besoin. Elle tombait de jour en jour dans la dépendance de l'Autriche-Hongrie qui ne s'affirmait pas légère. A tout point de vue, il y avait là pour elle une question de vie ou de mort.

Mais, réduite à elle-même, elle ne pouvait rien. Elle en appela aux puissances et d'abord à la Russie, la grande protectrice des Slaves. Le prince Georges de Serbie et M. Pachitch se rendirent à Saint-Pétersbourg, demandant que la Bosnie fût déclarée au moins autonome, et que la Serbie et le Monténégro fussent réunis par une bande territoriale, faite par exemple du sandjak de Novi-Bazar.

La Russie y essaya. L'Autriche s'y refusa, et Guillaume II fit connaître, assez brutalement, que l'Allemagne était derrière elle. La Russie recula; c'était au lendemain de ses défaites de Mandchourie. Le prince Georges renonça à la couronne, ne voulant pas régner sur sa patrie mutilée.

Et la pauvre Serbie, — les puissances auraient pu au moins lui éviter cela, — fut obligée de rédiger et de

signer la note du 31 mars 1909, où elle déclarait « qu'elle n'était pas atteinte dans ses droits par l'état de choses créé en Bosnie, qu'écoutant les conseils des grandes puissances elle renonçait à son attitude de protestation et d'opposition à l'acte d'octobre, qu'elle modifierait sa politique à l'égard de l'Autriche et vivrait avec elle sur le pied de relations de bon voisinage, qu'elle allait remettre son armée dans l'état où elle était au printemps de 1908 ».

Encore une grande idée que la politique essayait d'écraser. Ainsi se développaient parmi les populations de la Serbie de profondes rancunes, exaspérant les revendications nationales. De gros nuages noircissent à l'horizon.

Il importe de suivre ici parallèlement la politique du prince Ferdinand de Bulgarie, si ténébreuse qu'elle ait été. Il venait de faire un long voyage officiel en Europe, à Vienne, à Berlin, à Paris, à Londres ; il en avait été naturellement flatté. Il avait engagé partout des conversations dont le secret nous échappe ; soyons sûrs qu'il avait tissé tout un réseau d'intrigues, au risque même de s'y empêtrer.

Quoi qu'il en soit, sous prétexte que son représentant à Constantinople, M. Guéchoff, avait été humilié dans une réception du sultan, ayant été considéré, conformément aux traités, comme l'agent d'un prince tributaire, le 5 octobre 1908, à Tirnovo, Ferdinand proclama l'indépendance de la Bulgarie et prit le titre de « Tsar des Bulgares » : ce qui annonçait des ambitions étendues autant que vagues.

Comme prince souverain il ordonna la saisie des chemins de fer de la principauté.

La Turquie protesta, au nom des traités, et réclama son tribut. L'Autriche-Hongrie protesta, peut-être pour ne pas paraître complice ; car l'annexion de la Bosnie est, à deux jours près, contemporaine, et elle ne donna aucune suite à sa protestation.

La Russie eut un beau geste, assez naïf : elle abandonna la plus grande partie de l'indemnité que la Porte lui devait depuis la guerre de 1877, ce qui permit à la Turquie de ne plus réclamer le tribut bulgare et à la Bulgarie de garder ses chemins de fer.

Le prince de Bulgarie, tsar des Bulgares, accepta cet impérial cadeau, se félicita de son habileté et de son bonheur, et il commença de voir apparaître, dans les fumées de l'encens qu'on lui offrait, les coupoles de Sainte-Sophie : un peu pressé, il se fit peindre avec la couronne des Empereurs d'Orient.

*
* *

En attendant, les événements ne tournaient pas à une restauration territoriale de la Turquie. Au contraire, ils transformaient le provisoire en définitif, ils consacraient son démembrement.

On en eut du mécontentement à Constantinople, et le sultan Abd-ul-Hamid crut pouvoir tenter une révolution. Cela ne lui réussit pas : le 27 avril 1909, il fut renversé et remplacé par Méhémet V.

Abd-ul-Hamid ne fut pas maltraité par les Jeunes-

Turcs, qui en somme continuaient sa politique avec autant de succès; et ils ont conservé avec lui des relations qui sont toujours restées mystérieuses : encore un point que l'histoire n'expliquera peut-être jamais.

Ils pensèrent être plus heureux du côté de la Crète, un beau fruit que la Grèce n'avait pas encore détaché.

A Athènes, on avait été naturellement très ému et très intéressé par la révolution de Constantinople, sur laquelle on avait d'abord, comme tout le monde, fondé des espérances. Puis on se préoccupa beaucoup des affaires de Bulgarie, au souvenir de San Stefano. Des bruits coururent d'une alliance entre les Slaves des Balkans, — en supposant que les Bulgares soient des Slaves, — disons donc entre la Serbie et la Bulgarie. Les relations étaient aimables entre les deux cours, et, lors d'un récent voyage du tsar Ferdinand à Vienne, le prince Alexandre avait été son compagnon de route pendant toute la traversée de la Serbie.

Pour assurer l'équilibre balkanique, le gouvernement d'Athènes eût aimé une entente avec les Jeunes-Turcs, s'ils avaient été vraiment des libéraux; pendant des siècles, Turcs et Grecs avaient collaboré dans l'administration de l'Empire, et il n'est pas défendu de penser qu'un jour ils pourront encore s'entendre. Mais, pour lors, il n'y avait rien à faire; les Turcs réclamaient la Crète, voulaient enfin un succès diplomatique. L'assemblée crétoise ayant demandé la réunion à la Grèce et

prêté serment au roi Georges, les députés musulmans protestèrent et envoyèrent à la Chambre turque une adresse qui y fut acclamée : cela n'alla pas sans des violences sur la population grecque de Constantinople, et les passions contraires recommencèrent à s'enflammer.

Ainsi la Grèce ne réussissait pas à tirer, comme les autres, du profit de la révolution jeune-turque. Il en résulta une vive agitation intérieure, un immense mouvement revisionniste et la révolution militaire du 28 août 1909. Il ne m'appartient pas d'apprécier cette crise ; elle fut comme une fièvre d'où allait sortir le salut.

En janvier 1910, Eleutheros Venizelos arrivait à Athènes ; il fut porté à l'assemblée revisionniste par une élection triomphale, en août. Le beau navire de la Grande Idée était menacé de perdition à travers les écueils ; mais il avait désormais à sa barre un clairvoyant et vigoureux pilote.

Il était temps. Car la poussée allemande pressait d'un poids décisif sur l'avenir de l'Orient et du monde, et le Kaiser allait mettre le feu aux poudres.

Car, derrière tout cela, il faut voir l'Allemagne ; il y a là des pantins dont elle tire les ficelles, et c'est elle qui donne à la situation son unité et sa grandeur tragique.

Lors de la révolution de Constantinople, il y eut d'abord à Berlin quelque désarroi. Mais, on se reprit vite, et la politique allemande fut habilement représentée en Turquie par l'ambassadeur Marshall von

Bieberstein. Il s'accorda étroitement avec les Jeunes-Turcs et leur principal chef, Enver-pacha : accord tout naturel, quoique d'aucuns en aient été étonnés, puisque l'Allemagne offrait à la Turquie de la sauver de tout démembrement et de toute réforme, de lui rendre toute sa force et toute sa puissance d'autrefois. Il s'agissait de faire dans les veines de l'homme malade une transfusion du sang vigoureux de l'Allemagne. Opération toujours délicate : on en peut mourir.

Cependant, la politique qui s'esquissait à Berlin et à Vienne depuis trente ans se développa désormais avec un esprit de résolution décisive. Le baron d'Aerenthal, chancelier d'Autriche-Hongrie, projeta le chemin de fer de Mitrovitza, ouvrant une nouvelle voie rapide sur Salonique. C'était la mainmise sur les Balkans, car les chemins de fer ne servent pas seulement à des fins économiques.

Le pont de Galata ayant été brûlé fut reconstruit par les soins de la *Deutsche Bank*, et l'on célébra dans toute la Turquie les mérites exceptionnels de l'industrie allemande.

Une ligne télégraphique fut établie de Constantinople au Caire par les soins de la société allemande qui avait jeté le câble de Constanza à Constantinople : voyez-vous sur la carte une seule ligne allemande de Berlin en Egypte par Vienne, Budapest, Bucharest et Constantinople ? Des fils qui enserrant peu à peu tout l'Orient.

— Le firman du 5 mars 1903 accorda à une compagnie

allemande, appuyée surtout sur la *Deutsche Bank*, la construction du chemin de fer de Bagdad, le *Bagdad-Bahn*, comme on se mit à dire; la même compagnie eut le droit d'irriguer et de drainer la grande plaine de Konieh. Ainsi l'Asie Mineure fut déjà aux Allemands. Sans doute quelques concessions de voies ferrées furent réservées à des compagnies françaises ou anglaises; mais ce ne furent que des branches du puissant tronc allemand qui ne pouvaient prospérer qu'en proportion de sa force.

En même temps, la voie du Hedjaz ou des pèlerins, partie d'Alep, arrivait à Médine le 1^{er} septembre 1908, partout à l'abri des vaisseaux de l'Angleterre, à distance du canal de Suez : ligne religieuse, mais qui pouvait servir à d'autres fins, à toutes fins.

Le prince Eitel-Frédéric, second fils de l'Empereur, refit le voyage de Jérusalem en avril 1910 avec une nombreuse suite. Voici le *Drang nach Osten* en pleine action le long des trois B, Berlin-Byzance-Bagdad.

Qui donc l'arrêterait?

Sans doute il y a des résistances; la France a des intérêts anciens dans l'Orient. La Russie ne consent pas à être rejetée sur l'Asie; l'Angleterre n'est pas prête à se laisser couper la route de l'Inde. Et la France s'allia avec l'Angleterre en 1904, et avec la Russie elles formèrent la Triple Entente en 1907 : un cercle d'opposition devant la poussée allemande.

Mais que vaut ce cercle? Il peut paraître fragile et inconsistant, étant fait d'intérêts divergents, parfois contradictoires.

Et le *Drang nach Osten* a pour lui toute la force allemande, la plus redoutable force militaire, politique et économique, qu'on ait jamais vue ; il a pour lui l'Autriche-Hongrie installée en Bosnie, en direction de Salonique, et la Roumanie du roi Carol aux bouches du Danube, ensemble sur toute la largeur de la péninsule des Balkans, de l'Adriatique à la mer Noire ; il a à son service la froide ambition des Bulgares et le fanatisme désespéré des Turcs.

Voici l'alliance du pangermanisme et du panislamisme, de toutes les violences ; les voici ensemble à Constantinople, à Bagdad : c'est la maîtrise de la Méditerranée, c'est la domination du monde.

Voici l'humanité en présence du plus formidable effort de barbarie qu'elle ait connu depuis Mahomet II, depuis Xerxès : nous sommes à la veille du plus grand drame de l'histoire.

XIII

LE GRAND DRAME

I. — LE PROLOGUE (1912-1913).

Voici bientôt la Grande Guerre.

Victorieuse depuis cent ans de toutes les grandes puissances de l'Europe, à Leipzig, à Sadowa, à Sedan, l'Allemagne croyait avoir attaché pour jamais la victoire à son char. Grâce à ses ressources minières, surtout en houille et fer, elle réalisait une production industrielle proportionnée à ses ambitions politiques. Mais elle manquait de débouchés et risquait de jour en jour une crise économique aux incalculables répercussions.

Elle essaya de s'assurer le marché chinois, mais la victoire japonaise de 1905 ne permet pas aux puissances européennes de disposer à leur gré désormais de l'Extrême-Orient. Le marché américain est réservé par la doctrine de Monroe. Le marché africain était déjà presque complètement partagé et trop vierge encore pour un grand développement industriel.

Et l'Allemagne fut ramenée à la conquête de la Méditerranée ; de Fez à Bagdad, dans les premières

années de ce siècle, la Méditerranée tout entière fut l'objectif immense de l'impérialisme germanique.

La politique allemande fut attirée au Maroc par ses richesses considérables et par le grand dessein de Guillaume II : la restauration et la renaissance de l'Islam par la grâce du Dieu allemand. La France ne pouvait pas le permettre ; elle ne pouvait pas laisser l'Allemagne, son ennemie acharnée, s'établir sur le flanc de son Atlantide, derrière l'Algérie.

Et ce fut déjà un beau duel franco-allemand, l'esprit de finesse contre les gestes de brutalité. Avez-vous lu les *Butors et la Finette*, la jolie pièce écrite en pleine guerre par François Porché ?

La France avait depuis longtemps des intérêts au Maroc et dans la région. Je désire dire ici toute mon admiration pour un de nos grands ministres, un véritable homme d'Etat, M. Delcassé. Il eut la volonté nette d'écarter l'Allemagne du Maroc. Non seulement il continua la pénétration française le long des routes du Sahara, mais il s'entendit, en 1904, avec l'Angleterre et avec l'Espagne, les puissances les plus intéressées dans la question, qui se trouva déjà comme résolue au point de vue diplomatique.

L'Allemagne n'était pas contente. Elle profita des défaites russes en Mandchourie pour donner un grand coup de poing sur la table

Sur un puissant navire de guerre, le *Wilhelm der Grosse*, l'empereur Guillaume II parut tout à coup devant Tanger ; il n'osa pas débarquer, un journal français ayant répandu le bruit qu'on avait découvert un com-

plot contre Sa Majesté Impériale. Mais, de la proue de son navire, le Kaiser proclama son amitié pour le sultan du Maroc et sa volonté de ne pas permettre qu'il fût porté la moindre atteinte à son indépendance et à l'intégrité territoriale de ses Etats (mars 1905).

Cette manifestation fit grand bruit dans le monde diplomatique ; M. Delcassé fut d'avis qu'il n'y avait pas lieu d'y attacher de l'importance. Le gouvernement de la République pensa, au contraire, qu'il était prudent de causer avec l'Allemagne. Delcassé donna sa démission. La Conférence d'Algésiras fut réunie sur la demande du gouvernement de Berlin ; les délibérations en furent très laborieuses. Elles aboutirent à la convention de mars 1906 : l'indépendance du sultan du Maroc était proclamée, ainsi que l'intégrité territoriale de ses Etats... Mais, — car il y a un ou deux *mais*, et c'est l'esprit de finesse, — les avantages exclusifs de la France sur la frontière continentale du Maroc furent consacrés, et la police des ports fut confiée, au nom de tous, à la France et à l'Espagne. Connaissez-vous la fable de La Fontaine : *L'Huître et les Plaideurs* ? Relisez-la, c'est le moment.

Ajoutons que cette convention n'était d'ailleurs signée que pour cinq ans.

Dans l'intervalle, la France se prêta à des accords économiques avec l'Allemagne : ce fut en vain. L'Allemagne lui chercha querelle au sujet de la Légion étrangère, où nous avons de si beaux soldats, qui s'y enrôlent avec tant d'enthousiasme : est-ce notre faute à nous si tant d'Allemands, et surtout

d'Alsaciens, par haine de la Prusse, veulent servir sous les plis de notre drapeau ? Qu'on me permette de saluer ici le régiment de marche de la Légion étrangère; avec le régiment d'infanterie coloniale du Maroc, il a gagné dans la Grande Guerre la Croix de guerre et la Légion d'honneur !

En mars 1911, la convention d'Algésiras achevait son effet. Juste à ce moment, le sultan Moulay-Hafid, que les Allemands croyaient être un ennemi de la France, un ami à eux, demanda à la France de le protéger contre des tribus rebelles qui le menaçaient dans sa capitale, Fez : demande toute naturelle, puisque la France avait la police. Et, en effet, une petite troupe française alla s'installer à Fez et y garantit la sécurité du sultan.

Fureur de l'Allemagne, manifestée par un nouveau geste de brutalité : le Kaiser envoya une canonnière allemande, la *Panther*, devant Agadir, pour affirmer sa volonté d'avoir sa part du Maroc. Une difficile négociation fut engagée entre M. Jules Cambon et M. de Kiderlen-Wächter; l'Allemagne fit du chantage à la menace; elle ne réussit pas à nous faire peur, et le traité du 4 novembre 1911, s'il pratiqua dans notre belle colonie du Congo des mutilations pitoyables, laissa le Maroc à la France, qui, du consentement de l'Allemagne, y établit son protectorat... Où donc le discours impérial de Tanger ?

L'Allemagne ne fut pas contente, et elle avait raison. Les événements du Maroc étaient de mauvais augure pour son avenir, et la résistance de la France était

pour lui donner à réfléchir : elle ne l'apprécia pas encore à sa valeur.

Le feu était dès lors allumé ; il gagna de proche en proche ; il y avait partout des matières inflammables.

L'Italie mit la main sur la Tripolitaine « pour maintenir l'équilibre méditerranéen ». Le 28 septembre 1911, elle adressa un ultimatum au sultan, sous prétexte que ses intérêts économiques n'y étaient pas pris en considération, et elle y installa un corps de débarquement. La guerre éclata avec les Turcs.

Grand embarras à Berlin et à Vienne : on avait affecté de n'y être pas trop ému des « tours de valse » que l'Italie esquissait de temps en temps avec la France depuis l'avènement de Victor-Emmanuel III. Mais voici que maintenant l'Italie envoyait un coup sur le nez du sultan, un allié, un ami du Kaiser. L'expédition de Tripolitaine fut traitée de « brigandage », et l'on fit tout pour qu'elle échouât.

Les Turcs résistèrent longuement, sous le commandement d'Enver-bey. Mais la flotte italienne, à laquelle l'Autriche interdit toute action dans la mer Adriatique, fit une démonstration devant Samos, puis devant les Dardanelles, et enfin, en avril-mai 1912, prit le Dodécannèse en gage. Elle s'y installa même comme si elle devait y rester : il faut espérer que ce scandale ne durera plus maintenant bien longtemps, car les populations du Dodécannèse n'ont pas manifesté la volonté d'être italiennes ; elles sont grecques, et il faut qu'elles soient à la Grèce.

Cependant la Porte refusait toujours de céder ; mais,

en ce printemps de 1912, l'alliance balkanique se constitua, toute prête aussitôt à la guerre contre les Turcs. L'Autriche et l'Allemagne pressèrent la Turquie de signer la paix avec l'Italie pour que celle-ci ne se trouvât point dans le même camp que les Etats des Balkans : ce qui pouvait avoir des conséquences incalculables.

L'Italie s'y prêta ; elle eut peut-être tort de traiter avec le sultan, le 15 octobre, à Lausanne, juste au moment où éclatait votre grande guerre balkanique. Il arrive quelquefois à l'Italie de faire des calculs trop compliqués ; toute la science politique n'est pas dans Machiavel. En tout cas, elle garda définitivement la Tripolitaine, et provisoirement le Dodécanèse.

En attendant, après la France à Alger, Tunis et Fez, après l'Angleterre en Egypte, et d'autres épisodes de même nature, il faut mettre l'affaire de Tripolitaine dans le sens de la reconquête progressive de la Méditerranée sur l'Islam : un nouveau recul de l'Islam, donc une atteinte sérieuse au grand dessein de Guillaume II ; car, en vérité, ses protégés, sultan du Maroc ou sultan de Turquie, n'avaient pas fort à se louer de sa protection, et déjà toute la puissance de l'Allemagne ne paraissait pas de taille à empêcher la renaissance de la Méditerranée, la reconstitution de la civilisation méditerranéenne. Car vous commencez à vous rendre compte que c'est de cela qu'il s'agit, et que cela même dépasse les limites de votre « Grande Idée ».

Et c'est déjà ce qui fait la valeur historique de votre guerre de 1912.

Une belle combinaison diplomatique que l'Alliance balkanique ; il semble que la Russie y avait aidé. Car la Russie exerçait alors sur les Etats des Balkans une influence morale d'autant plus grande qu'elle ne travaillait plus qu'à leur émancipation, ayant compris que c'était le seul moyen de contenir la poussée allemande en direction de Bagdad.

C'est aussi que les Etats des Balkans avaient acquis leur maturité et se permettaient d'avoir une politique personnelle. Donc, en février 1912, le prince Alexandre de Serbie, le prince héritier Danilo de Monténégro, et votre diadoque Constantin, furent reçus à la cour de Sofia pour les fêtes de la majorité du prince Boris. Le 13 mars, la Bulgarie et la Serbie signaient un traité d'amitié et d'alliance, pour le cas où l'une des deux serait attaquée, ou encore pour le cas où une grande puissance tenterait d'annexer ou d'occuper une partie quelconque de la péninsule des Balkans. C'est la formule : les Balkans aux Balkaniques. On sent qu'elle était dirigée contre les empires centraux. Dans une annexe de ce traité, il était question d'un partage éventuel, pour le cas où les Turcs auraient été refoulés : la Bulgarie se réservait le pays à droite du Rhodope et de la Strouma, la Serbie à gauche du Tchar-Dagh jusqu'à la mer Adriatique, à peu près l'Albanie. Il était vaguement question de

constituer la Macédoine en une province autonome. Des conventions militaires complétèrent cet arrangement, et les deux états-majors réglèrent leur collaboration. Tout était prévu pour une action prochaine. Le 29 mai 1912, un accord analogue fut conclu entre la Grèce et la Bulgarie ; mais il n'y fut pas question de stipulation territoriale, sur quoi il eût été sans doute difficile de s'entendre. Le 5 octobre 1912, une convention militaire annonçait l'imminente prise d'armes.

L'instant est solennel. C'est la première fois, dans l'histoire, que les Etats des Balkans agissent sans l'autorisation des grandes puissances, des puissances protectrices. Il faudra bien un jour se décider à reconnaître qu'ils sont majeurs, à leur faire une place parmi les « puissances ». Nous y venons tout doucement.

Le 8 octobre, à la suite de quelques difficultés au sujet d'insurgés albanais, le Monténégro, le petit Monténégro, osa déclarer la guerre à la Turquie. On en rit en Europe ; on ne fut pas longtemps avant de prendre la chose au sérieux.

Le 10 octobre, pour prévenir une conflagration générale, les grandes puissances envoyèrent au sultan une note pour appeler son attention sur la nécessité d'accomplir les réformes indispensables, sous réserve, bien entendu, de l'intégrité territoriale de son empire. — Les grandes puissances ont joué alors un rôle assez ridicule : combien de notes semblables avaient-elles déjà remises à la Porte ? — Les « petits Etats des

Balkans » n'en furent pas émus; le 13 octobre, ils adressèrent un ultimatum à la Turquie, exigeant l'autonomie de la Macédoine et la libération de leurs coreligionnaires depuis si longtemps opprimés : une vigoureuse et noble politique. Le 18 octobre, le sultan répondit en déclarant la guerre à la Serbie et à la Bulgarie. La Serbie, la Bulgarie, la Grèce, et le petit Monténégro ouvrirent aussitôt les hostilités.

Le gouvernement français prit l'initiative de réclamer, au nom des grandes puissances, le maintien du *statu quo*, quels que fussent les résultats de la guerre commencée, — formulé malheureuse et vaine, dont le moindre défaut était de méconnaître absolument la situation des esprits et les lois de l'histoire. — Nos gouvernements ont commis souvent de ces erreurs.

Toutes ces petitesse des grandes puissances furent balayées par les opérations foudroyantes des armées balkaniques. La Turquie, sous leurs coups, s'effondra en quelques semaines. Les Bulgares furent vainqueurs à Lulé-Bourgas, et l'Europe célébra leurs exploits. Les Serbes furent vainqueurs à Uskub, à Kumanovo, y retrouvèrent le glorieux souvenir de Kossovo, et traversèrent toute l'Albanie jusqu'à Durazzo. L'Autriche commença de se mettre en colère et de mobiliser. Les Grecs bousculèrent les Turcs et entrèrent triomphalement dans Salonique, et la flotte grecque donna la chasse aux navires ottomans à travers les îles.

L'Europe s'irrita de la liberté que vous preniez de vaincre sans sa permission. Les lignes de Tcha-

taldja furent organisées par des officiers allemands; des marins des autres grandes puissances débarquèrent à Constantinople pour la prendre sous leur sauvegarde. La Turquie accepta l'armistice du 3 décembre 1912.

Mais il y eut un changement de gouvernement à Constantinople. Nazim-pacha fut assassiné par Enverbey, et l'armistice fut rompu le 3 février 1913.

Les Grecs enlevèrent Janina le 5 mars; le 18 mars, le roi Georges fut assassiné à Salonique; son successeur prit le nom de Constantin XII, se donnant donc pour l'héritier des empereurs de Byzance; pourquoi n'est-il pas resté fidèle à l'audacieux programme qu'il affirmait ainsi? Le 26 mars, Andrinople fut prise par les Serbes et les Bulgares; le 23 avril, Essad-pacha livra Scutari aux Monténégrins.

Les négociations furent reprises, toujours laborieuses. Tant bien que mal elles aboutirent le 30 mai aux préliminaires de Londres, car décidément les grandes puissances ne voulaient pas laisser faire les Etats balkaniques; ils travaillaient trop vite! En tout cas, ces préliminaires supprimaient la Turquie d'Europe en ne laissant au sultan que Constantinople et les Dardanelles; sauf l'Albanie, qui devait rester autonome, tout le reste devait être partagé entre les vainqueurs.

En attendant, il y avait là, pour l'Autriche et pour l'Allemagne, toute la valeur d'une grave défaite; la poussée allemande était barrée net, le grand dessein de Guillaume II était déjà brisé. C'est à ce moment

que M. Jules Cambon, ambassadeur de France à Berlin, annonçait que la guerre générale était imminente, que l'Empereur allemand était résolu à mettre le feu aux poudres, au risque de faire sauter l'Europe.

*
* *

Il était difficile aux vainqueurs de s'entendre pour le partage du butin. La Macédoine était revendiquée par les Bulgares, et leurs amis de partout, — car leur propagande était fort habile, — enseignaient qu'en effet elle était peuplée en majorité de Bulgares. Et puis ils étaient toujours inspirés par le souvenir du traité de San Stefano. Or il est facile de se rendre compte que, si les Bulgares avaient eu la Macédoine, ils auraient été les maîtres de toute la péninsule des Balkans. D'ailleurs, ils aimaient à se comparer à la Prusse en Allemagne ou au Piémont en Italie, et auraient volontiers réduit les autres Etats balkaniques à la condition de la Saxe ou de la Bavière, de la Toscane ou de Naples. Il s'agissait essentiellement de l'équilibre balkanique, c'est-à-dire de la pleine indépendance de chacune des nations de la péninsule. Aussi, dès le début des négociations, la Roumanie, jusque-là neutre, déclara-t-elle qu'elle ne resterait pas indifférente à leurs conclusions. La Bulgarie pensa la contenter avec une rectification de frontière : un pour-boire.

Par ailleurs, l'Autriche et l'Allemagne naturellement poussaient la Bulgarie aux revendications les

plus exagérées. Elles estimaient à très haut prix la valeur militaire de la Bulgarie, la croyaient capable de vaincre la Grèce et la Serbie; une victoire de la Bulgarie redressait la situation en leur faveur et réalisait à travers les Balkans le large et solide pont où la poussée allemande s'ouvrait la voie sur Constantinople et Bagdad. Il y a toutes les ambitions de Guillaume II dans la politique de la Bulgarie. C'est pourquoi toute négociation était forcément inutile; la Bulgarie avait sans doute aussitôt pris le parti de la violence.

Dans la nuit du 29 au 30 juin 1913, en pleine négociation, traîtreusement, l'armée bulgare se jeta sur Guevgueli, pour séparer les Serbes des Grecs et les battre ensuite les uns après les autres.

Oh! l'odieuse trahison! Et tout de suite le merveilleux châtiment!

Les Bulgares furent écrasés en quelques jours: les Serbes les refoulèrent sur la Bregalnitzza, sur Widdin, poussèrent sur Sofia par Tsaribrod. Les Grecs enfoncèrent le front ennemi dans la grande bataille de Kilkich et chassèrent les Bulgares en retraite sur Serrès, Demir-Hissar, le long de la Strouma: « A Sofia! à Sofia! » criaient vos soldats dans un splendide enthousiasme. Les Roumains passèrent le Danube et s'avancèrent sur Sofia. Les Turcs rentrèrent sans coup férir dans Andrinople.

Le tsar Ferdinand pouvait être fier de son mauvais coup: il avait bien travaillé. Il y a tout de même quelquefois de la morale et de la justice dans les événements de l'histoire.

Le traité de Bucharest, du 10 août 1913, consumma la défaite de la Bulgarie. Elle n'eut donc qu'une petite partie de la Macédoine, avec un large débouché sur la mer Egée, beaucoup plus qu'elle ne méritait. Les Turcs gardèrent Andrinople, par l'habitude qu'ils ont de profiter toujours des querelles des chrétiens. Les Serbes eurent la plus grande partie de la vallée du Vardar avec Monastir. La Grèce eut Salonique, Cavalla, la Chalcidique et la plus grande partie de l'Épire; naturellement elle réunit la Crète, dont les députés avaient été reçus triomphalement à Athènes dès le 14 octobre 1912. Vous vous rappelez le formidable enthousiasme de ces belles journées : la marche triomphale de la Grande Idée !

*
* * *

Mais l'énorme gravité de ces résultats en menaçait la solidité : trop d'intérêts et d'ambitions y étaient contrariés !

Echec aux Bulgares : ils n'avaient pas accepté leur ruine et criaient à la revanche.

Echec aux Turcs, qui déjà se reprenaient.

Echec à l'Autriche-Hongrie, non seulement déconsidérée, mais menacée de dissolution par l'agitation serbe en Bosnie. La Serbie attirait à elle désormais tous les Yougo-Slaves ; question de vie ou de mort pour la monarchie dualiste, puisqu'elle ne voulait pas s'orienter vers la satisfaction des aspirations nationales.

Echec à l'Allemagne, par l'échec infligé à tous ses alliés et vassaux, à tous les éléments essentiels sur lesquels était fondée sa poussée vers l'Orient. La pointe de son épée était brisée, sans qu'elle se fût elle-même engagée.

Elle multiplia ses armements; elle porta son armée active à 950000 hommes; elle leva un impôt extraordinaire sur le capital. La France vota le service militaire de trois ans.

L'Allemagne était formidablement armée; elle avait pour elle la force. Mais elle avait contre elle la liberté, notamment votre liberté. Nous sommes à la veille de Marathon et de Salamine. Vous nous aviez dès lors enseigné la Victoire.

XIV

LE GRAND DRAME

II. — LA GRANDE GUERRE (1914-1918).

Je n'ai pas l'intention de raconter ici l'histoire de la Grande Guerre; il s'agit seulement de dire la place qu'elle tient dans la question d'Orient et dans la renaissance de l'hellénisme. A ce point de vue, elle apparaît comme un effort suprême de toutes les barbaries pour garder ou pour atteindre la Méditerranée : en vérité, c'est là son propre caractère, auquel tous les peuples étaient intéressés, acteurs ou spectateurs.

Et c'est pourquoi, née en Orient, la guerre s'achève en Orient, l'Orient étant le foyer de la civilisation.

Dans le formidable déchaînement de tempêtes qui constitue la Grande Guerre, il est instructif de démêler les grandes lignes, celles qui ont chance de demeurer les traits essentiels de son histoire. Je les vois ainsi : en 1914, l'année de l'attaque brusquée, l'Allemagne, victorieuse à Charleroi, est arrêtée net sur la Marne. — En 1915, elle enfonce le front oriental et pénètre profondément en Russie; mais il lui faut revenir sur le front français, où elle subit en 1916 le sanglant désastre de Verdun. — En 1917, l'effondrement de la

Russie et la Révolution bolcheviste retardent encore pour un temps son destin ; mais en 1918, de l'Occident à l'Orient, elle est enfin réduite avec ses alliés à capituler.

Est ce qu'à voir les choses ainsi j'exagère l'importance du rôle joué par la France ? Chacun sait bien qu'il est impossible d'exagérer la glorieuse contribution de la France à la victoire commune et que, sans elle, les libertés du monde seraient aujourd'hui sous la botte allemande.

La guerre a commencé par des manifestations de pure barbarie. L'archiduc héritier, François-Ferdinand, fut assassiné à Serajevo, le 26 juin : le crime est resté mystérieux, comme tant d'autres, comme la mort de l'archiduc Rodolphe, comme la mort de votre roi Georges. Le 23 juillet, l'Autriche adressa à la Serbie un ultimatum inacceptable ; la Serbie l'accepta à peu près intégralement ; la Russie, l'Angleterre, la France firent tous leurs efforts pour amener une médiation et sauver la paix ; l'Autriche faillit céder, l'Allemagne jeta son lourd glaive dans la balance et déclara la guerre à la Russie. Elle voulait tomber sur la France d'abord ; elle mentit en prétendant que des avions français avaient survolé Nuremberg : *genus mendax*, disait déjà Tacite en parlant de la race germanique. Elle avait mis sa signature au bas des traités de 1839 et de 1867 qui garantissaient la neutralité de la Belgique et du Luxembourg ; nation sans honneur, elle viola sa parole et envahit la Belgique et le Luxembourg.

Elle fut tout de suite punie ; car il y a des lois morales : d'abord l'Angleterre entra dans la guerre, et la Belgique résista avec une vaillance intrépide, retardant l'invasion de quelques jours au moment où la décision militaire était une question d'heures. On ne dira jamais assez haut qu'alors la Belgique a sauvé la liberté. Dès ces premiers instants de la lutte, l'Allemagne avait contre elle la liberté, le droit, le respect des traités, en un mot la civilisation, c'est-à-dire tout ce qui vaut la peine de vivre. La guerre avait déjà tout son sens.

Jamais plus formidable enjeu n'avait été jeté dans les combats entre les hommes et les peuples.

Charleroi, 25 août : la France vaincue, la France envahie ! Une émotion profonde étreignit le monde entier : la « Bête immonde » allait-elle donc engloutir d'un coup de gueule tous les fruits de la civilisation ? Quelqu'un ici garda son sang-froid et offrit son alliance à la France, et, comme on disait au président Venizelos : « La France est vaincue ! », il répondit : « J'aime mieux être avec la France vaincue qu'avec l'Allemagne victorieuse... Mais la France ne sera pas vaincue ! » Nous autres Français, nous n'oublierons jamais cela. M. Venizelos avait la large vision de l'homme de génie ; il connaissait la puissance invincible des forces morales, il savait que dans la défense de la Méditerranée la Grèce ne pouvait être qu'avec la France. Heureuse Grèce, d'avoir eu, d'avoir Venizelos !

Et tout de suite le génie de la France lui donna raison.

Le général Joffre, vaincu à Charleroi, organisa une admirable retraite, livrant à l'ennemi les plus riches départements de la France ; il le fallait.

Le 5 septembre, M. Delcassé signa avec nos alliés la déclaration de Londres, l'engagement de ne pas faire de paix séparée. A la même heure, Joffre donnait l'ordre de l'offensive, l'ordre immortel qui restera gravé sur le bronze pour la plus lointaine postérité : « Au moment où s'engage une bataille d'où dépend le salut du pays, il importe de rappeler à tous que le moment n'est plus de regarder en arrière, tous les efforts doivent être employés à attaquer et à refouler l'ennemi. Une troupe qui ne peut plus avancer devra coûte que coûte garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer. »

Et Galliéni, nommé au commandement de Paris, dit simplement : « Le Gouvernement m'a chargé de défendre Paris. Je remplirai ce mandat jusqu'au bout. » Jusqu'au bout, cela voulait dire : jusqu'à la mort ! Et nous avons tous compris qu'avec Galliéni cela voulait dire : jusqu'à la mort ou jusqu'à la victoire !

Et ce fut l'immense victoire, notre sainte victoire de la Marne, notre victoire de Salamine, c'est-à-dire la victoire de la civilisation sur la barbarie. D'où est-elle donc sortie, l'incomparable victoire ? Nos troupes fatiguées par dix jours d'une retraite difficile, nos munitions épuisées ! D'où elle est sortie ? Elle est sortie des entrailles de la terre de France, qui est la terre de la Liberté. La victoire de la Marne,

c'est la victoire de la Liberté ! Comme vous avez bien fait, ô chers amis de Grèce, de donner le nom de la Marne à l'une de vos plus belles avenues ! Odos Marnè !

Oh ! les Allemands n'y voulurent pas croire ; ils n'y virent d'abord qu'un petit accident stratégique, et supérieurs en nombre, ils pensèrent déborder l'aile gauche française et reprendre l'avantage. Tous leurs efforts furent brisés par la maîtrise de Joffre ; ce fut la « course à la mer ». Les Allemands ne purent même pas atteindre Calais ; ils jetèrent 650 000 hommes sur l'Yser, dans une horrible ruée, comme des bêtes fauves. Foch les y fixa, et il resta à la glorieuse Belgique un coin de terre de la patrie, où le roi Albert et la reine Elisabeth personnifièrent héroïquement pendant quatre ans la liberté invincible.

Cependant, sur le front oriental, après des alternatives diverses dans la Prusse orientale, le général russe Brousiloff avait enfoncé les Autrichiens à Lemberg ; et il menaçait déjà la Hongrie. Les Serbes remportaient sur les Autrichiens la victoire du Rudnik et reprenaient Belgrade un moment abandonnée. La France et l'Angleterre fournissaient un magnifique effort industriel, rattrapaient en fabrications d'armes l'avance prise depuis plusieurs années par l'Allemagne, commençaient la conquête des colonies allemandes, bloquaient les Empires centraux.

Le Kronprinz allemand ne trouvait plus la guerre « fraîche et joyeuse ». Oh ! le misérable ! jeter le monde, de gaité de cœur, dans une pareille tuerie !

Vous voyez bien que ces gens-là sont d'affreux barbares.

*
*
*

L'Allemagne, pendant l'hiver de 1914-1915, multiplia ses armements dans des proportions inouïes; elle avait ses propres ressources en houille et fer et celles de la Belgique tout entière et de la France du Nord. Elle avait ses usines Krupp.

Au mois d'avril 1915, le maréchal Mackenzen, après un colossal déluge d'artillerie, jeta sur le front russe sa phalange de douze corps d'assaut. Ce fut irrésistible. La ligne russe fléchit; elle n'avait pas eu le temps de se consolider dans les tranchées; elle dut se replier précipitamment, quoique en bon ordre, vers la frontière. Malgré quelques tentatives du commandement français et anglais sur le champ de bataille occidental, il fut impossible de soulager sérieusement les Russes, et la campagne de 1915 fut malheureuse pour les Alliés.

Les maréchaux allemands Mackenzen et Hindenburg, attaquant l'un par le Nord en Prusse, l'autre par le sud en Galicie, pensèrent enfermer le gros des armées russes dans un étai où elles seraient obligées à une capitulation gigantesque. Le grand-duc Nicolas réussit à se dégager; il perdit beaucoup de monde, des centaines de milliers de prisonniers, presque tout son matériel de guerre; il abandonna toute la Pologne jusqu'aux marais du Pripet et à la Dwina. Mais il ne

se laissa pas déborder ; par d'énergiques redressements, il contint la poussée allemande, qui finit par épuiser sa violence, et, au commencement de septembre, les fronts adverses se stabilisèrent dans les positions générales de la Dwina, à la hauteur de Riga.

Tout de même la Russie était, pour le moment au moins, hors de combat. Ce désastre donna au tsar de Bulgarie le courage de se prononcer ; il ne se piquait pas d'une habileté particulière ni d'une délicatesse morale exceptionnelle. Il se mettait du côté du plus fort et courait bravement au secours de la victoire. Les événements de Russie le convainquirent que l'avantage resterait décidément aux Allemands ; c'est d'ailleurs de ce côté que l'entraînaient ses sympathies et peut-être ses intérêts. Il s'était enrôlé de bonne heure — on l'avait vu en 1913 — dans le parti des Empires centraux ; il avait à prendre sa revanche des malheurs où l'avait jeté sa félonie ; il pensa réparer sa félonie par une autre : une sorte d'homœopathie.

Il entretint les gouvernements de l'Entente dans le sentiment que sans doute il finirait par se joindre à eux ; il marchandait son concours ; il eût fallu probablement lui garantir toute la Macédoine, et la domination des Balkans, et la couronne impériale de Constantinople. C'est à peu près cela qu'il espérait de l'alliance austro-allemande. Elle avait décidément la force ; il n'hésita plus, et, en septembre 1915, il donna un grand coup de poignard dans le dos de la Serbie.

La France en hâte jeta quelques milliers d'hommes à Salonique ; ils ne purent que couvrir la droite des

Serbes pour l'empêcher d'être tournée. L'armée serbe, non sans peine, put se tirer à travers l'Albanie de la double attaque qui la pressait au nord et au sud. Elle arriva tant bien que mal à la mer Adriatique et fut ramenée à Corfou par les vaisseaux français. Elle avait grand besoin de repos pour s'y refaire.

Ainsi les Allemands avaient en Orient tous les succès. Par la Bulgarie ils traversaient la péninsule des Balkans et donnaient la main à la Turquie, qui naturellement s'était prononcée pour eux dès le début des hostilités. Le grand dessein de l'empereur Guillaume II s'affirmait dans les faits; la *Mittel-Europa* du Dr Naumann s'allongeait vers Constantinople et Bagdad. Les Anglo-Français, débarqués aux Dardanelles, y furent tout de suite en mauvaise posture, et, après de sanglants combats ils allaient être obligés de se retirer. Les Anglais de la Mésopotamie s'étaient aventurés jusqu'aux portes de Bagdad; ils furent enfermés et capitulèrent à Kut-el-Âmara. Ces échecs eurent le plus grand retentissement dans tout l'Orient.

On annonçait que le maréchal Mackenzen, vainqueur des Russes, vainqueur des Serbes, allait prendre le commandement d'une armée d'Egypte, ou de l'Inde, dont l'apparition au cœur de l'Asie ébranlerait l'Empire anglais jusque dans ses fondations. Il est impossible de dire ce qui serait arrivé alors, fin de 1915, si l'empereur allemand était arrivé à Constantinople, et, d'accord avec le sultan, avait jeté sur l'Asie quelque une de ses puissantes armées. Qui sait si le sort de la guerre ne se fût pas décidé alors en sa faveur ?

Il n'osa ; à ces grands criminels, il manque souvent, au moment décisif, l'audace suprême qui forcerait le destin.

Il n'osa, parce que le front occidental était de plus en plus menaçant, parce que la France était toujours debout, désormais fortement appuyée à l'Angleterre. Il n'osa, parce qu'il y avait de la mer du Nord à la mer Adriatique une épaisse rangée d'armées ennemies qu'il fallait surveiller et contenir.

Car l'Italie avait bien vu, dès le début, où était son devoir méditerranéen. Dès le mois d'août 1914, elle s'était déclarée neutre. En mai 1915, au moment même où la Russie s'effondrait, elle s'était jointe à l'Entente, parmi des manifestations d'enthousiasme où s'exprimaient la volonté profonde et la conscience de la nation. L'Italie rentrait décidément dans la grande alliance méditerranéenne, l'alliance des nations civilisées.

Ainsi non seulement le front occidental s'était épaissi, mais il s'était étendu, puissante muraille qui pouvait tout d'un coup s'ébranler et peser terriblement sur les frontières de l'Allemagne. Le commandement allemand ne pouvait pas le négliger ; remettant à plus tard la poursuite de ses victoires orientales, il tenta d'écraser la France, comme il avait fait de la Russie, sous une effroyable masse de mitraille, de lourds obus et d'affreux gaz asphyxiants.

Ce fut Verdun.

Qui saurait dire Verdun ? Il y faudrait un poète épique, plus grand que ceux qui ont chanté les

exploits des héros et des demi-dieux de la légende et de l'histoire.

Vous-mêmes, comme nous tous, vous savez bien qu'il n'y a rien de plus grand que Verdun parmi les plus glorieux sacrifices que les hommes aient consentis à l'Idée, à l'idée du devoir, à l'idée de la patrie, à l'idée de la civilisation. Verdun, c'est l'autel où viendront prier, dans les siècles des siècles, tous les peuples sauvés par l'immense dévouement de l'armée française. Nous sommes bien fiers de tous nos soldats, de ceux de Bouvines ou de Rocroi, de ceux de Fleurus ou d'Austerlitz, de tous ceux de nos grands siècles d'histoire ; mais devant ceux de Verdun, nous ne savons que tomber à genoux !

C'était dans les derniers jours de février 1916. Une puissante attaque d'artillerie lourde, comme celle qui avait crevé le front russe l'année d'avant ; derrière elle, des masses d'assaut serrées, profondes, innombrables. Les divisions françaises se replièrent, accablées, effroyablement décimées. Le 26 février, un télégramme du Kaiser, témoin de la bataille : « Prise de Douaumont, la pierre angulaire de Verdun, de la plus importante forteresse de notre principal ennemi. » Cris de triomphe dans toute l'Allemagne, sonneries de cloches, salves d'artillerie, toutes les maisons partout pavoisées, toutes les écoles en congé !... Nous n'avons jamais été si pressés pour célébrer nos victoires ; nous attendions qu'elles fussent décisives.

Le commandement français garda tout son sang-froid. Joffre envoya devant Verdun Pétain et Castelnau.

On creusa des tranchées, on dressa des murailles de terre, derrière laquelle on mit des murailles de cœurs vaillants. On fixa l'irruption ennemie, qui ne bougea plus, à quelques centaines de mètres près. Les voies ferrées étaient coupées; on construisit une large route venue de l'arrière et où circulèrent nuit et jour 1700 camions, à raison d'un camion par 14 secondes. Ecoutez, écoutons tous, cette circulation régulière de plusieurs mois : c'est le sang de la France, le meilleur sang de la France, qui coule, qui coule vers l'horrible charnier où il faut sauver le monde. Pendant des mois toutes les divisions de l'armée française, de l'armée française seulement, sont venues à Verdun par cette voie sacrée; et il n'y a pas de famille en France qui n'ait eu quelqu'un des siens dans cet holocauste divin. C'est toute la France qui a saigné, pendant de longs mois, pour la liberté des peuples !

« Passeront pas ! Passeront pas ! » répétaient les grands soldats de la France. Et ils nous faisaient à tous, oui, à tous, à vous comme à nous, un rempart de leurs corps, puis de leurs cadavres. « Passeront pas ! » et les Allemands n'ont pas passé, ils n'ont pas eu Verdun, ils n'ont pas eu la France, ils n'ont pas eu la Méditerranée. Car c'est toute la civilisation méditerranéenne qui devant Verdun a été arrachée aux menaces et aux violences de la barbarie. Nous le verrons tout à l'heure. Aussi bien toutes les nations l'ont-elles aussitôt compris, et toutes ont tenu à apporter leurs décorations les plus honorables au blason de Verdun.

Verdun! C'est plus que la victoire, c'est le sacrifice.

Tant pis pour ceux qui en perdraient le souvenir! La France meurtrie, la France saignée du sang de ses 1 500 000 martyrs, ne demande pas de reconnaissance. Il lui suffit d'avoir accompli son grand devoir et d'avoir mérité la pieuse admiration de tous ceux qui ont du cœur! A eux de ne pas permettre l'oubli, l'oubli impie!

Après Verdun, la guerre n'aurait pas duré longtemps, si la Russie n'avait pas trahi, trahi ses alliés, trahi ses engagements. Il est juste qu'elle en pâtisse. Par elle, la campagne de 1917 retarda encore de plus d'un an la victoire et faillit la compromettre.

Déjà, dans les derniers mois de 1916, la Roumanie, qui s'était rangée aux côtés de l'Entente, comptant sur les Russes, avait été abandonnée aux coups des Allemands et des Bulgares dans les conditions les plus suspectes, et il se passa alors à Athènes des événements sur lesquels je ne vous ferai pas le chagrin d'insister. Lorsque la Révolution eut renversé le tsar en mars 1917, on fonda quelques espérances sur elle; mais le bolchevisme fut pire que le tsarisme, puisqu'il conduisit la Russie à la paix honteuse de Brest-Litovsk.

Ce fut un grand bonheur pour la Grèce, ramenée à ce moment-là par Venizelos à la politique nécessaire, c'est-à-dire au parti du droit et de la civilisation, de sa propre civilisation. La Russie s'écartait d'elle-même

vers le Nord, selon la voie où l'avait refoulée la politique de la France sous les deux Napoléons. Jusque-là pourtant nous étions nombreux en Occident à penser que la Russie aurait un jour Constantinople, qu'elle appelait Tsarigrad, et même au commencement de la guerre l'accord s'était conclu sur ces bases entre elle et ses alliés. Elle abdiquait : à qui Constantinople ? — Aux véritables héritiers de l'empire grec, à ceux que l'invasion turque avait dépouillés il y a cinq cents ans.

Et la Grèce, débarrassée de l'intrigue prussienne, rangea ses armées à côté de celles de l'Entente, sur le front de Salonique. Elle voulut sa part de la bataille ; il fallait bien qu'elle fût à la peine si elle voulait être à l'honneur.

Il était temps. Voici l'horizon qui s'illumine du soleil de la Victoire.

La guerre sous-marine à outrance, déclarée par le gouvernement allemand au commencement de 1917, avait enfin décidé les Etats-Unis à intervenir. Mais il leur fallut de longs mois pour lever et organiser et entraîner leurs armées ; elles faillirent arriver trop tard. Car, au commencement de 1918, les armées allemandes, commandées par de rudes soldats, Hindenburg et Ludendorff, se jetèrent sur le front occidental avec tous les renforts et toutes les ressources matérielles que la trahison de la Russie mettait à leur disposition.

Ce fut la mêlée suprême, une bataille de géants, six mois d'un corps-à-corps farouche. Y a-t-il un drame pareil dans toute l'histoire ? Et même dans la fable ?

Le 21 mars, premier jour du printemps, un canon monstre, que nous avons appelé la « Bertha », se mit à envoyer sur Paris, de quart d'heure en quart d'heure, d'énormes boulets; la première surprise passée, Paris continua sa vie régulière, le cœur serré à chaque détonation en pensant que quelque part un obus criminel avait tué des malades dans un hôpital, des enfants dans une crèche, des ouvrières dans un atelier, des fidèles en prières le jour du Vendredi saint, à l'heure de la mort du Christ ! Oh ! les misérables ! ne pas même respecter cet instant divin !

Cela pour nos jours. Nos nuits, d'admirables nuits — elles ont été presque toutes étoilées en ce printemps de 1918 — étaient visitées à peu près régulièrement par les gothas : avertissement des sirènes, lumières des fusées, canonnades fiévreuses sur nos têtes. On descendait ou on ne descendait pas à la cave; une heure, deux heures à passer; on reprenait le sommeil interrompu; de semaine en semaine on s'habitua; on en venait à considérer ces alertes comme faisant partie du cours normal de l'existence.

Voilà l'atmosphère où fut lancée la grande offensive allemande. Bien placée, à la soudure des armées françaises et anglaises, elle perça leur front à la hauteur de Saint-Quentin et s'enfonça jusque sur Amiens. Instant critique ! Mais Clemenceau était là, qui « faisait la guerre »; il insista auprès du gouvernement anglais pour réaliser enfin l'unité de commandement, en la personne du général Foch.

Foch, l'incarnation du génie de la Victoire, parce

qu'avec la science il avait la foi, qui vaut mieux. Il boucha les trous faits dans la ligne de résistance et dit : « J'ai mis du mastic où il fallait, et ça tiendra ! en attendant mieux ! » ou encore : « La pointe de l'épée allemande est brisée ; elle fera encore du mal ; mais elle ne peut plus vaincre. »

Le 27 mai, pourtant, nouvelle alerte : une nouvelle poussée allemande enfonça la ligne française si longtemps disputée du Chemin des Dames, franchit l'Aisne, vint encore une fois jusqu'à la Marne, comme en 1914, jusqu'à Château-Thierry, à quelques lieues de Paris. Foch la fixa et dit : « J'aime mieux mes atouts que ceux de Ludendorff. »

L'heure approchait, l'heure de nos soldats, l'heure où l'on va sortir des tranchées, pour la bataille libératrice attendue depuis près de quatre ans, l'heure méritée par tant de patience et d'épreuves et de confiance. C'est l'heure de la grande bataille de France. Une immense sérénité planait dans le ciel de Paris : quiconque l'a éprouvé ne l'oubliera jamais.

Dans la nuit du 14 au 15 juillet, tout à coup un effroyable tonnerre d'artillerie, comme on n'en avait jamais entendu depuis le commencement de la guerre ; à Paris, les vitres tremblaient, les volets et les portes s'agitaient ; vers l'est, un rougeoiement d'aurore ou comme d'un immense incendie, sur des centaines de kilomètres.

C'était la ruée allemande. Pas d'émotion chez personne ; on savait, de science sûre, de foi solide, que c'était la fin. En effet, dès l'après-midi du 15, on

annonçait le formidable échec de l'attaque ennemie ; Gouraud en Champagne avait discrètement abandonné ses premières lignes, où s'était épuisé le déluge de l'artillerie ennemie et sur ses secondes lignes il avait brisé net l'assaut fatigué, comme on fixe au sol une bête malfaisante d'un coup de pique.

Et le 18, Foch fit le grand geste de commandement où se décidèrent les destinées. Avec une souplesse infinie, il fit des récents succès des Allemands l'instrument de leur défaite ; par les poches qu'ils avaient creusées dans nos lignes, ils prêtaient le flanc de tous côtés. Au bon endroit, entre Marne et Aisne, il jeta Mangin, le plus vigoureux de nos généraux d'offensive ; le coup fut bien appliqué ; la poche se vida d'Allemands, comme sous la ponction d'un grand chirurgien, et l'invasion reflua en désordre, dans un colossal désarroi.

Dès lors Foch en trois mois mène sa bataille comme avec un bâton de chef d'orchestre : c'est son récent bâton de Maréchal de France. Un signe, et la poche d'Amiens est crevée, vidée ; un autre, les Anglais s'enfoncent en Flandre, les Allemands y courent ; un autre, l'armée de Champagne s'avance sur Vouziers, les Allemands se précipitent. Les coups pleuvent de toutes parts : à gauche les Anglais, à droite les Français et les Américains se renvoient Ludendorff comme la balle avec la raquette. Les lignes Hindenburg résistent à peine ; elles sont ébréchées, elles sont dépassées. On ramasse les canons par centaines, les prisonniers par milliers.

Un grand cri de délivrance et de triomphe monte du sol de la France meurtrie, de la Belgique captive : un cri de joie de l'humanité tout entière.

A l'autre extrémité de l'Europe, mêmes spectacles de même grandeur. A la fin de 1917, Jérusalem, Bagdad avaient été enlevées : les armées turques disparaissaient. L'armée italienne, un instant refoulée vers la Piave, reprenait l'offensive et entraît dans les lignes autrichiennes.

Le 15 septembre, le général Franchet d'Esperey, avec l'armée de Salonique, Serbes, Grecs, Anglais, Français, jetait une attaque irrésistible sur l'armée austro-bulgare. Vous avez fait glorieusement votre partie dans ce merveilleux concert de victoire. En dix jours, les ennemis si arrogants la veille étaient abattus et imploraient la suspension des hostilités. Turcs, Bulgares, Autrichiens déposaient les armes. Quelques jours de plus, et toutes les armées d'Orient eussent envahi l'Allemagne par le Sud, sans qu'elle pût faire un geste pour se défendre.

Cependant Foch continuait de bourrer de coups l'armée allemande toute désarmée. Dans les premiers jours de novembre, il massa en Lorraine, sur le flanc de la retraite ennemie, une armée de réserve de 300 000 hommes sous le commandement de Castelnau. Les Allemands demandèrent précipitamment un armistice ; il leur fit des conditions formidables, l'abandon de l'Alsace et de la Lorraine, la retraite jusqu'au delà du Rhin, la livraison de toute leur flotte de guerre. Et l'épée de Castelnau se tint prête à les exécuter.

L'Allemagne signa, le 11 novembre 1918, à 5 heures du matin, la plus écrasante capitulation de l'histoire. Le Kaiser s'enfuit de la bataille, comme Xerxès après Salamine, et, dans tout le monde civilisé, les populations délivrées de ce long et cruel cauchemar menèrent pendant des heures, parmi les chants et les rires, les farandoles de la Victoire.

Oh ! ici, il faut se recueillir un moment à la pensée de ces heures grandioses !

Gloire à nos grands soldats, ceux de France et ceux de Grèce, qui se sont battus au front de l'immense bataille pour que vive la Grèce, mère de la liberté !

Gloire à nos grands soldats, ceux de France et ceux de Grèce, qui sont tombés au front de l'immense bataille pour que vive la France à son tour libératrice du monde !

Gloire à nos grands soldats, ceux de France et ceux de Grèce, qui ont vaincu au front de l'immense bataille pour que vive la France et vive la Grèce, sœurs en la liberté, condition de toute civilisation !

XV

LE GRAND DRAME

III. — LA GRANDE PAIX (1919-1920)

La négociation et l'exécution de la paix paraissent longues ; il faut se rendre compte de la multiplicité et de la complexité des questions qu'elle pose et qui se modifient et se renouvellent à chaque instant sous nos yeux, car la vie suit son cours, et le monde est vaste.

L'histoire de la paix est dominée par trois grandes dates : le 11 novembre 1918, ce fut la fête de l'armistice, la joie si émouvante de tant de nations enfin soulagées d'une si cruelle épreuve. Elle restera peut-être dans le souvenir de ceux qui l'ont vécue la plus grande date de la paix.

Le 28 juin 1919 a vu la signature du Traité de Versailles. Laissez-moi vous raconter les impressions d'un témoin oculaire, puisque j'ai eu la grande joie d'être à la Galerie des Glaces et de pouvoir suivre tous les détails de l'événement. La cérémonie de la signature avait été fixée pour trois heures ; jusque-là, les invités, les représentants des puissances, s'installèrent sans façon, très simplement, aux places qui leur étaient réservées. A trois heures, tout à coup, un grand silence

arrêta net le brouhaha des conversations; un murmure répété de bouche en bouche : « *Ils viennent!* », et après quelques secondes lourdes de poids historique, M. Hermann Muller, le chancelier d'aujourd'hui, et le D^r Bell, représentants de l'Allemagne, passèrent à travers les rangs des invités pour gagner leurs sièges : on aurait entendu voler une mouche ; il sembla que la gravité de l'heure avait arrêté toutes les respirations.

Au milieu de la table des plénipotentiaires, Clemenceau était assis entre MM. Wilson et Lloyd George, à l'endroit même où Guillaume I^{er} avait été proclamé empereur allemand le 18 janvier 1871 ; il me parut que ce souvenir sinistre, dont la galerie, à côté de la Chambre de Louis XIV, était restée assombrie, se dissipait enfin par les fenêtres du parc, dans les nuages qui peu à peu s'écartaient.

Clemenceau se leva, et dans le silence de l'émotion poignante, sa voix remplit toute la salle : « La séance est ouverte. Sur les conditions du traité de paix entre les puissances alliées et associées et l'empire allemand l'accord a été fait, le texte est rédigé. Le Président de la Conférence a certifié par écrit que le texte qui va être signé est conforme au texte des deux cents exemplaires qui ont été remis à MM. les délégués allemands. Les signatures vont être données. Elles vaudront un engagement irrévocable que seront exécutées loyalement et fidèlement, dans leur intégralité, toutes les conditions qui ont été fixées. » — Et là, Clemenceau était tourné vers les délégués allemands, et ils incli-

nèrent la tête en signe d'assentiment, et nous les entendîmes affirmer à mi-voix « Ya ! ya ! » — « Dans ces conditions, achève Clemenceau, j'ai l'honneur d'inviter les plénipotentiaires allemands à vouloir bien venir donner leur signature. »

Les deux représentants allemands se levèrent sans un mot, passèrent devant Clemenceau en le saluant de la tête et signèrent les premiers l'acte solennel de la grande paix. Les délégués plénipotentiaires des puissances alliées et associées signèrent ensuite, parmi eux vos représentants, MM. Venizelos et Politis; à 3 h. 45 tout était fini, la séance était levée, et une formidable salve d'artillerie, celle-là bienfaisante, annonçait au monde la bonne nouvelle de la paix.

Et la troisième date que je voulais d'abord vous rappeler, c'est celle du 14 juillet 1919, notre fête nationale, devenue la fête de la victoire commune, puisqu'en effet cette victoire venait de renverser la dernière et la plus redoutable bastille du despotisme. Jamais l'Arc de Triomphe n'avait vu passer un cortège de victoire, car, décidé par Napoléon, il n'avait été achevé qu'après lui. Il était juste que cet incomparable monument fût inauguré par les soldats de la Grande Guerre.

D'abord passèrent, comme il le fallait, les mutilés, couverts, dans leur misère physique, des plus nobles décorations, récompensés dans leur cœur par le plus haut orgueil, celui du devoir accompli et du sacrifice reconnu par la gloire. Puis les deux maréchaux de

France, Joffre et Foch, celui de la résistance invincible et celui de la victoire si finement articulée en un chef-d'œuvre de génie militaire; puis les troupes alliées; parmi elles un contingent de troupes helléniques, venues du front de Salonique, où elles avaient eu grande part à la victoire; elles furent saluées par la population parisienne avec un enthousiasme particulier, et je sais quelqu'un de chez vous qui assista à cet épisode et qui ne put pas cacher son émotion. C'est un grand fait d'histoire que des troupes grecques aient défilé sous notre Arc de triomphe, et, n'est-ce pas? personne ici ne saurait jamais l'oublier?

Puis passèrent les troupes françaises, derrière le maréchal Pétain, et je n'essaierai pas de vous exprimer ce tableau, ... j'en serais parfaitement incapable... Ici il ne faut que prier et méditer sur tant de morts et tant de gloire!...

.....
C'est par l'Arc de Triomphe de l'Etoile que le monde est entré dans la paix.

Vous n'attendez pas de moi que je redise, même en résumé, les conditions du traité de Versailles. Vous savez que, proclamant la suprématie du droit sur la force, il émancipa les populations sur lesquelles l'Allemagne avait établi sa domination par violence, les Polonais de la Posnanie et de Dantzig, les Danois du Slesvig, les Français de notre Alsace-Lorraine. L'autre jour, au Zappéion, j'ai vu passer, parmi les enfants costumés à l'occasion des fêtes, une petite fille habillée en Alsacienne, avec le grand nœud de ruban noir,

et j'ai cru que c'était une enfant de famille française ; on m'a dit que c'était une petite Athénienne, et j'ai compris que vous aviez communiqué avec nous dans la joie de nos chères provinces revenues au foyer de la patrie.

Le traité ne comporte pas d'indemnité de guerre ; il oblige l'Allemagne aux réparations des dommages qu'elle a causés. Elle ne réparera jamais tout, car elle a poussé le génie de la destruction à un degré inouï. Mais il ne sera que juste qu'elle répare le plus possible. Or elle s'efforce de réparer le moins possible : elle ne livre même pas le charbon qu'elle a et qu'elle nous doit ; elle a réussi à répandre partout l'opinion que le traité est inexécutable parce qu'il est trop dur, et d'aucuns le répètent même ici... Je suis obligé de déclarer très franchement que nous aurions de la peine à considérer comme de vrais amis ceux qui se montreraient surtout indulgents pour nos ennemis, oubliant déjà nos sacrifices. Certes, la France travaillera à se refaire elle-même autant qu'il le faudra, et le temps n'est pas loin, je vous le prédis, où elle étonnera le monde par la rapidité et la splendeur de son relèvement. Mais il y a un traité qui a été signé et ratifié ; il ne faut pas qu'il soit déjà un chiffon de papier. L'Angleterre et les Etats-Unis, sans doute, ne renieront pas leurs signatures, comme faisait le Kaiser.

Le traité comporte des sanctions contre les auteurs responsables et les criminels de la guerre. L'Allemagne s'y refuse. J'espère que les autres

signataires du traité ne renieront pas leurs signatures.

Le traité comporte des garanties, le désarmement de l'Allemagne, la neutralisation de la rive gauche du Rhin et de cinquante kilomètres à droite, et, en attendant, l'occupation provisoire de ces pays par les troupes alliées. L'Allemagne n'observe pas ces conditions. J'espère que les autres signataires du traité ne renieront pas leurs signatures et ne réserveront pas toute leur indulgence à ceux qui la violent et qui mentent.

Le traité enlève à l'Allemagne toutes ses colonies ; il comporte à son égard tout un système de garanties économiques qui l'obligent à travailler pour réparer le mal, un peu du mal qu'elle a fait. Espérons qu'elle les observera, qu'elle éliminera enfin le poison prussien qui a corrompu depuis cent ans ses remarquables qualités intellectuelles et morales. Qu'elle redevienne l'Allemagne pacifique et laborieuse d'autrefois, nous serons les premiers à y applaudir. Mais jusque-là nous resterons l'arme au pied, aux bords du Rhin, et nous répéterons tous, oui, tous, le serment que proclamait à Bordeaux en mars dernier le nouveau Président de la République, M. Paul Deschanel : « Sur nos 1 500 000 morts, sur nos dix départements en ruines, devant l'Alsace et la Lorraine, devant nos ancêtres et devant nos enfants, nous jurons de ne pas mourir sans avoir donné à la France la pleine sécurité que méritent son héroïsme et son génie. »

*
* *

Nous nous rapprochons un peu de votre Orient avec le traité de Saint-Germain, que l'Autriche a dû signer... Quelle déchéance ! L'Autriche autrefois si arrogante, l'Autriche de Metternich, l'Autriche du Saint-Empire ! Qu'est-ce aujourd'hui que l'Autriche ?

C'est qu'elle a voulu rester, à côté de l'Allemagne, la dernière forteresse de la Sainte-Alliance, étant composée en majorité de nationalités opprimées dont elle refusait de respecter les droits. C'est dommage, car une Autriche fédéralisée, une Autriche faite de nations libres aurait pu être dans l'Europe centrale l'organe essentiel de la paix de l'Europe. Ces espérances sont-elles à jamais perdues ?

Quoi qu'il en soit, à la place de l'Autriche des Habsbourg, voici le grand spectacle de l'Europe nouvelle.

Il y a une Pologne ; la voilà ressuscitée d'entre les morts ; c'est que, comme la Grèce, elle avait une âme immortelle, et les épreuves mêmes l'ont fortifiée pour les grands devoirs de demain : car elle est la plus proche voisine de la Russie, et il y a par là de profonds mystères à pénétrer. — La Pologne libérée, une amie de la France ; d'illustres soldats polonais ont servi sous le drapeau de la France, et la nouvelle armée polonaise est née en France, elle s'est battue d'abord pour la France.

Il y a une République Tchéco-Slovaque : une

véritable reconstitution historique. Ecrasée sous la lourde domination des Habsbourg après la bataille de la Montagne-Blanche, en 1620, elle n'avait pas consenti à mourir, et surtout après la Révolution française, elle avait cultivé avec un soin pieux les souvenirs de son grand passé, des temps de la maison de Luxembourg où un roi de Bohême, Jean l'Aveugle, était allé mourir héroïquement pour la France sur le champ de bataille de Crécy, des temps de Jean Hus dont la doctrine avait donné à la Bohême sa conscience nationale. Et au souffle de cette gloire séculaire, la Bohême avait entretenu sa vitalité sous l'oppression. C'est en France aussi que l'armée tchéco-slovaque est née, c'est avec des généraux français qu'elle a si vaillamment servi jusqu'au fond de la Sibérie ; c'est en France, à Saintes, qu'au mois de novembre 1918 l'armée tchéco-slovaque a célébré, en même temps que le troisième centenaire de l'oppression, la résurrection de la patrie assurée par la capitulation de l'Allemagne. — Encore une grande amie de la France ; elle nous était restée fidèle même après Sedan.

Il y avait une petite Serbie, et l'Autriche et l'Allemagne croyaient bien l'effacer à jamais de la liste des nations libres. Mais l'âme serbe vivait au fond des consciences et dans les chants et légendes populaires, et il y a maintenant un grand royaume yougoslave, des Serbes, Croates et Slovènes. Les Serbes ont eu dans la guerre une conduite admirable ; ils ont éprouvé des souffrances cruelles ; ils ont révélé

des qualités merveilleuses. Ils ont devant eux un grand avenir. Ils ont contracté avec la France des liens très étroits ; beaucoup de leurs enfants, pendant le dur martyre qu'ils ont subi, ont été reçus et élevés en France. Leur malheureuse armée, chassée à travers l'Albanie, a été recueillie sur la côte de la mer Adriatique par des navires français et reconstituée pour la victoire suprême sous les auspices de la France. — La Serbie, agrandie dans ses frontières nationales, sera toujours une grande amie de la France.

Et la Roumanie ? Elle est comme une sœur de la France, de même race, de langue parente et de semblable civilisation. C'est encore une mission française, celle du général Berthelot, qui a aidé à la reconstitution de l'armée roumaine, après son grand désastre de 1916. Et maintenant que la victoire est venue et qu'il y a, à côté de la Pologne intégrale, une Roumanie intégrale, il est émouvant de voir avec quelle affection la Roumanie demande à la France de la soutenir, de l'aider encore, dans l'aménagement de la patrie agrandie. Elle nous réclame des centaines d'instituteurs, de professeurs, d'ingénieurs ; elle veut se mettre à l'école de la France. La Grande Roumanie est pour toujours une des plus grandes amies de la France. Notre Michelet avait chanté cette amitié dès le siècle dernier.

Au lieu du système de la *Mittel-Europa*, préconisé par le Dr Naumann, sous la férule de l'Allemagne prussienne, il y a maintenant au milieu de l'Europe

tout un cercle de nations libres, toute une couronne d'amitiés françaises. La Grèce, certainement, voudra être la plus belle fleur de cette couronne.

L'Italie aussi est de notre famille, de la famille latine, de la famille méditerranéenne. Voici qu'elle a reconquis ses « terre irredente », Trente et Trieste, si longtemps esclaves. Sans doute l'Italie restera toujours fidèle à une politique qui lui a valu de pareils triomphes ; elle gardera, comme au premier jour de son intervention, le culte de sa conscience méditerranéenne ; car il y a une conscience méditerranéenne, dont la grandeur importe au développement de la civilisation. Mais il nous faudra y insister.

* * *

Et nous voici venus à la grande paix de la Méditerranée, dont la délibération va s'achever dans les prochaines semaines ; il ne nous faut plus qu'un peu de patience.

La paix de la Méditerranée, c'est-à-dire la paix et le commerce, la paix et la civilisation. Car la barbarie turque, jadis symbolisée par une piraterie séculaire, en est désormais complètement chassée.

Il y a déjà longtemps que la France a pacifié la Méditerranée occidentale ; elle tient désormais un empire immense avec toute l'Afrique du Nord, Algérie, Tunisie, Maroc, un empire plus beau que celui que Rome y possédait dans l'antiquité, car il s'étend par delà le Sahara, jusqu'aux Indes Noires, jusqu'à

l'Equateur : toute une grande France, une France d'Afrique, aux ressources infinies, aux populations amies d'une métropole dont ils ont fait désormais leur patrie.

Car il n'y a rien de plus émouvant dans la grande guerre que le dévouement que nos troupes d'Afrique ont montré pour la défense de la France, que l'héroïsme qu'elles ont déployé dans les tranchées, puis dans la victoire. La France d'Afrique et la France d'Europe se sont dès lors intimement confondues ; il n'y a plus qu'une armée française ; il n'y a plus qu'une France.

L'établissement de l'Italie en Tripolitaine a refoulé les Turcs encore plus loin vers l'Est, préparant leur expulsion définitive du bassin de la Méditerranée.

Tous les liens qui tenaient l'Egypte attachée au sultan de Constantinople sont désormais rompus ; le monde arabe reparaît, délivré de l'usurpation et de la domination ottomane : Le Caire, Damas, Alep, Mossoul, Bagdad, des lumières qui partout se rallument, éteintes si longtemps par la barbarie turque.

Le sultan turc ne régnera plus sur la Palestine, sur la Syrie, sur l'Arménie ; tout au plus sur une partie de l'Asie Mineure, mis dans l'impossibilité de nuire.

Il paraît qu'on va le garder à Constantinople : peut-être en effet cette façon de parler convient-elle absolument, car il n'aura plus les Dardanelles, vous savez à qui elles vont ; plus d'armée, plus de flotte, les troupes alliées défilent dans les rues de la grande

cité ; les pavillons alliés flottent sur ses murailles.

En vérité, on laisse, pour le moment, les Turcs à Constantinople ; mais déjà on ne laisse plus Constantinople aux Turcs¹.

Quant à vous, amis, n'avez-vous pas été un peu nerveux tous ces temps-ci ? Ne vous est-il pas arrivé, parfois, d'opposer la politique de la France à celle de l'Angleterre ? N'avez-vous pas cru que l'Angleterre n'avait pour vous que l'affection la plus désintéressée ? Vous étonneriez bien nos grands alliés d'Angleterre si vous leur attribuiez un pareil dévouement : la politique anglaise connaît peu le sentiment qu'elle estime une faiblesse, et soyez assurés toujours qu'elle joue un jeu très serré, très habile aussi, il convient de le reconnaître.

Cependant veuillez seulement considérer ceci :

D'abord ne discutons pas le cas où l'Allemagne eût été victorieuse ; rappelons seulement que, si Guillaume II avait réalisé son grand dessein, il n'y aurait plus de Grèce, car il y aurait d'abord une grande Bulgarie, et une grande Turquie, sous le protectorat de l'Allemagne, et l'on ne voit pas très bien ce qui serait resté d'indépendance et même d'existence à la Grèce.

Mais passons.

Veuillez considérer que la victoire des Alliés, votre victoire avec nous, consacre les magnifiques progrès que vous aviez commencé de réaliser depuis vingt-

1. Les conditions générales sont celles qui ont été consacrées par le traité de Sèvres signé le 10 août 1920.

cinq ans, depuis les affaires de Crète, consacre en particulier les résultats de votre mémorable victoire de Kilkich en 1913 : Macédoine, Epire, Thrace et Chersonèse, jusqu'aux lignes de Tchataldja, à trente kilomètres de Constantinople, Smyrne, Dodécanèse, voilà de beaux profits. Nous n'en pourrions aligner autant, malgré nos effroyables sacrifices. Neuf à dix millions d'habitants, voilà la population de la Grèce agrandie, avec les perspectives d'un accroissement rapide, avec tout l'avenir et toutes les ressources d'un Etat, d'une patrie remarquablement homogène.

Quelques-uns parmi vous, non pas tous, vous auriez voulu tout de suite Constantinople, ou du moins qu'on en chassât les Turcs. Mais veuillez considérer qu'il y a encore plus de Turcs que de Grecs à Constantinople ; ils partiront d'eux-mêmes, comme ils sont partis d'Athènes, et de Thessalonique, et de Janina ; et dès lors, vous en constituerez l'élément prépondérant ; 400 000 Grecs à Constantinople, il n'y aura jamais 400 000 Anglais ou 400 000 Français.

Et un jour, un jour prochain, si vous êtes sages, laissez-moi vous le dire en toute amitié, si vous êtes sages, c'est-à-dire si vous êtes unis, si vous évitez ces malheureuses dissensions qui ont failli tuer la Grèce et qui certainement dès demain l'empêcheraient de vivre, si vous gardez la haute conscience de vos devoirs envers la patrie et envers la civilisation, un jour, un jour prochain, vous aurez Sainte-Sophie, vous aurez Constantinople.

L'hellénisme a une puissance d'expansion considé-

nable, et vous avez réalisé depuis vingt-cinq ans des progrès qui autorisent toutes les espérances. Vous avez conquis la domination intellectuelle et morale de l'Orient, par vos écoles, que vous avez bien raison de multiplier partout. Un grand journal français, que vous n'aimez pas beaucoup en ce moment, reconnaît pourtant le droit d'aïnesse de l'hellénisme en Orient ; il est vrai qu'il ajoute que cela vaut mieux qu'un plat de lentilles. Notez les faits, laissez dire et vous aurez aussi le plat de lentilles.

Et vous avez commencé de reconquérir le commerce de l'Orient. Votre port du Pirée est plein de bateaux, dont beaucoup portent le pavillon grec ; vous allez vous outiller, dans la Grèce nouvelle et dans la Grèce ancienne, de chemins de fer, de ports, de voies de navigation.

Jadis Alexandre le Grand ouvrit les grandes routes de l'Asie ; le passé annonce l'avenir ; vous y retrouverez ses traces. Nous venons de renouveler ensemble Salamine ; vous allez avoir, nous allons avoir avec vous le siècle de Périclès, avec des développements immenses, maintenant que le cadre de l'histoire n'est pas seulement un coin de la Méditerranée, mais l'univers tout entier.

J'ai encore là-dessus quelques impressions à vous dire, et je serai heureux de communier une dernière fois avec vous dans un même culte, celui de la France et de la Grèce.

XVI

LA PLUS GRANDE IDÉE

VISION DE L'ACROPOLE.

Me voici donc à ma dernière conférence, et demain je regagnerai mon lointain pays, avec des impressions infiniment précieuses et des sympathies qui me seront encore plus chères.

Avant de repartir, je suis retourné une fois de plus à l'Acropole, et j'y ai songé quelques instants à ces deux mois où nous avons ensemble médité sur la Grande Idée.

On est bien à l'Acropole pour considérer le grand spectacle de l'histoire universelle : du petit temple de la Victoire, la Victoire Aptère, de la victoire sans ailes, enfin fixée, on a derrière soi l'Aréopage où est née la Justice, la Pnyx où est née la Liberté; on a devant soi les masses pélasgiques d'où jaillit le Parthénon triomphal.

On croit entendre Démosthène rappeler à ces concitoyens les grands devoirs qu'impose la liberté; Périclès défendre contre Cléon les dépenses qu'il a faites pour la beauté de la ville et de ses temples.

On croit voir monter du Céramique, par la voie des

Mais il ne suffit pas de maudire Sparte; il ne suffit pas de réparer les larcins qu'a subis l'Acropole, et que Londres rapporte la frise du Parthénon ou celle du temple de la Victoire.

Ce sont des leçons qu'il faut venir ici chercher, et non pas celles que recueillait Renan, séché par un scepticisme désespérant : « Un immense fleuve d'oubli nous entraîne dans un gouffre sans nom. O abîme, tu es le Dieu unique. Les larmes de tous les peuples sont de vraies larmes... Les dieux passent comme les hommes, et il ne serait pas bien qu'ils fussent éternels. La foi qu'on a eue ne doit jamais être une chaîne. On est quitte envers elle quand on l'a soigneusement roulée dans le linceul de pourpre où dorment les dieux morts. »

Mais non, les dieux ne sont pas morts, les dieux de la Grèce ne sont pas morts, parce qu'ils sont immortels, puisqu'ils s'appellent la Liberté et la Beauté! Il faut dérouler le linceul de pourpre où elles dormaient et convier tous les peuples à leur culte sacré.

Renan, mieux inspiré, écrivait quelques instants auparavant : « Toi seule es jeune, ô Cora; toi seule es pure, ô Vierge; toi seule es saine, ô Hygie; toi seule es forte, ô Victoire. Les cités, tu les gardes, ô Promachos; tu as ce qu'il faut de Mars, ô Aréa; la Paix est ton but, ô Pacifique. Législatrice, source des constitutions justes, Démocratie, toi dont le dogme fondamental est que tout bien vient du peuple, et que, partout où il n'y a pas de peuple pour nourrir et inspirer

le génie, il n'y a rien, apprends-nous à extraire le diamant des foules impures. »

M. Alfred Croiset, dans un très beau livre sur les *Démocraties antiques*, voit dans votre république du v^e siècle un bijou de démocratie, comme il y a dans votre Salamine une miniature de victoire démocratique. Il faut méditer cette leçon de vos libertés antiques, l'étendre à tout l'univers qui a tant besoin de voir clair parmi ses institutions et ses doctrines bouleversées.

Certes il y a des nouveautés à considérer, sans compter l'immensité de cet espace. Votre jeune démocratie était fondée sur l'esclavage; le christianisme y a mis fin; en émancipant la conscience, il a émancipé l'homme et préparé l'égalité civile et politique, donc la liberté nouvelle. Comme écrit magnifiquement M. Jean Izoulet : « On a calculé que le nombre de chevaux-vapeur actuellement possédés par l'industrie équivaut à un milliard d'hommes; c'est dire que l'humanité a maintenant à son service un milliard d'esclaves de fer. La civilisation antique, c'était une poignée d'hommes libres portés sur un monde d'esclaves. Dans la civilisation moderne issue du machinisme, l'humanité tout entière sera la poignée d'hommes libres, et la matière sera la multitude d'esclaves. La foule sera rachetée, affranchie, remplacée dans son douloureux rôle d'Atlas portant le ciel, par l'insensible et infatigable armée des forces naturelles. Ce n'est plus de pauvre chair saignante, mais de métal brut que seront construits désormais les soubassements de la cité humaine. L'homme ne doit plus être que l'œil qui

voit et le doigt qui dirige. La frêle et pensive créature a capté l'ouragan des forces cosmiques et dressé à son service une armée immense de monstres de fer. »

Voilà en effet tout le problème. Tous les hommes sont libres maintenant comme les 20 000 citoyens de l'Athènes classique ; il faut que tous les hommes soient cultivés comme vos 20 000 citoyens d'autrefois. Il y a beaucoup à faire pour extraire le diamant de ces foules.

L'Allemagne barbare n'y connut d'autre solution que l'organisation par la science et par la violence. La France, fille de la Grèce, offre au monde l'organisation par la science et par la liberté. L'organisation allemande a été vaincue ; l'organisation française a vaincu parce que, fondée sur la liberté, elle défendait la cause de tous et devait donc avoir le concours de tous. Et puis la haine est stérile, c'est l'amour qui crée, et nous entendons l'enseignement de notre Michelet, la fraternité née du christianisme, la fin des haines entre les concitoyens d'un même pays, la fin des haines entre les nations, la fin des haines entre les hommes, la collaboration de toutes les créatures sur l'œuvre du Créateur, l'organisation du globe dans l'universelle amitié : toute la doctrine de la philosophie française, libérale comme l'Athènes antique, fraternelle selon les appels de Jésus. C'est toute la tâche de la paix nouvelle.

Et comme je descendais l'autre soir de l'Acropole, j'évoquais là-bas, du côté d'Eleusis, les jeunes gens d'Athènes qui se passaient de main en main le flam-

beau symbolique, ramassé dans la tempête, et il me semblait voir monter de la voie Sacrée, devant l'Aréopage, image de la Justice, devant la Pnyx, berceau de la Liberté, l'immense procession des nations de la Victoire qui, parties de notre Arc de Triomphe, venaient ici sacrifier à la Sagesse devant le temple de toute Harmonie et de toute Beauté.

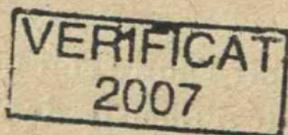
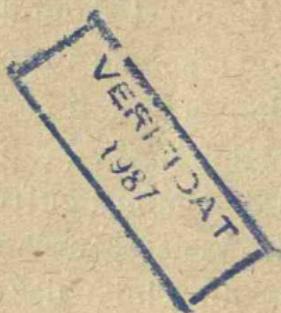


TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS.....	I
PRÉFACE DE M. POLITIS.....	III
INTRODUCTION :	
Impressions d'Athènes.....	4
I. — Le foyer grec.....	23
II. — Constantinople.....	35
III. — La conquête turque.....	48
IV. — La retraite turque.....	61
V. — Un ambassadeur de France en Grèce au xvii ^e siècle.....	74
VI. — Napoléon et l'Orient.....	87
VII. — Navarin. L'Indépendance.....	100
VIII. — La France en Orient : 1. La grande idée.....	113
IX. — La France en Orient : 2. La réforme turque.....	127
X. — La poussée allemande : 1. La politique orientale de Bismarck.....	139
XI. — La poussée allemande : 2. L'ère des massacres..	153
XII. — La poussée allemande : 3. Le grand dessein de Guillaume II.....	167
XIII. — Le grand drame : 1. Le prologue (1912-1913).....	180
XIV. — Le grand drame : 2. La Grande Guerre (1914-1918).....	194
XV. — Le grand drame : 3. La grande paix (1919-1920)...	212
XVI. — La plus Grande Idée. Vision de l'Acropole.....	226